

**Conférence internationale du Travail, 95<sup>e</sup> session, 2006**

**Rapport III (partie 2)**

# **Document d'information sur les ratifications et les activités normatives**

(au 31 décembre 2005)

**Troisième question à l'ordre du jour: Informations et rapports  
sur l'application des conventions et recommandations**

**Bureau international du Travail Genève**

ISBN 92-2-216607-8  
ISSN 0251-3218

---

*Première édition 2006*

Tableaux générés par la base de données APPLIS  
[www.ilo.org/normes](http://www.ilo.org/normes)

---

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: [pubvente@ilo.org](mailto:pubvente@ilo.org) ou par notre site Web: [www.ilo.org/pblns](http://www.ilo.org/pblns)

---

Mis en pages par TTF: réf. Confrep/ILC95(2006)-III(2)-2006-02-0168-01-Fr.doc  
Imprimé par le Bureau international du Travail, Genève, Suisse

## Note au lecteur

---

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (rapport III (partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2005. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (rapport III (partie 1A)). La première partie de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La deuxième partie comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la troisième partie présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

# Table des matières

---

	<i>Page</i>
Note au lecteur.....	iii
PREMIÈRE PARTIE: Information générale sur les normes internationales du travail .....	1
Développements récents.....	1
A.    Nouvelles normes examinées par la Conférence internationale du Travail à sa 93 <sup>e</sup> session (mai-juin 2005).....	1
B.    Questions relatives aux normes inscrites aux ordres du jour par la Conférence internationale du Travail et le Conseil d'administration .....	2
C.    Discussions générales fondées sur une approche intégrée: nouvelle discussion et suivi.....	4
D.    Discussions du Conseil d'administration sur les améliorations des activités de l'OIT reliées aux normes .....	5
Procédures constitutionnelles et autres .....	7
A.    Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 .....	7
B.    Réclamations en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT .....	9
C.    Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution.....	9
D.    Procédures spéciales en matière de liberté syndicale .....	10
Assistance technique .....	11
A.    Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique proposée par le Département des normes internationales du travail.....	11
B.    Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique dans les régions.....	16
Activités spécifiques entreprises en collaboration avec les autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail.....	20
Annexes à la première partie	
1.    Informations générales.....	21
2.    Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997.....	23

DEUXIÈME PARTIE: Liste des ratifications par convention et protocole.....	27
TROISIÈME PARTIE: Profils par pays.....	107
ANNEXE: Liste des conventions adoptées par session.....	199

# **PREMIÈRE PARTIE: Information générale sur les normes internationales du travail**

---

## **Développements récents**

### **A. Nouvelles normes examinées par la Conférence internationale du Travail à sa 93<sup>e</sup> session (mai-juin 2005)**

#### **1. Travail dans le secteur de la pêche**

1. A sa 92<sup>e</sup> session (juin 2004), la CIT a examiné une première fois des normes d'ensemble (une convention complétée par une recommandation) sur le travail dans le secteur de la pêche. Le deuxième examen a eu lieu à la 93<sup>e</sup> session de la Conférence (mai-juin 2005). Il a abouti à des projets d'instruments qui ont fait l'objet d'un vote en plénière après une discussion animée. La convention n'a pas été adoptée faute de quorum, tandis que la recommandation a été adoptée. Par conséquent, la Conférence a adopté une motion priant le Conseil d'administration d'inscrire une question concernant le travail dans le secteur de la pêche à l'ordre du jour de la 96<sup>e</sup> session de la Conférence (2007), sur la base du rapport de la Commission du secteur de la pêche de la 93<sup>e</sup> session.

2. A sa 294<sup>e</sup> session (novembre 2005), le Conseil d'administration a accédé à cette demande et a inscrit à l'ordre du jour de la 96<sup>e</sup> session une question concernant le travail dans le secteur de la pêche, en vue de l'adoption d'une convention complétée par une recommandation<sup>1</sup>. Dans sa décision, le Conseil d'administration a précisé que la Conférence devrait baser sa discussion sur le rapport de la Commission sur le secteur de la pêche de la 93<sup>e</sup> session, et sur le résultat des consultations triparties supplémentaires.

#### **2. Cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail**

3. Pour donner suite à la stratégie globale en matière de sécurité et de santé au travail adoptée en 2003 après la première discussion générale fondée sur une approche intégrée, la Conférence a examiné une première fois un projet de cadre promotionnel sur la sécurité et la santé au travail en juin 2005. La Commission de la Conférence a rejeté la proposition d'adopter une déclaration relative au cadre promotionnel et a préféré un projet de cadre consistant en une convention et une recommandation. La Commission de

---

<sup>1</sup> Dans un avis donné à la Conférence, le Conseiller juridique a noté que la motion renvoyait au rapport de la Commission du secteur de la pêche qui avait proposé une convention et une recommandation. Il a conclu que, lorsque la question serait examinée, il serait nécessaire de réexaminer la recommandation et, probablement, d'adopter une nouvelle recommandation qui remplacerait la recommandation adoptée en 2005.

la Conférence est également parvenue à un consensus sur des projets d'instruments. Lors de la discussion en plénière qui a porté sur le rapport de la Commission de la Conférence, le groupe des employeurs a regretté que sa proposition de déclaration n'ait pas été retenue; le groupe des travailleurs a affirmé que le nouveau projet de normes ne répondait pas à ses attentes quant au contenu d'un instrument établissant un cadre promotionnel. Ils ont également estimé qu'il fallait établir des liens plus explicites avec le lieu de travail et avec certains instruments clés de l'OIT relatifs à la sécurité et à la santé au travail, afin que les instruments proposés puissent promouvoir de façon efficace les instruments existants.

4. En vue de préparer le rapport pour le deuxième examen qui aura lieu en 2006, et pour tenir compte des commentaires formulés, l'avis des gouvernements est sollicité sur les projets d'instruments, mais aussi sur la manière d'établir un lien explicite entre ces projets et les instruments existant en matière de santé et de sécurité au travail. Leur avis est également demandé pour décider si les nouveaux instruments doivent renvoyer aux principes de base des politiques nationales ou des mesures de sécurité et de santé propres au lieu de travail (droits, devoirs, responsabilités, information, formation, sécurité au travail et commissions sanitaires).

5. Les réponses reçues des mandants de 62 Etats Membres indiquent un large appui en faveur des instruments proposés. Différents points de vue ont été exprimés quant à la manière dont un lien pourrait être établi entre la convention proposée et les instruments existants dans le domaine de la sécurité et la santé au travail, ainsi que sur le point de savoir si l'instrument devrait comporter des renvois aux droits fondamentaux liés à la sécurité et la santé au travail. Sur ce dernier point, certains attachaient une grande importance à l'inclusion de tels renvois, tandis que d'autres étaient d'avis que ces renvois pourraient limiter le potentiel promotionnel des instruments, ce qui rendrait plus difficile la ratification de la convention proposée.

## **B. Questions relatives aux normes inscrites aux ordres du jour par la Conférence internationale du Travail et le Conseil d'administration**

### **1. Durée du travail**

6. A la 93<sup>e</sup> session (mai-juin 2005) de la Conférence internationale du Travail, la Commission de la Conférence sur l'application des normes a discuté de l'étude d'ensemble de la Commission d'experts sur la durée du travail. Suite à un débat riche et varié sur la pertinence actuelle des conventions n<sup>os</sup> 1 et 30, et une possible action future de l'OIT en matière de durée du travail, il fut convenu que le Bureau rédigerait un document pour la 294<sup>e</sup> session (novembre 2005) du Conseil d'administration, résumant les points de vue exprimés lors du débat, afin d'aider le Conseil d'administration à décider des mesures appropriées. Conformément aux indications de la Commission de la Conférence à l'effet que l'OIT ne devrait pas envisager une approche normative, mais devrait plutôt imaginer des voies nouvelles pour aller de l'avant, il fut suggéré que cela pourrait comprendre notamment une réunion tripartite d'experts en matière de durée du travail. A sa 294<sup>e</sup> session (novembre 2005), le Conseil a approuvé la proposition du Bureau pour l'élaboration d'une stratégie en vue d'une possible action future de l'OIT en matière de durée du travail. Le Conseil a également approuvé l'organisation d'une réunion tripartite d'experts, chargée d'examiner et de formuler ses conseils sur la question des arrangements modernes en matière de durée du travail. La réunion était censée entreprendre une analyse approfondie de la question de la durée du travail et ce,

dans toutes ses multiples dimensions. Elle pourrait également élaborer un cadre intégré de principes et d'orientations politiques, qui pourraient servir de base à une discussion générale sur la durée du travail et les questions connexes lors d'une future session de la Conférence internationale du Travail, si le Conseil d'administration décidait de tenir une telle discussion. En mars 2006, le Bureau présentera au Conseil d'administration un document contenant des propositions concrètes sur l'ordre du jour, la composition et les aspects financiers de cette réunion tripartite d'experts.

## 2. La convention du travail maritime

7. A sa 280<sup>e</sup> session (mars 2001), le Conseil d'administration a approuvé une recommandation formulée en janvier 2001 par la Commission paritaire maritime de l'OIT («l'Accord de Genève») en vue d'élaborer un instrument unique regroupant le corps d'instruments du travail relatifs au domaine maritime (plus de 60 conventions et recommandations). L'instrument a été examiné et adopté lors de la 94<sup>e</sup> session (maritime) de la Conférence internationale du Travail, qui s'est déroulée à Genève du 7 au 23 février 2006.

8. La convention du travail maritime est novatrice à plusieurs égards. Cette convention internationale du travail unique, formulée en termes simples et clairs, consolide la quasi-totalité de plus de 60 conventions et recommandations maritimes actuellement en vigueur et définit des conditions de travail décentes dans un secteur maritime de plus en plus globalisé. Elle constitue le «quatrième pilier» de la réglementation internationale du secteur maritime, en complément des conventions fondamentales de l'Organisation maritime internationale. Cet instrument comporte des éléments originaux conçus pour permettre une ratification rapide par la grande majorité des Etats Membres de l'OIT actifs dans le secteur maritime, et pour garantir que ses dispositions soient réellement mises en œuvre et appliquées et puissent facilement être mises à jour. L'approche de base est fondée sur le concept de «fermeté» quant aux droits, tout en permettant une certaine flexibilité dans les méthodes de mise en œuvre au niveau national.

9. Il convient aussi de souligner que l'élaboration de la convention du travail maritime a suivi un processus différent de celui qui est habituellement utilisé pour les normes internationales du travail. Ainsi, le contenu du projet de convention a été soigneusement élaboré, durant les quatre dernières années, lors de réunions tripartites sous les auspices d'un groupe de travail tripartite de haut niveau constitué par le Conseil d'administration. Le processus de consultation a abouti à un projet de convention sur les normes du travail maritime, soumis à la Conférence technique maritime préparatoire (CTMP) tenue en septembre 2004.

10. Le projet de convention soumis à la Conférence pour adoption était basé sur le texte adopté par la CTMP et sur le consensus tripartite obtenu lors d'une réunion intersessionnelle ultérieure de la CTMP (tenue en avril 2005) pour résoudre certains points litigieux restés en suspens, et pour examiner une série d'amendements que la CTMP n'avait pas eu le temps d'étudier. Lors de la réunion intersessionnelle, les parties ont abouti à un consensus tripartite sur presque toutes les questions en suspens, à quelques exceptions près, par exemple les conditions d'entrée en vigueur de la convention, sujet qui, selon les participants à la réunion, se prêtait mieux à une décision par la session maritime de la Conférence elle-même. La CTMP a également adopté des résolutions soulignant en particulier la nécessité d'une coopération et d'un appui techniques aux Membres, afin de les aider dans la mise en œuvre de la convention, une fois celle-ci adoptée.



### 3. Coopération technique et relation d'emploi

11. Après une première discussion, en novembre 2003, concernant l'ordre du jour de la 95<sup>e</sup> session (mai-juin 2006) de la Conférence, le Conseil d'administration a retenu sept propositions en vue d'un examen plus approfondi à sa session de mars 2004. Se fondant sur ces choix, le Conseil d'administration a décidé en mars que, outre les points permanents à l'ordre du jour dont la Conférence serait saisie, ainsi que la deuxième discussion sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, les points suivants devraient être inscrits à l'ordre du jour de la 95<sup>e</sup> session de la Conférence: *a)* le rôle de l'OIT en matière de coopération technique (discussion générale); et *b)* la relation de travail (élaboration de normes, simple discussion).

## C. Discussions générales fondées sur une approche intégrée: nouvelle discussion et suivi

### 1. Promotion de l'emploi des jeunes: nouvelle discussion

12. A l'issue d'une discussion générale fondée sur une approche intégrée, la Conférence a adopté lors de la 93<sup>e</sup> session (mai-juin 2005) des conclusions sur la promotion de voies d'accès au travail décent pour les jeunes.

13. Ces conclusions rappellent notamment que les principes de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, sont essentiels à toute politique de l'emploi visant les jeunes, et que des politiques de formation et des programmes de politique active du marché du travail tenant compte des normes internationales du travail pertinentes peuvent grandement faciliter leur obtention d'un emploi décent. Les conclusions comprennent un plan d'action selon lequel l'OIT devrait en particulier renforcer ses partenariats avec les institutions financières internationales et les institutions des Nations Unies en vue de mettre la promotion de l'emploi des jeunes au centre des politiques de développement et des stratégies de réduction de la pauvreté.

### 2. Travailleurs migrants: suivi de la discussion générale fondée sur une approche intégrée

14. Il convient de rappeler qu'après la deuxième discussion générale sur les travailleurs migrants de 2004 la Conférence internationale du Travail a adopté une résolution concernant une approche équitable pour les travailleurs migrants dans une économie mondialisée. En 2005, le suivi de la discussion a consisté principalement en l'élaboration d'un cadre multilatéral non contraignant de l'OIT sur les migrations de main-d'œuvre. Le projet de cadre a été examiné lors d'une réunion d'experts tripartite qui s'est tenue du 31 octobre au 2 novembre 2005, puis soumis au Conseil d'administration en mars 2006. Le Département des normes internationales du travail, notamment les spécialistes des normes sur le terrain, et le Programme des migrations internationales ont continué à promouvoir la ratification et l'application de la convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, et de la convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975. A cet égard, il convient de noter que la ratification de la convention n° 97 par l'Albanie a été enregistrée en mars 2005. Le département a également participé aux réunions de l'OSCE sur les travailleurs migrants.

## D. Discussions du Conseil d'administration sur les améliorations des activités de l'OIT reliées aux normes

### 1. Aperçu d'une future orientation stratégique des normes et pour l'application de procédures et politiques reliées aux normes

15. A la 292<sup>e</sup> session du Conseil d'administration (mars 2005), le Bureau a présenté un rapport d'activités pour donner une vue d'ensemble des différents débats sur les activités normatives qui ont eu lieu au Conseil d'administration et à la Conférence internationale du Travail depuis 1994, et des décisions prises en la matière. Il devait permettre d'évaluer les progrès réalisés et de faire le point sur les autres mesures à prendre en la matière, en précisant leur portée. Les discussions ont mené à trois résultats: 1) un consensus selon lequel presque tous les éléments du système des normes de l'OIT ont été examinés avec des résultats concrets; 2) le lancement d'une campagne pour la ratification ou l'acceptation de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997, qui concerne l'abrogation des conventions obsolètes<sup>2</sup>; 3) la préparation d'un document par le Bureau, pour la 294<sup>e</sup> session du Conseil d'administration (novembre 2005), qui exposerait une future orientation stratégique sur les normes et sur la mise en œuvre de politiques et de procédures normatives.

16. Concernant la campagne pour la ratification et l'acceptation de l'instrument d'amendement, le Directeur général a écrit aux 96 Etats Membres qui n'ont pas encore ratifié ni accepté l'instrument. Sa lettre était accompagnée du document comprenant des questions régulièrement posées, ainsi que les réponses correspondantes, en vue de faciliter une compréhension claire des raisons et objectifs de l'amendement constitutionnel. Il est souhaitable que la campagne puisse permettre l'entrée en vigueur de l'amendement et l'abrogation des conventions, déclarées obsolètes par voix d'accord, et qui rejoignent les conditions mentionnées dans l'amendement.

17. Le document soumis à la 294<sup>e</sup> session du Conseil d'administration (novembre 2005), par le Bureau, proposait une orientation stratégique basée sur quatre composantes inter-reliées. La première devrait être dirigée vers une meilleure promotion et application des normes de l'OIT déjà existantes et mises à jour. Un des éléments, à ce sujet, serait de promouvoir et améliorer la connaissance qu'ont les pays Membres de l'impact réel des normes, incluant les réalités du développement. Le but serait d'améliorer l'impact de toute norme internationale du travail pertinente, par une meilleure application et une ratification extensive. Les moyens d'accomplir cet objectif seraient essentiellement la coopération technique et la proposition d'activités d'élaboration des normes visant principalement la mise à jour et l'amélioration de l'acceptabilité des normes existantes. Afin de renforcer la capacité du Bureau dans ce domaine, il a été considéré nécessaire qu'il ait à sa disposition un vaste éventail d'outils, incluant des preuves empiriques concernant l'impact économique des normes, qui deviendrait un domaine de recherche important pour le Bureau. La deuxième composante viserait la mise en œuvre d'un système de surveillance moderne, intégré et cohérent. Certaines suggestions mises de l'avant à ce sujet étaient reliées au besoin d'un système de rapport simplifié, afin de maintenir un équilibre entre l'identification des violations sérieuses des normes et la création d'avantages à la ratification et la conformité; et prendre en compte les solutions qui ont été appliquées dans le cadre d'autres traités internationaux. Il a aussi été proposé

<sup>2</sup> A l'annexe 2, figure une liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'instrument d'amendement.

de continuer les consultations sur le fonctionnement de la Commission d'experts pour l'application des normes. Le Bureau a suggéré, en tant que troisième composante, de mettre en place une stratégie de communication effective sur les normes internationales du travail. Pour ce faire, le Bureau a proposé d'identifier et de développer des outils lui permettant de rejoindre le grand public, en plus des mandants tripartites de l'OIT. La quatrième composante présentée concernait l'intégration des normes avec la coopération et l'assistance technique, et notamment le besoin d'un programme de conseils efficace, d'assistance et d'amélioration des compétences, afin de permettre aux normes d'appuyer les objectifs de développement. Un tel programme serait également orienté vers l'assistance aux pays n'ayant pas ratifié les conventions ou donné effet aux recommandations afin de leur permettre de ratifier les conventions.

18. A la lumière des commentaires faits durant la discussion sur le document du Bureau, le Conseil d'administration a décidé d'approuver les actions proposées par le Bureau d'appliquer une orientation stratégique pour les normes et des politiques reliées aux normes. Le Conseil d'administration a invité le Bureau à tenir des consultations avec les mandants tripartites avant sa prochaine session et à préparer des rapports sur les progrès accomplis durant la période allant de novembre 2005 à mars 2006.

## 2. Autres questions

19. A sa 292<sup>e</sup> session (session de mars), le Conseil d'administration a adopté une nouvelle version du Mémoire sur l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes. Cette version vise à aider les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations, notamment en expliquant les objectifs de la soumission, en définissant la nature de l'autorité compétente et en soulignant l'importance des consultations tripartites pour l'élaboration de propositions à soumettre aux autorités compétentes. Un document sur la préparation d'un manuel de rédaction des instruments de l'OIT a été soumis à l'examen du Conseil d'administration à sa 292<sup>e</sup> session (session de mars 2005). Ce manuel doit servir d'ouvrage de référence pour les personnes qui participent à l'élaboration et à la rédaction de normes internationales du travail. Le Conseil d'administration a prié le Bureau de le modifier pour en faciliter l'usage par les différents types d'utilisateurs. Une version électronique a été présentée par le Bureau au Conseil d'administration à sa 294<sup>e</sup> session. Cette version avait été préparée par le Centre international de formation de Turin et destinée à être publiée sur le site Internet de l'OIT. En réponse aux inquiétudes exprimées quant à la difficulté pour certaines personnes d'accéder à Internet, le Bureau a expliqué que trois versions du manuel étaient prévues: la version complète imprimée (déjà existante), la version électronique et la même version sur CD-ROM. Cette dernière version pourrait être ajoutée à un CD sur les normes produit par le Département des normes internationales du travail. En outre, il a été envisagé de rédiger une version courte du Manuel, sur papier, que les délégués à la Conférence pourraient utiliser comme outil de référence rapide.

## Procédures constitutionnelles et autres

### A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

#### 1. Contexte

20. A la 83<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail en juin 1996, une plainte a été soumise en vertu de l'article 26 de la Constitution concernant l'exécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930. Le Conseil d'administration a décidé d'établir une commission d'enquête pour examiner la plainte. Cette commission a complété son rapport en juillet 1998, concluant que l'obligation du Myanmar aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention n° 29, d'empêcher le recours au travail forcé ou obligatoire avait été violée tant en droit qu'en pratique. En mars 1999, le Conseil d'administration a décidé d'inclure la question de l'application de la convention n° 29 par le Myanmar à l'ordre du jour de chaque session de la Conférence.

21. A sa 87<sup>e</sup> session (juin 1999), la Conférence internationale du Travail a adopté une résolution selon laquelle le gouvernement ne bénéficierait plus d'aucune coopération ou assistance technique de l'OIT, sauf pour la mise en œuvre immédiate des recommandations de la commission d'enquête. Par une autre résolution adoptée par la Conférence à sa 88<sup>e</sup> session (juin 2000), les Membres de l'OIT ont été invités, en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT et sur recommandation du Conseil d'administration, à revoir les relations avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées pour s'assurer que le Myanmar ne prenne pas avantage de ces relations pour perpétuer ou même étendre le système d'emploi forcé ou obligatoire décrit par la commission d'enquête.

22. Plusieurs missions techniques ont été entreprises et, dans le cadre du «Protocole d'accord sur l'évaluation des objectifs de l'OIT», conclu le 19 mai 2001, le gouvernement du Myanmar a accepté de recevoir une équipe de haut niveau chargée de mener une évaluation objective de la mise en œuvre pratique et de l'impact réel des mesures législatives, exécutives et administratives prises par le gouvernement, le tout avec comme objectif global d'éliminer complètement le travail forcé au Myanmar en droit et en pratique. Le gouvernement a ensuite accepté un entretien avec l'agent de liaison de l'OIT au Myanmar chargé de mener toutes les activités nécessaires à une élimination rapide et efficace du travail forcé.

23. En mai 2003, le gouvernement et l'OIT se sont mis d'accord sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar, qui n'a cependant pu être mis en œuvre en raison des événements qui se sont produits au niveau national. A sa 291<sup>e</sup> session (novembre 2004), le Conseil d'administration a demandé au Directeur général d'organiser une équipe de très haut niveau (ETHN) pour évaluer l'attitude des autorités du Myanmar et leur détermination à poursuivre leur coopération avec l'OIT.

#### 2. Développements en 2005

24. Le 23 février 2004, n'ayant pas réussi à organiser les réunions nécessaires pour compléter son mandat, l'ETHN a remis au ministre des Affaires étrangères une

déclaration à cet effet avant de quitter le pays, et a annexé un aide-mémoire informel expliquant les principales démarches où un progrès serait possible.

25. A sa 292<sup>e</sup> session (mars 2005), le Conseil d'administration a noté le sentiment grandissant que l'attitude de *laisser-faire* qui prévalait chez les Membres depuis 2001 n'avait plus sa raison d'être. Il a alors été unanimement décidé de transmettre ces conclusions à tous les destinataires de la résolution de la CIT en 2000, afin qu'ils puissent prendre les mesures appropriées. Le Conseil d'administration a également souligné que l'OIT ne fermait pas la porte au rétablissement d'un dialogue positif avec les autorités nationales.

26. A sa séance spéciale durant la 93<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail, la Commission de l'application des normes a noté avec une profonde préoccupation l'observation de la commission d'experts, selon laquelle les mesures prises par le gouvernement pour donner effet aux recommandations de la commission d'enquête étaient insuffisantes. De l'avis de la commission, les gouvernements, les employeurs et les travailleurs, ainsi que d'autres organisations internationales, devaient réexaminer rapidement leurs relations avec le Myanmar, comme ils avaient été invités à le faire par la résolution de 2000, et adopter d'urgence les mesures appropriées. La commission a aussi énuméré les questions qui devaient être résolues rapidement.

27. En octobre 2005, un représentant du Directeur général et l'agent de liaison ont tenu des consultations avec le ministre du Travail afin d'obtenir des clarifications sur les intentions des autorités, au moyen d'une discussion franche et informelle. Durant cette discussion, les autorités du Myanmar ont indiqué qu'elles avaient déjà décidé de se retirer de l'OIT, mais avaient différé l'envoi de l'avis de retrait afin d'examiner si d'autres options restaient possibles. Elles ont également mentionné que le Myanmar n'avait pas l'intention d'examiner les mesures recommandées par l'ETHN, ni celles du plan d'action. Le seul mécanisme acceptable pour les autorités, en rapport avec les plaintes de travail forcé, était la présence de l'OIT sur les lieux.

28. A la 294<sup>e</sup> session du Conseil d'administration (novembre 2005), de nombreux Membres ont exprimé leur profonde préoccupation concernant la dégradation de la situation au Myanmar. Le Conseil d'administration a fermement rejeté ce qui lui paraissait être des tentatives pour influencer l'opinion de l'OIT par diverses mesures de pression et d'intimidation, y compris les menaces de retrait. Il a réitéré sa pleine confiance et son support complet à l'agent de liaison de l'OIT et a exhorté les autorités à garantir pleinement l'exercice de ses fonctions. Un certain nombre de Membres étaient d'avis que, dans ces circonstances, la seule solution possible pour l'Organisation était de confier à la Conférence elle-même le soin de revoir les mesures adoptées dans la résolution de la CIT en 2000 en vertu de l'article 33 de la Constitution, en ajoutant un point spécial à son ordre du jour. Cependant, prenant en compte la volonté de coopérer exprimée par l'ambassadeur du Myanmar avant le Conseil d'administration et le fait que toute initiative menant à une action par la Conférence devrait dans tous les cas être confirmée à sa prochaine session, le Conseil d'administration a demandé aux diverses instances gouvernementales du Myanmar, y compris les plus hauts dirigeants, de profiter de la période entre novembre 2005 et mars 2006 pour rétablir un réel dialogue avec le Bureau. Il était toutefois entendu que, pour être constructif, le dialogue devait être basé sur le mandat prévu dans les conclusions de la Conférence internationale du Travail.

## B. Réclamations en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

29. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2005.

Pays	Convention	Organisation plaignante	Statut actuel
Chili	Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933	Colegio de Profesores de Chiel A.G	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 292 <sup>e</sup> session (mars 2005); comité tripartite établi par le Conseil d'administration à sa 294 <sup>e</sup> session (nov. 2005)
France	Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, convention (n° 158) sur le licenciement, 1982	Confédération générale du travail – Force Ouvrière (FO)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 294 <sup>e</sup> session (nov. 2005) *; comité tripartite établi
Guatemala	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Fédération des travailleurs de ville et de campagne (FTCC)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 294 <sup>e</sup> session (nov. 2005); comité tripartite établi
Mexique	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Syndicat de la métallurgie, de l'acier, du fer et similaires (STIMAHCS)	En instance
Pays-Bas	Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962	Confédération des syndicats turcs (TÜRK-IS)	En instance
Uruguay	Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Assemblée intersyndicale des travailleurs – Congrès national des travailleurs (PIT-CNT)	Rapport final du comité tripartite adopté par le Conseil d'administration à sa 292 <sup>e</sup> session (mars 2005)

\* Le Conseil d'administration a décidé de référer au Comité de la liberté syndicale les allégations concernant les conventions nos 87 et 98.

## C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution

30. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention. Le Conseil d'administration peut initier la procédure de son propre chef ou sur réception d'une plainte d'un délégué à la Conférence internationale du Travail. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour

examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

#### *Plainte contre le Bélarus*

31. A sa 288<sup>e</sup> session (novembre 2003), le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'application par le Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le rapport de la commission a été présenté à la 291<sup>e</sup> session du Conseil d'administration (novembre 2004). Le Conseil d'administration a chargé le Comité de la liberté syndicale de superviser le suivi des recommandations de la commission.

#### *Plainte contre la République bolivarienne du Venezuela*

32. A sa 291<sup>e</sup> session (novembre 2004), le Conseil d'administration a été informé d'une plainte déposée en vertu de l'article 26 de la Constitution concernant l'inexécution par le Venezuela de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a communiqué la plainte au Comité de la liberté syndicale pour pouvoir décider si celle-ci devait être transmise à une commission d'enquête. Toutefois, à sa session de mars 2005, le Conseil d'administration a été informé que le Comité de la liberté syndicale n'était pas en mesure de formuler des recommandations, car tous les membres employeurs représentés au comité avaient signé la plainte. C'est pourquoi le Conseil d'administration a décidé de transmettre la plainte au Comité de la liberté syndicale pour que celle-ci soit examinée à sa session de novembre, après le renouvellement de la composition du comité qui aura eu lieu en juin, lors des élections du Conseil d'administration. A sa 294<sup>e</sup> session (novembre 2005), le Conseil d'administration a approuvé la recommandation soumise par le Comité de la liberté syndicale d'organiser une mission de contacts directs dans le pays avant de décider comment traiter la plainte.

## **D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale**

33. Lors de ses dernières réunions (novembre 2004, mars, juin et novembre 2005), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 520 cas concernant quelque 69 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions intérimaires ou définitives ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (335<sup>e</sup>, 336<sup>e</sup>, 337<sup>e</sup> et 338<sup>e</sup> rapports). Bon nombre de ces cas sont des cas sur lesquels il a été amené à se pencher à plusieurs reprises. De plus, depuis la dernière session de la commission d'experts, il a été saisi de quelque 65 nouveaux cas. Le Comité de la liberté syndicale a attiré l'attention de la commission d'experts sur les aspects législatifs soulevés dans les cas suivants: Argentine (cas n° 2369), Bangladesh (cas n° 2327), Burundi (cas n° 2276), Canada (cas n° 2257), Fidji (cas n° 2316), Pakistan (cas n° 2229), Portugal (cas n° 2334), Fédération de Russie (n°s 2216-2251) et Ukraine (cas n° 2038).

## Assistance technique

### A. Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique proposée par le Département des normes internationales du travail

#### 1. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives

34. Le Département des normes internationales du travail met en œuvre ses activités d'assistance technique en collaboration étroite avec les bureaux extérieurs pour s'assurer que les Etats Membres remplissent leurs obligations de faire rapport et de respecter leurs autres obligations normatives. Par exemple, le Département des normes internationales du travail, de concert avec le bureau sous-régional de New Delhi et le coordonnateur sénior de Kaboul, a entrepris une mission d'assistance technique en mai 2005 durant laquelle la première Commission nationale tripartite sur les normes internationales du travail a été tenue. Les participants, incluant les représentants du gouvernement, les organisations d'employeurs et de travailleurs, ont engagé un dialogue sur les normes internationales du travail après des années de guerre et de conflits civils. Ils ont soumis un rapport contenant de l'information générale sur la législation nationale et sur les pratiques concernant les conventions internationales du travail ratifiées par le pays. La délégation gouvernementale a ensuite participé aux travaux de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail, lors de sa 93<sup>e</sup> session (mai-juin 2005), pour la première fois depuis des années. Une mission de suivi a été entreprise par le bureau sous-régional de New Delhi, en novembre 2005, pendant laquelle une session d'information sur les différents types de rapports sur les normes internationales du travail a été tenue avec le ministre du Travail et des Affaires sociales. Une autre commission tripartite a été organisée pour aborder plus largement l'ensemble des procédures concernant la supervision et l'application des normes internationales du travail.

#### 2. Missions consultatives

35. Des missions consultatives sur la liberté syndicale ont eu lieu à El Salvador en mai 2005 et à Maurice en février 2005. Lorsque El Salvador envisageait de ratifier la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, le Bureau a fourni des informations sur le contenu de ces conventions et l'importance de leur ratification après y avoir été invité par une commission parlementaire. Depuis, le Département des normes internationales du travail mène un dialogue avec le gouvernement sur la question de la compatibilité de certaines dispositions constitutionnelles avec les conventions n°s 87 et 98. La mission à Maurice s'est tenue à l'invitation du ministre du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi pour apporter une assistance en vue de préparer une législation sur les relations professionnelles; cela devait permettre de ratifier la convention n° 87, ratification intervenue en avril 2005. A la demande du gouvernement, le Département des normes internationales du travail a organisé une mission en Ukraine (septembre 2005) dans le but de tenir des consultations avec le gouvernement et les partenaires sociaux au sujet des problèmes soulevés par les organisations syndicales ukrainiennes dans leur plainte actuellement traitée par le Comité de la liberté syndicale. En outre, une mission en



Argentine ainsi qu'une mission tripartite de haut niveau en Colombie ont eu lieu dans le cadre du suivi des conclusions adoptées par le Comité pour l'application des normes de la Conférence internationale du Travail concernant l'application de la convention n° 87 par ces deux pays.

36. A la demande du gouvernement français, le Département des normes internationales du travail continue de fournir une assistance technique au ministère du Travail en ce qui concerne l'inspection du travail. L'objectif de cette assistance technique est d'élaborer un guide d'éthique pour le personnel de l'inspection du travail qui appliquera les principes contenus dans les conventions internationales du travail pertinentes.

### 3. Activités de formation

37. Le renforcement des capacités et la formation sur les normes de l'OIT constituent un volet important des activités du Département des normes internationales du travail. Les activités de formation sont souvent mises en place en collaboration étroite avec le programme de formation sur les normes du Centre international de formation de Turin.

38. Fin 2005, le programme de formation sur les normes du Centre de Turin aura réalisé une quarantaine de sessions de formation, dont ont pu bénéficier quelque 1 000 personnes. Nombre de ces activités ont un caractère tripartite, même si beaucoup d'entre elles s'adressent spécifiquement aux organisations de travailleurs, comme la formation sur les normes qui a eu lieu en mai 2005 à l'intention de syndicalistes colombiens. Dans le cadre du programme de formation du Centre, le Programme liberté syndicale a été créé en 2001 pour répondre aux nombreuses demandes de formation en la matière de la part des mandants. Plus d'une quinzaine d'activités axées sur la liberté syndicale sont organisées chaque année. Un autre programme important concernant le travail des enfants et le travail forcé a été lancé en septembre 2005.

39. Les activités du programme de formation sur les normes peuvent être classées de la manière suivante:

- *Les activités interrégionales tripartites* réalisées à Turin, qui portent sur des thèmes divers et s'adressent à différents publics: activités concernant les normes internationales du travail et l'égalité dans l'emploi, les normes internationales du travail et la productivité, les normes internationales du travail et les problèmes de la mondialisation, la liberté syndicale et la dimension sociale de l'intégration régionale, les normes internationales du travail et les procédures constitutionnelles présentées aux délégués à la Conférence ainsi que les normes internationales du travail présentées aux juges, aux juristes et aux professeurs de droit.
- *Les activités réalisées aux niveaux régional, sous-régional et national* dont les thèmes sont choisis en étroite coordination avec le Siège et les régions telles que le Séminaire tripartite sur les politiques nationales de l'emploi et le développement des ressources humaines (convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, et convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976), pour les pays d'Afrique centrale; le Séminaire tripartite sur la liberté syndicale pour les travailleurs ruraux de l'Afrique australe; les cours sur les normes internationales du travail et les procédures constitutionnelles prévus pour la Jamahiriya arabe libyenne, qui portaient plus spécifiquement sur la liberté syndicale; le Séminaire sur les normes internationales du travail et la liberté syndicale s'adressant aux fonctionnaires (Brésil, Chili et Pérou); les séminaires nationaux destinés aux juges (Albanie, Burkina Faso,

Ethiopie, Indonésie, Maroc et Sénégal); le Séminaire sur les normes internationales du travail et la liberté syndicale s'adressant aux parlementaires du Sénégal.

40. Des activités de formation plus spécifiques destinées aux juges, juristes et professeurs de droit sont organisées en collaboration avec les institutions nationales. La collaboration avec les instituts judiciaires du Chili, du Maroc, de Madagascar et du Sénégal s'est poursuivie; de nouvelles collaborations ont été mises en place avec l'Ecole de la magistrature albanaise, le *Tribunal supérieur du travail du Brésil* et l'Université de Buenos Aires. En 2005, le Programme régional annuel pour les juges du travail des Amériques s'est déroulé à Lima. Ces activités visent essentiellement à fournir aux praticiens du droit les outils leur permettant de recourir aux normes internationales du travail au niveau national, notamment aux commentaires et conclusions des organes de contrôle.

41. Le Département des normes internationales du travail a poursuivi ses activités de formation et de renforcement des capacités en vue d'une meilleure application des normes de l'OIT sur l'égalité et la non-discrimination à l'échelon national. Parmi les participants à ces activités figuraient des fonctionnaires, notamment des inspecteurs du travail, des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs, des juges, des avocats et autres praticiens du droit. Ils ont ainsi acquis une meilleure connaissance technique des principes et des notions sur lesquels se fondent ces normes. Sur le terrain, le département a dispensé à des juges une formation sur les normes relatives à l'égalité, dans le cadre des projets de coopération technique de l'OIT en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. La formation visait essentiellement à permettre aux juges de s'appuyer sur les normes internationales du travail dans l'exercice de leur profession et à renforcer l'application de la législation antidiscriminatoire.

42. Pour mieux faire connaître et comprendre la nécessité de joindre des statistiques et des informations ventilées par sexe aux rapports soumis aux organes de contrôle, le département a continué d'inclure des séances sur l'égalité des sexes et les normes internationales du travail dans les activités de formation organisées chaque année en coopération avec le Centre international de formation de Turin. Ces séances visent à aider les mandants à mieux tenir compte des différences hommes-femmes dans l'application de l'ensemble des conventions de l'OIT. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'impact de ce type de formation, on a relevé que le nombre de rapports gouvernementaux qui tiennent compte d'une optique hommes-femmes était en augmentation.

#### 4. Activités de promotion

43. Le Département des normes internationales du travail et le bureau sous-régional de Moscou ont organisé, en décembre 2005, un séminaire national tripartite sur les normes internationales du travail et le développement du dialogue social en Fédération de Russie. Les principaux sujets discutés pendant le séminaire portaient sur les amendements au Code du travail de la Fédération de Russie et des problèmes résultant de l'application des conventions ratifiées et des ratifications projetées en 2006. Le séminaire s'est conclu par la formulation d'un nombre de conclusions et recommandations qui réfèrent, en particulier, à la nécessité de renforcer la procédure de consultation avec les partenaires sociaux pour les questions concernant le travail et les problèmes sociaux.

44. Des séminaires sur la liberté syndicale ont été organisés au Cameroun et en Fédération de Russie en février 2005. Plus spécifiquement, le Bureau a été invité par le ministère du Travail camerounais à faire un exposé sur les principes et les normes relatifs à la liberté syndicale, notamment la représentativité syndicale, à l'occasion d'un

atelier tripartite. La Fédération des syndicats indépendants de la Fédération de Russie a invité le Bureau à faire des exposés sur la liberté syndicale et sur les commentaires formulés par les organes de contrôle de l'OIT à propos de la législation russe; ces exposés ont eu lieu lors d'un séminaire et d'un atelier auxquels ont assisté des représentants syndicaux de la région. En vue de répondre aux questions sur le système mis en place pour suivre la réforme de la législation du travail et des relations professionnelles en République de Corée, le Bureau a également participé à la réunion du Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE qui s'est déroulée à Paris en mai 2005.

45. Dans le domaine de l'égalité et de la non-discrimination, l'Indonésie a continué de bénéficier d'une assistance technique pour l'élaboration de directives gouvernementales sur l'égalité des chances dans l'emploi. Ces directives ont été officiellement implantées en décembre 2005 et serviront de base à l'application de la loi de 2003 sur la main-d'œuvre. Une assistance supplémentaire sera fournie aux Membres pour promouvoir l'implantation des directives et développer des directives et pratiques dans les milieux de travail dans le domaine de l'égalité des chances d'emploi. L'assistance fournie à la Chine et à la Thaïlande pour promouvoir la ratification de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, a également été maintenue; la Chine a ratifié la convention le 12 janvier 2006. Enfin, après que la Lituanie a ratifié, en 2004, la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981, les syndicats nationaux ont bénéficié de conseils techniques sur l'application de la convention, ce qui a conduit à l'adoption d'une résolution préconisant l'élaboration de mesures et de pratiques favorables à la famille.

46. Un Séminaire national tripartite sur la protection des salaires s'est tenu en Bosnie-Herzégovine, en avril 2005. Le Séminaire technique sur le non-paiement des salaires et les fonds de garantie des salaires, organisé à Banja Luka et à Sarajevo, s'inscrit dans l'ensemble des efforts menés au niveau régional depuis 2001 pour diffuser les normes de l'OIT sur la protection des salaires, notamment pour faire connaître la convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949, et la convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992, sur la base du dialogue social. Suivant de près des activités promotionnelles et de conseil similaires qui se sont déroulées à Sofia, Bucarest et Kiev, l'expérience menée en Bosnie a confirmé que la question des fonds de garantie des salaires pour la protection des créances salariales des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur reste très importante en Europe centrale et de l'Est. Elle a également offert une très bonne occasion d'accroître la visibilité de l'action normative de l'Organisation et de promouvoir le dialogue social tripartite.

47. Dans le domaine de la protection sociale et des conditions de travail, des activités d'assistance ont eu lieu dans le cadre de séminaires tripartites nationaux, de missions de consultation et d'assistance technique, d'activités menées en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT de Turin. Ces activités comprenaient une mission d'assistance relative à l'application des normes de sécurité sociale, notamment en Jamahiriya arabe libyenne en juillet 2005. En 2003, l'application, par ce pays, de la convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962, avait fait l'objet d'un paragraphe spécial de la Commission de l'application des normes de la Conférence en 2003. La mission d'assistance a permis de clarifier certains points concernant les dispositions des conventions ratifiées et les observations de la commission d'experts. Enfin, en collaboration avec le Conseil de l'Europe, d'autres missions de formation, de promotion et d'assistance ont été menées dans le domaine de la sécurité sociale et

concernaient, entre autres, la convention n° 102 et le Code européen de sécurité (Irlande, Lituanie, Roumanie, Ukraine, Slovénie).

48. S'agissant de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, les commentaires des organes de contrôle de l'OIT ont montré que l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles et la consultation des peuples indigènes intéressés étaient des questions récurrentes. Le Département des normes internationales du travail mène actuellement des activités concernant deux pays d'Amérique latine pour les aider à instaurer les consultations prévues dans la convention en vue de régler et de prévenir les conflits.

49. Le projet pour la promotion de la politique de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux (projet PRO 169), mis en place par le Département des normes internationales du travail, permet de mener de nombreuses activités de promotion. Des projets nationaux ont été lancés au Cambodge et au Cameroun, d'autres sont en cours au Kenya, au Maroc et au Népal. Les projets PRO 169 sont exécutés en collaboration avec les bureaux extérieurs de l'OIT, les peuples indigènes et les partenaires de l'OIT. Des ateliers nationaux se sont déroulés au Cambodge, au Cameroun et au Kenya, et au Népal, PRO 169 a contribué à la préparation d'un atelier national. Dans le cadre des activités menées, PRO 169 a entrepris trois études de cas. Deux études, l'une réalisée au Cambodge et l'autre au Cameroun, concernent la participation des peuples indigènes à l'élaboration de stratégies nationales pour la réduction de la pauvreté (SNRP) et la prise en compte de leurs problèmes dans ces stratégies; la troisième étude réalisée au Népal concerne les peuples indigènes, la pauvreté et les conflits. Au Cameroun, une étude a également été entreprise sur le cadre légal pour la protection des droits des peuples indigènes et tribaux. Les recommandations formulées à la suite de ces études font l'objet d'un suivi dans le cadre des activités et des projets mis en œuvre au niveau national. D'autres études sur les défis que pose la réalisation des objectifs de développement du Millénaire dans des communautés indigènes choisies sont actuellement entreprises en Bolivie, au Cambodge, au Cameroun, au Guatemala et au Népal. Le projet PRO 169 a également permis la mise en œuvre de plusieurs autres activités, y compris un séminaire technique sur le renforcement de l'application pratique des politiques d'appui aux peuples indigènes et tribaux par la coopération technique. En collaboration avec le Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC), des lignes directrices sur les questions indigènes ont été élaborées dans le cadre de PRO 169 et de projets de lutte contre le travail des enfants.

50. En juin 2005, le Département des normes internationales du travail a lancé un nouveau site Web ([www.ilo.org/normes](http://www.ilo.org/normes)) qui donne une vue d'ensemble du système des normes internationales du travail et contient de nombreux liens vers d'autres sources d'information. Il a également publié une brochure d'information intitulée *Les règles du jeu – Une brève introduction aux normes internationales du travail*. Destinée à promouvoir les normes auprès d'un public non spécialisé, cette brochure expose le rôle des normes internationales du travail dans l'économie mondialisée et les domaines qu'elles couvrent. Elle présente également le système de contrôle de l'application de ces normes. Dans le même temps, le CD-ROM contenant la bibliothèque électronique des normes (ILSE) a été mis à jour pour 2005. Le département a par ailleurs produit un nouveau CD-ROM contenant les observations de la commission d'experts pour 2005, les commentaires en suspens et les discussions correspondantes de la Commission de l'application des normes de 2004. Le département a continué de développer ses systèmes d'information sur les normes, c'est-à-dire les bases de données APPLIS, ILOLEX, LIBSYND et NATLEX. Les fichiers par pays qui étaient accessibles dans ILOLEX ont été améliorés et transférés vers un nouveau système dans la base de données NATLEX.

Ils présentent, par pays, toutes les informations disponibles sur les normes (commentaires des organes de contrôle et autres documents) ainsi que des informations sur la législation nationale <sup>3</sup>.

51. Enfin, en collaboration avec le Programme liberté syndicale du Centre international de formation de l'OIT de Turin, le département a fait paraître une publication intitulée *Employers' organizations and the ILO's supervisory machinery* (les organisations d'employeurs et le système de contrôle de l'OIT) et a mis à jour la Bibliothèque électronique sur la liberté syndicale et la négociation collective. Le CD-ROM de 2005 contient des informations en trois langues (anglais, français et espagnol) sur les normes de l'OIT relatives à la liberté syndicale, sur les procédures de l'OIT, les principes dégagés par les organes de contrôle et les cas du Comité de la liberté syndicale, ainsi que des articles et des publications.

## B. Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique dans les régions

52. Des spécialistes des normes internationales du travail sont actuellement en poste dans les bureaux extérieurs basés dans les villes suivantes: Addis-Abeba, Bangkok, Brasilia, Dakar, Harare, Le Caire, Manille, New Delhi, San José et Santiago. Une procédure de recrutement est en cours pour pourvoir le poste du bureau régional de Beyrouth. Des mesures ont été prises pour pourvoir rapidement les postes du bureau sous-régional de Moscou et des bureaux sous-régionaux de Lima, Port of Spain et Yaoundé. Le bureau sous-régional de Budapest ne compte pas de poste de spécialiste des normes. Le principal spécialiste du dialogue social est chargé de mener des activités concernant les normes internationales du travail avec, le cas échéant, l'appui du Département des normes internationales du travail. Ci-après figurent des exemples d'activités entreprises dans les régions.

53. Le bureau sous-régional de Bangkok a entrepris plusieurs activités de formation liées à l'obligation de faire rapport et à d'autres obligations normatives. Des fonctionnaires de Chine et des Régions administratives spéciales de Hong-kong et de Macao ont bénéficié de formations de ce type, qui comprenaient une analyse des commentaires de la commission d'experts. Plusieurs sessions de formation sur le même sujet ont eu lieu en Mongolie; l'une d'elles a réuni le gouvernement, les partenaires sociaux et la Commission nationale des droits de l'homme. Des conseils techniques ont aussi été fournis au ministère du Travail de la Thaïlande sur la soumission de rapports sur la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, et la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, de même qu'au ministère du Travail et de l'Aide sociale de la République démocratique populaire lao sur les obligations de faire rapport et de ratifier les conventions. En matière de législation du travail, un avis a été donné au Cambodge à propos de certaines dispositions du droit du travail, à la lumière de diverses normes internationales du travail, et la mise en place d'un processus tripartite formel a été facilitée en vue d'examiner la législation du travail. Le Viet Nam a également bénéficié de conseils dans ce domaine, notamment en matière de travail des enfants. Plusieurs activités de sensibilisation et de promotion ont été menées pour assurer une meilleure compréhension et une meilleure application des conventions fondamentales. En Mongolie, ces activités ont porté sur le travail forcé et ont contribué à la ratification de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et de la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, en mars 2005.

---

<sup>3</sup> [http://www.ilo.org/dyn/natlex/country\\_profiles.home](http://www.ilo.org/dyn/natlex/country_profiles.home).

54. En avril dernier, juste avant le Forum sous-régional sur le travail décent en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique qui s'est tenu à Melbourne, le bureau sous-régional de Manille a organisé une session introductive spéciale pour les nouveaux Etats Membres (Iles Salomon, Kiribati, Samoa, Timor-Leste et Vanuatu). La session comprenait une présentation sur les normes internationales du travail en général et sur l'obligation de présenter des rapports. Le Bureau a fourni une assistance technique dans le cadre de la révision de la législation du travail, notamment à Fidji, à Kiribati et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en fonction des conventions ratifiées par ces pays. Aux Philippines, un cadre d'action général a été mis en place pour promouvoir les conventions de l'OIT. Actuellement, les activités menées dans ce cadre concernent essentiellement la ratification; ainsi, la ratification de 17 conventions a été définie comme prioritaire pour ce pays. Par ailleurs, on a accordé une attention particulière au renforcement de l'application de la convention n° 144. Il convient aussi de mentionner que la promotion de la convention n° 29 aux Philippines a conduit à sa ratification par ce pays en juillet 2005.

55. Le bureau sous-régional de New Delhi a entrepris et soutenu plusieurs activités d'assistance technique fondées sur les commentaires de la commission d'experts. Dans le cadre de ces projets, des missions ont eu lieu en Afghanistan (au nombre de deux), au Bangladesh (au nombre de deux) et au Pakistan; elles portaient sur les obligations constitutionnelles et sur la suite donnée aux plaintes concernant la liberté syndicale, les castes et les problèmes des femmes au Népal. Début 2006, le bureau sous-régional de New Delhi va fournir une assistance technique au Bangladesh et à l'Inde en se fondant sur les commentaires de la commission d'experts concernant l'application de la convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957.

56. Le bureau sous-régional d'Addis-Abeba a entrepris plusieurs activités de formation et d'assistance technique, notamment une séance de formation en Ethiopie sur les normes internationales du travail, de même que sur la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, incluant les commentaires de la commission d'experts sur le sujet. Cette formation s'adressait aux dirigeants du ministère du Travail et des Affaires sociales, et aux représentants d'employeurs et de travailleurs. De plus, suite à une activité semblable entreprise à Madagascar, des missions ont eu lieu au Kenya et en République-Unie de Tanzanie pour établir et former une équipe interministérielle informelle sur la soumission de rapports pour les conventions ratifiées. L'objectif de cette activité est d'assurer la participation de tous les ministères concernés dans l'élaboration des rapports et une répartition équitable de la charge de travail entre eux.

57. Le bureau sous-régional de Dakar a organisé au Sénégal, avec le support du Centre international de formation de l'OIT, diverses activités de formation pour les juges et les membres du Parlement. Elle a fourni une assistance technique au Cap-Vert et au Mali concernant les rapports à soumettre à la commission d'experts. Concernant ce cas, six fonctionnaires de l'administration du travail ont reçu une formation sur la soumission des rapports et sur les autres obligations connexes. Plusieurs activités ont été entreprises en Gambie et Mauritanie, visant à promouvoir les conventions fondamentales sur la base des commentaires pertinents de la Commission d'experts. Concernant la ratification de conventions, une activité a été entreprise au Cap-Vert pour encourager la ratification de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et examiner les possibilités de ratification d'autres conventions. La ratification de la convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981, a été promue auprès des mandants tripartites du Bénin, de la Namibie, du Lesotho et du Sénégal. Le Sénégal a continué de recevoir un support en relation avec la soumission des instruments de l'OIT aux autorités compétentes.

58. Le bureau sous-régional de Budapest assure une assistance technique en Serbie-et-Monténégro, en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine; elle concerne essentiellement l'envoi de rapports et d'autres activités normatives. La Bosnie-Herzégovine et l'ex-République yougoslave de Macédoine ont fait l'objet d'un examen à la Conférence internationale du Travail de mai-juin 2005, car ces pays manquent à leur obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives. En Serbie-et-Monténégro, le Bureau a organisé, au niveau fédéral et au niveau des républiques, un séminaire tripartite sur les procédures de l'OIT qui concernent la présentation de rapports et l'envoi de réponses faisant suite aux observations des organes de contrôle. En Bosnie-Herzégovine, le correspondant national de l'OIT à Sarajevo a collaboré avec une équipe de fonctionnaires au niveau de l'Etat et au niveau de différentes entités pour préparer des rapports en vue de la prochaine session de la commission d'experts. Une mission consultative a eu lieu en mai 2005 pour conseiller les fonctionnaires de l'ex-République yougoslave de Macédoine sur les procédures de rapport. Finalement, il convient de mentionner que la Serbie-et-Monténégro et l'ex-République yougoslave de Macédoine ont ratifié la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, en mai et décembre 2005, respectivement, à la suite de la campagne lancée par le bureau sous-régional.

59. Le bureau de l'OIT du Brésil a entrepris plusieurs activités d'assistance technique liées aux conventions fondamentales, notamment en matière de travail forcé. Ainsi, par le biais du projet destiné à combattre le travail forcé au Brésil, l'Organisation a fourni une assistance pour faire face aux problèmes soulevés par la commission d'experts dans les commentaires concernant la convention n° 29. En matière de prévention et de sensibilisation, le projet coordonne la Campagne nationale pour l'éradication du travail forcé au Brésil. Suite à la campagne, les médias se sont intéressés davantage au problème du travail forcé, davantage de personnes ont consulté le site Web du projet et la demande d'informations sur les activités du projet a augmenté. S'agissant de l'application de sanctions efficaces, le projet a permis d'organiser une deuxième série de débats sur le travail forcé ainsi qu'un atelier en marge du Forum social mondial de 2005 en vue de promouvoir le dialogue entre la société civile, les juges, les inspecteurs du travail et les responsables syndicaux. En coopération avec le Département des normes internationales du travail et à l'invitation du ministère du Travail et de l'Emploi, une activité a été menée en avril 2005 afin de promouvoir le dialogue social, notamment pour la soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail. L'assistance technique fournie dans ce domaine a déjà mené à des résultats concrets et les autorités nationales poursuivent leurs efforts à ce sujet. Finalement, concernant les populations autochtones, le Bureau a participé activement avec la Fundação Nacional do Índio (FUNAI) du ministère de la Justice brésilien à un événement unique, en novembre 2005: le premier symposium international sur les populations indigènes isolées de l'Amazonie et de la région de Gran Chaco. Une alliance internationale pour la protection des populations indigènes isolées a été créée durant cette rencontre. Un projet de déclaration a été rédigé pour alerter les gouvernements de Bolivie, du Brésil, de la Colombie, de l'Equateur, du Paraguay et du Pérou, où il reste des populations indigènes isolées. Tous ces pays ont ratifié la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989.

60. Le bureau sous-régional de Port of Spain a organisé des ateliers sur les normes internationales du travail et le système de contrôle à Antigua-et-Barbuda, aux Bahamas, à la Barbade, à Saint-Kitts-et-Nevis, aux îles Turques et Caïques (territoire non métropolitain du Royaume-Uni) et à Curaçao (territoire non métropolitain des Pays-Bas).

Il a également effectué des missions spéciales à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les Grenadines pour aider les gouvernements à s'acquitter de leur obligation de faire rapport et d'autres obligations, et pour donner des informations à jour aux partenaires sociaux. A cet égard, il convient de noter que Saint-Vincent-et-les Grenadines a créé une unité chargée de traiter les questions concernant l'OIT et qu'il a désigné le coordonnateur à temps plein de cette unité. Ce dernier a été mis au courant et a bénéficié d'une assistance. La présentation de rapports dus par certains pays constitue l'un des principaux résultats de ces activités. Le bureau sous-régional a continué à développer la capacité institutionnelle des Etats en matière de normes internationales du travail en mettant l'accent sur l'amélioration du fonctionnement des mécanismes prévus par la convention n° 144 et sur le renforcement de la participation des organisations d'employeurs et de travailleurs au processus. Cela a été le cas pour la Barbade. En matière de législation du travail, des commentaires ont été adressés à la Trinité-et-Tobago à propos de la conformité de la législation en cours de préparation avec les conventions n°s 87 et 98. A Sainte-Lucie, un suivi a été mis en place pour incorporer au projet de Code du travail des dispositions concernant des points soulevés par la commission d'experts.

61. Le bureau sous-régional de San José a organisé une mission en Haïti qui concernait notamment le problème persistant du non-respect des obligations normatives. Les questions de détail liées à ces obligations constitutionnelles et l'importance de leur respect ont été expliquées au gouvernement. Ce sujet a également été abordé avec les partenaires sociaux dans le cadre de réunions à part, et le gouvernement a indiqué qu'il solliciterait une formation sur les normes pour la commission tripartite créée il y a peu. Le bureau sous-régional a également organisé un autre séminaire de trois jours sur les normes et le travail des enfants à l'intention des syndicats. Au Guatemala, le bureau sous-régional a organisé un atelier pour le personnel du ministère du Travail en septembre 2005. Il portera sur les difficultés que rencontre le pays pour s'acquitter de ses obligations normatives, difficultés mises en évidence par la commission d'experts, et permettra d'expliquer les mécanismes de contrôle et les procédures spéciales.

62. Le bureau sous-régional de Santiago a entrepris une mission d'assistance technique pour tenir compte des commentaires de la commission d'experts relatifs à l'application par le Paraguay de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930. Ces commentaires concernaient la servitude pour dettes dans les communautés indigènes du Chaco. Le bureau sous-régional de Santiago, en collaboration avec le programme relatif aux principes et droits fondamentaux au travail (DECLARATION), a demandé une étude en 2004, laquelle a confirmé l'existence de cas de servitude pour dettes. Suite à celle-ci, une mission collective a été organisée au Paraguay. Le gouvernement et les partenaires sociaux ont ainsi accepté les conclusions de l'étude, reconnu qu'il existait des cas de servitude pour dettes au Chaco et convenu que des mesures devaient être prises pour éliminer le travail forcé. Le bureau sous-régional de Santiago a également effectué une mission concernant l'application par l'Uruguay de la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970. Ce cas, auquel la commission d'experts s'intéresse depuis plusieurs années, concerne essentiellement les procédures de fixation des salaires minima et le rôle des consultations tripartites dans ce processus. Pour en tenir compte, le bureau sous-régional a élaboré un plan global d'assistance technique qui prévoit des séminaires, des ateliers, des études et des réunions destinés à aider l'Uruguay à relancer ses mécanismes de fixation des salaires minima. La reprise des activités du Conseil des salaires représente un des résultats importants de cette action.



## **Activités spécifiques entreprises en collaboration avec les autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail**

63. L'OIT a participé aux travaux de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et de ses organes subsidiaires. Entre autres, l'OIT a entretenu des relations de travail étroites avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones.

64. L'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones a mené des activités concernant les objectifs de développement du Millénaire et les peuples indigènes, notamment dans le domaine de la réduction de la pauvreté; l'OIT a largement contribué à ces activités. Elle a également participé à l'Atelier international de l'Instance permanente sur le consentement libre, préalable et donné en connaissance de cause (janvier 2005) et à la quatrième session de l'Instance (mai 2005). Les recommandations adressées à l'OIT à la suite de ces événements font actuellement l'objet d'un suivi.

65. En vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, l'OIT participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte. Depuis la dernière session de la commission, l'ex-République yougoslave de Macédoine a ratifié la Charte sociale européenne, et la Géorgie et Malte ont ratifié la Charte sociale européenne (révisée).

66. L'OIT a participé à une réunion coorganisée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Vienne en juillet 2005: *Consultation d'experts OSCE – UN OHCHR pour le développement d'un cadre légal pour saisir les tribunaux en cas d'exploitation des personnes victimes de la traite*. L'objectif de la consultation était d'examiner la jurisprudence actuelle des cours compétentes afin de voir comment appliquer les principes dégagés dans cette jurisprudence à la situation plus spécifique de l'exploitation sexuelle.

67. L'OIT a assuré différentes formations, notamment juridiques, pour quatre groupes de boursiers autochtones qui participent au programme de bourses du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. De plus, une collaboration a été mise en place avec le Groupe de travail de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur les populations/communautés autochtones en vue de lancer un projet de recherche sur un cadre législatif destiné à protéger les droits des peuples indigènes et tribaux en Afrique. Enfin, l'OIT a collaboré avec la Commission européenne pour assurer une formation sur les questions indigènes à son personnel.

## Annexe 1. Informations générales

---

### I. Information sur les adhésions à l'OIT

Le Samoa est devenu Membre de l'OIT le 7 mars 2005, portant le nombre de Membres à 178.

### II. Information sur l'entrée en vigueur d'une convention et d'un protocole

La convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, est entrée en vigueur le 7 février 2005.

Le protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, est entré en vigueur le 9 février 2005.

### III. Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

#### Ratifications

Au cours de l'année 2005, **103** ratifications de conventions internationales du travail et **quatre** ratifications de protocoles ont été enregistrées, ce qui porte le nombre de ratifications de conventions au 31 décembre 2005 à **7 352**.

#### Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

En 2005, le Directeur général a enregistré, comme détaillé ci-après, un certain nombre de ratifications qui ont impliqué **14** dénonciations.

Suite à la ratification de la convention n° 181 par la **Bulgarie**, la convention n° 34 a été dénoncée automatiquement.

Suite à la ratification de la convention n° 179 par la **Croatie**, la convention n° 9 a été dénoncée automatiquement.

Suite à la ratification de la convention n° 138 par **Djibouti**, les conventions n<sup>os</sup> 5, 10, 15, 33, 58 et 123 ont été dénoncées automatiquement.

Suite à la ratification de la convention n° 138 par le **Tchad**, les conventions n<sup>os</sup> 5 et 33 ont été dénoncées automatiquement.

Suite à la ratification de la convention n° 138 par **Singapour**, les conventions n<sup>os</sup> 5, 7 et 15 ont été dénoncées automatiquement.

Suite à la ratification de la convention n° 167 par l'**Uruguay**, la convention n° 62 a été dénoncée automatiquement.

En outre, le gouvernement de **Madagascar** a communiqué une déclaration dans le cadre de l'application de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, ratifiée le 31 mai 2000, selon laquelle l'âge minimum d'admission à l'emploi aux travaux souterrains à Madagascar est fixé à 18 ans. Suite à cette déclaration, la convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965, a été dénoncée automatiquement.

## Notification

La **Chine** a notifié au Directeur général *l'application sans modification* de la convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926, et de la convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926, à la Région administrative spéciale de Macao.

## Annexe 2. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997<sup>1</sup>

### 82 ratifications/acceptations

Etats	Mesure	Date d'enregistrement
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Canada	Acceptation	10 février 1998
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998

<sup>1</sup> Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 119/178), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

<b>Etats</b>	<b>Mesure</b>	<b>Date d'enregistrement</b>
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guinée	Ratification	23 février 2004
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000

<b>Etats</b>	<b>Mesure</b>	<b>Date d'enregistrement</b>
Seychelles	Ratification	28 novembre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
République arabe syrienne	Acceptation	1 <sup>er</sup> août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 <sup>er</sup> juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Turquie	Ratification	23 février 2000
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
<b>Total 82/178</b>		

Le nombre total de ratifications et d'acceptations s'élève ainsi à **82**, dont six par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable (Chine, France, Inde, Italie, Japon et Royaume-Uni).

## DEUXIÈME PARTIE

---

### Liste des ratifications par convention \* et protocole

---

\* N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant.

**Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919**

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

**52 ratifications**

Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	6.09.1926	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	1.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	4.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	9.06.1988	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Pérou	8.11.1945	Portugal	3.07.1928	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

**Ratification conditionnelle**

Autriche	12.06.1924	France	2.06.1927	Italie	6.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

**Dénonciation**

Nouvelle-Zélande 29.03.1938  
Dénoncée le 9.06.1989

**Convention (n° 2) sur le chômage, 1919**

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

**55 ratifications**

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Danemark	13.10.1921
Djibouti	3.08.1978	Egypte	3.07.1954	Equateur	5.02.1962
Espagne	4.07.1923	Estonie	20.12.1922	Ethiopie	11.06.1966
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921	France	25.08.1925
Grèce	19.11.1920	Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928
Irlande	4.09.1925	Islande	17.02.1958	Italie	10.04.1923
Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	23.11.1921
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	6.02.1932
Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Slovénie	29.05.1992
Soudan	18.06.1957	Suède	27.09.1921	Suisse	9.10.1922
République arabe syrienne	26.07.1960	Turquie	14.07.1950	Ukraine	16.05.1994
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944				

**Dénonciation**

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 16.04.1938		Dénoncée le 11.11.1982



**Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919**

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

**33 ratifications**

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969
Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Espagne	4.07.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950
Gabon	13.06.1961	Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966
Hongrie	19.04.1928	Italie	22.10.1952	Lettonie	3.06.1926
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Nicaragua	12.04.1934	Panama	3.06.1958	Roumanie	13.06.1921
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 103**

Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 26.07.1961		Dénoncée le 3.10.1997		Dénoncée le 17.10.1955

**Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919**

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

**58 ratifications**

Afghanistan	12.06.1939	Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	République centrafricaine	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Pakistan	14.07.1921	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960

**Dénonciation**

Afrique du Sud	1.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
	Dénoncée le 20.10.1935		Dénoncée le 11.08.1964		Dénoncée le 3.03.1992
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
	Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 13.08.1937		Dénoncée le 12.05.1937
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	7.06.1960	Chili	8.10.1931
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 27.08.1976
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
	Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 8.11.1955		Dénoncée le 30.06.1936
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	4.09.1925
	Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 18.12.1936		Dénoncée le 15.03.1937
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
	Dénoncée le 6.08.2001		Dénoncée le 11.11.2003		Dénoncée le 19.02.1982
Malte	9.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
	Dénoncée le 11.02.1991		Dénoncée le 2.08.1965		Dénoncée le 9.11.1961
Pays-Bas	4.09.1922	Pérou	8.11.1945	Portugal	10.05.1932
	Dénoncée le 12.06.1937		Dénoncée le 5.02.1997		Dénoncée le 8.12.1993
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	8.10.1951
	Dénoncée le 28.05.1957		Dénoncée le 25.01.1937		Dénoncée le 16.02.1954
Suisse	9.10.1922	Tunisie	15.05.1957	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 4.06.1936		Dénoncée le 24.05.1974		Dénoncée le 17.10.1955
République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933				
	Dénoncée le 20.11.1944				

**Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919**

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

<b>Estonie</b>	20.12.1922	<b>Gabon</b>	14.10.1960	<b>Haïti</b>	12.04.1957
<b>Inde</b>	9.09.1955	<b>Lettonie</b>	3.06.1926	<b>Sainte-Lucie</b>	14.05.1980
<b>Saint-Vincent-et-les Grenadines</b>	21.10.1998	<b>Sierra Leone</b>	15.06.1961	<b>République tchèque</b>	1.01.1993

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

<b>Albanie</b>	17.03.1932	<b>Argentine</b>	30.11.1933	<b>Autriche</b>	26.02.1936
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000
<b>Bahamas</b>	25.05.1976	<b>Barbade</b>	8.05.1967	<b>Belgique</b>	12.07.1924
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Bénin</b>	12.12.1960	<b>Bolivie</b>	19.07.1954
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.06.1997
<b>Brésil</b>	26.04.1934	<b>Burkina Faso</b>	21.11.1960	<b>Cameroun</b>	7.06.1960
	Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 13.08.2001
<b>République centrafricaine</b>	27.10.1960	<b>Chili</b>	15.09.1925	<b>Colombie</b>	20.06.1933
	Dénoncée le 28.06.2000		Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001
<b>Comores</b>	23.10.1978	<b>Congo</b>	10.11.1960	<b>Côte d'Ivoire</b>	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
<b>Cuba</b>	6.08.1928	<b>Danemark</b>	4.01.1923	<b>Djibouti</b>	3.08.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 14.06.2005
<b>République dominicaine</b>	4.02.1933	<b>Espagne</b>	29.09.1932	<b>Fidji</b>	19.04.1974
	Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003
<b>France</b>	29.04.1939	<b>Grèce</b>	19.11.1920	<b>Grenade</b>	9.07.1979
	Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003
<b>Guinée</b>	21.01.1959	<b>Guyana</b>	8.06.1966	<b>Irlande</b>	4.09.1925
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 22.06.1978
<b>Israël</b>	23.12.1953	<b>Japon</b>	7.08.1926	<b>Kenya</b>	13.01.1964
	Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979
<b>Lesotho</b>	31.10.1966	<b>Luxembourg</b>	16.04.1928	<b>Madagascar</b>	1.11.1960
	Dénoncée le 14.06.2001		Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 31.05.2000
<b>Mali</b>	22.09.1960	<b>Malte</b>	4.01.1965	<b>Maurice</b>	2.12.1969
	Dénoncée le 11.03.2002		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 30.07.1990
<b>Mauritanie</b>	20.06.1961	<b>Nicaragua</b>	12.04.1934	<b>Niger</b>	27.02.1961
	Dénoncée le 3.12.2001		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 4.12.1978
<b>Norvège</b>	7.07.1937	<b>Ouganda</b>	4.06.1963	<b>Pays-Bas</b>	21.07.1928
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 25.03.2003		Dénoncée le 14.09.1976
<b>Pologne</b>	21.06.1924	<b>Roumanie</b>	13.06.1921	<b>Royaume-Uni</b>	14.07.1921
	Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000
<b>Sénégal</b>	4.11.1960	<b>Seychelles</b>	6.02.1978	<b>Singapour</b>	25.10.1965
	Dénoncée le 15.12.1999		Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 7.11.2005
<b>Slovaquie</b>	1.01.1993	<b>Sri Lanka</b>	27.09.1951	<b>Suisse</b>	9.10.1922
	Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 17.08.1999
<b>Swaziland</b>	26.04.1978	<b>Tanzanie - Zanzibar</b>	22.06.1964	<b>Tchad</b>	10.11.1960
	Dénoncée le 23.10.2002		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 21.03.2005
<b>Togo</b>	7.06.1960	<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	20.11.1944	<b>Viet Nam</b>	3.10.1994
	Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 15.07.1987		Dénoncée le 24.06.2003
<b>Zambie</b>	2.12.1964				
	Dénoncée le 19.06.1976				

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 59**

<b>Bulgarie</b>	14.02.1922	<b>Uruguay</b>	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 17.10.1955

**Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919**

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

<b>Albanie</b>	17.03.1932	<b>Algérie</b>	19.10.1962	<b>Angola</b>	4.06.1976
----------------	------------	----------------	------------	---------------	-----------

**Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919**

Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Bénin	12.12.1960	Brésil	26.04.1934
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925
Gabon	14.10.1960	Grèce	19.11.1920	Guinée-Bissau	21.02.1977
Hongrie	19.04.1928	Inde	14.07.1921	Irlande	4.09.1925
Italie	10.04.1923	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	3.06.1926
Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921
Pologne	21.06.1924	Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921
Sénégal	4.11.1960	Suisse	9.10.1922	Tchad	10.11.1960
Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933	Viet Nam	3.10.1994

**Dénonciation**

Royaume-Uni	14.07.1921
	Dénoncée le 4.10.1947

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 90**

Cameroun	7.06.1960	Guinée	21.01.1959	Mexique	20.05.1937
	Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 20.06.1956
Pays-Bas	17.03.1924	Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie	12.01.1959
	Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 16.02.1954		Dénoncée le 24.05.1974
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

**Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920**

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

**53 ratifications**

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926	Estonie	3.03.1923
Guinée-Bissau	21.02.1977	Lettonie	3.06.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sierra Leone	15.06.1961		

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

Allemagne	11.06.1929	Angola	4.06.1976	Argentine	30.11.1933
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.06.2001		Dénoncée le 11.11.1996
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	4.02.1925
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 1.02.1999
Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928
	Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	12.05.1924	République dominicaine	4.02.1933	Espagne	20.06.1924
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977
Finlande	10.10.1925	Grèce	16.12.1925	Grenade	9.07.1979
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003
Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928	Irlande	4.09.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978
Italie	14.07.1932	Jamaïque	8.07.1963	Japon	7.06.1924
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	7.10.1927
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980

**Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920****Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>	1.05.1976	<b>Pologne</b>	21.06.1924	<b>Portugal</b>	24.10.1960
	Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 20.05.1998
<b>Roumanie</b>	8.05.1922	<b>Royaume-Uni</b>	14.07.1921	<b>Seychelles</b>	6.02.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 7.03.2000
<b>Singapour</b>	25.10.1965	<b>Sri Lanka</b>	2.09.1950	<b>Suède</b>	27.09.1921
	Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990
<b>Tanzanie - Zanzibar</b>	22.06.1964	<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	20.11.1944		
	Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 15.07.1987		

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 58**

<b>Brésil</b>	8.06.1936	<b>Mexique</b>	17.08.1948	<b>Pays-Bas</b>	26.03.1925
	Dénoncée le 9.01.1974		Dénoncée le 18.07.1952		Dénoncée le 8.07.1947
<b>Uruguay</b>	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

**Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufage), 1920**

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

59 ratifications

<b>Allemagne</b>	4.03.1930	<b>Argentine</b>	30.11.1933	<b>Australie</b>	28.06.1935
<b>Belgique</b>	4.02.1925	<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993
<b>Bulgarie</b>	16.03.1923	<b>Canada</b>	31.03.1926	<b>Chili</b>	18.10.1935
<b>Colombie</b>	20.06.1933	<b>Costa Rica</b>	23.07.1991	<b>Croatie</b>	8.10.1991
<b>Cuba</b>	6.08.1928	<b>Danemark</b>	15.02.1938	<b>Dominique</b>	28.02.1983
<b>Espagne</b>	20.06.1924	<b>Estonie</b>	3.03.1923	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991
<b>Fidji</b>	19.04.1974	<b>Finlande</b>	20.01.1950	<b>France</b>	21.03.1929
<b>Ghana</b>	18.03.1965	<b>Grèce</b>	16.12.1925	<b>Grenade</b>	9.07.1979
<b>Iles Salomon</b>	6.08.1985	<b>Iraq</b>	19.04.1966	<b>Irlande</b>	5.07.1930
<b>Italie</b>	8.09.1924	<b>Jamaïque</b>	8.07.1963	<b>Japon</b>	22.08.1955
<b>Lettonie</b>	29.08.1930	<b>Liban</b>	6.12.1993	<b>Luxembourg</b>	16.04.1928
<b>Malte</b>	4.01.1965	<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>Mexique</b>	20.05.1937
<b>Nicaragua</b>	12.04.1934	<b>Nigéria</b>	16.06.1961	<b>Norvège</b>	21.07.1936
<b>Nouvelle-Zélande</b>	11.01.1980	<b>Panama</b>	19.06.1970	<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>	1.05.1976
<b>Pays-Bas</b>	15.12.1937	<b>Pérou</b>	4.04.1962	<b>Pologne</b>	21.06.1924
<b>Portugal</b>	19.05.1981	<b>Roumanie</b>	10.11.1930	<b>Royaume-Uni</b>	12.03.1926
<b>Sainte-Lucie</b>	14.05.1980	<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Seychelles</b>	6.02.1978
<b>Sierra Leone</b>	15.06.1961	<b>Singapour</b>	25.10.1965	<b>Slovénie</b>	29.05.1992
<b>Sri Lanka</b>	25.04.1951	<b>Suède</b>	1.01.1935	<b>Suisse</b>	21.04.1960
<b>Tunisie</b>	14.04.1970	<b>Uruguay</b>	6.06.1933		

**Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920**

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

40 ratifications

<b>Allemagne</b>	6.06.1925	<b>Argentine</b>	30.11.1933	<b>Belgique</b>	4.02.1925
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Cameroun</b>	25.05.1970	<b>Chili</b>	18.10.1935
<b>Colombie</b>	20.06.1933	<b>Cuba</b>	6.08.1928	<b>Danemark</b>	23.08.1938
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>Egypte</b>	4.08.1982	<b>Espagne</b>	23.02.1931
<b>Estonie</b>	3.03.1923	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>Grèce</b>	16.12.1925
<b>Israël</b>	19.06.1969	<b>Italie</b>	8.09.1924	<b>Japon</b>	23.11.1922
<b>Lettonie</b>	3.06.1926	<b>Liban</b>	6.12.1993	<b>Luxembourg</b>	16.04.1928
<b>Mexique</b>	1.09.1939	<b>Nicaragua</b>	12.04.1934	<b>Nouvelle-Zélande</b>	29.03.1938
<b>Panama</b>	19.06.1970	<b>Pays-Bas</b>	9.01.1948	<b>Pérou</b>	4.04.1962
<b>Pologne</b>	21.06.1924	<b>Roumanie</b>	10.11.1930	<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000
<b>Slovénie</b>	29.05.1992	<b>Suède</b>	27.09.1921	<b>Uruguay</b>	6.06.1933

**Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920****Dénonciation**

**Australie** 3.08.1925  
Dénoncée le 31.08.1998

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)**

<b>Bulgarie</b>	16.03.1923	<b>Croatie</b>	8.10.1991	<b>Finlande</b>	7.10.1922
	Dénoncée le 12.06.2003		Dénoncée le 18.11.2005		Dénoncée le 25.05.1999
<b>France</b>	25.01.1928	<b>Nigéria</b>	4.03.2004	<b>Norvège</b>	23.11.1921
	Dénoncée le 27.04.2004		Dénoncée le 22.03.2004		Dénoncée le 11.06.1999

**Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921**

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

**55 ratifications**

<b>Australie</b>	24.12.1957	<b>Cameroun</b>	25.05.1970	<b>Estonie</b>	8.09.1922
<b>Gabon</b>	13.06.1961	<b>Nouvelle-Zélande</b>	8.07.1947	<b>Saint-Vincent-et-les Grenadines</b>	21.10.1998
<b>Sénégal</b>	22.10.1962	<b>République tchèque</b>	1.01.1993		

**Dénonciation**

**Panama** 19.06.1970  
Dénoncée le 5.07.2001

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

<b>Albanie</b>	3.06.1957	<b>Algérie</b>	19.10.1962	<b>Allemagne</b>	20.03.1957
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 30.04.1984		Dénoncée le 19.06.1976
<b>Argentine</b>	26.05.1936	<b>Autriche</b>	12.06.1924	<b>Bahamas</b>	25.05.1976
	Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 31.10.2001
<b>Barbade</b>	2.10.1978	<b>Bélarus</b>	6.11.1956	<b>Belgique</b>	13.06.1928
	Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 19.04.1988
<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Bulgarie</b>	6.03.1925	<b>République centrafricaine</b>	9.06.1964
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 28.06.2000
<b>Chili</b>	18.10.1935	<b>Colombie</b>	13.04.1983	<b>Comores</b>	23.10.1978
	Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 17.03.2004
<b>Cuba</b>	22.08.1935	<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>République dominicaine</b>	4.02.1933
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 15.06.1999
<b>Espagne</b>	29.08.1932	<b>France</b>	7.06.1951	<b>Grenade</b>	9.07.1979
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.05.2003
<b>Guatemala</b>	14.06.1988	<b>Guinée</b>	12.12.1966	<b>Guyana</b>	8.06.1966
	Dénoncée le 27.04.1990		Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 15.04.1998
<b>Hongrie</b>	2.02.1927	<b>Irlande</b>	26.05.1925	<b>Israël</b>	23.12.1953
	Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 21.06.1979
<b>Italie</b>	8.09.1924	<b>Japon</b>	19.12.1923	<b>Luxembourg</b>	16.04.1928
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 24.03.1977
<b>Malte</b>	4.01.1965	<b>Nicaragua</b>	12.04.1934	<b>Norvège</b>	28.01.1957
	Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980
<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>	1.05.1976	<b>Pays-Bas</b>	28.11.1956	<b>Pérou</b>	1.02.1960
	Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 13.11.2002
<b>Pologne</b>	21.06.1924	<b>Roumanie</b>	10.11.1930	<b>Royaume-Uni</b>	11.07.1963
	Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000
<b>Fédération de Russie</b>	10.08.1956	<b>Seychelles</b>	6.02.1978	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 29.09.1997
<b>Sri Lanka</b>	29.11.1991	<b>Suède</b>	27.11.1923	<b>Ukraine</b>	14.09.1956
	Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 3.05.1979
<b>Uruguay</b>	6.06.1933				
	Dénoncée le 2.06.1977				

**Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921**

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

121 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	6.06.1925
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	22.08.1935	Danemark	20.06.1930
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	3.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	1.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
Jamaïque	8.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	République de Moldova	4.04.2003
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	11.06.1929
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	11.05.1923
Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	16.05.1968
Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	8.11.1945	Pologne	21.06.1924
Portugal	27.09.1977	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	6.08.1923	Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.08.1952
Suède	27.11.1923	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.03.1961
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
Zambie	2.12.1964				

**Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921**

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

76 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	7.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	3.08.1978

### Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	1.10.1931
Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	1.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	5.06.1961	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	4.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mexique	1.11.1937	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	22.01.1963
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	4.04.1962
Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	6.08.1923	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957	Zambie	2.12.1964

#### Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Uruguay 6.06.1933  
Dénoncée le 28.07.1978

### Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

62 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	5.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	5.01.1990	Guinée	21.01.1959
Hongrie	8.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	9.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939	Pologne	21.06.1924
Roumanie	4.12.1925	Fédération de Russie	10.10.1991	Sénégal	4.11.1960
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	27.11.1923	Suriname	15.06.1976	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	12.06.1956
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	28.04.1933		

### Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

117 ratifications

## Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968	Belgique	19.07.1926
Belize	22.06.1999	Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	3.02.1988	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cameroun	7.06.1960	Canada	21.03.1935	République centrafricaine	27.10.1960
Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Costa Rica	25.09.1984
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.08.1935	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924	Estonie	29.11.1923
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.06.1923
France	3.09.1926	Gabon	14.10.1960	Ghana	19.06.1973
Grèce	11.05.1929	Grenade	9.07.1979	Guatemala	14.06.1988
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964	Hongrie	8.06.1956
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	République islamique d'Iran	10.06.1972
Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930	Israël	26.06.1951
Italie	8.09.1924	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Liban	26.07.1962
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Mali	22.09.1960
Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938	Mozambique	6.06.1977
Myanmar	11.05.1923	Népal	10.12.1986	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pakistan	11.05.1923	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965
Pérou	8.11.1945	Pologne	21.06.1924	Portugal	3.07.1928
République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	18.08.1923	Fédération de Russie	22.09.1967
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sénégal	4.11.1960
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	22.12.1931	Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
Viet Nam	3.10.1994	Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	6.06.1980

## Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926
Estonie	8.09.1922	Ghana	20.05.1957	Inde	20.11.1922
Lettonie	9.09.1924	Mauritanie	8.11.1963	Myanmar	20.11.1922
Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Pakistan	20.11.1922	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	13.06.1961				

Dénonciation

Australie 28.06.1935  
Dénoncée le 2.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Bélarus	6.11.1956
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 3.05.1979



**Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921**

		<b>Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)</b>			
<b>Belgique</b>	19.07.1926	<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Bulgarie</b>	6.03.1925
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980
<b>Chili</b>	18.10.1935	<b>Chine</b>	2.12.1936	<b>Chypre</b>	23.09.1960
	Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.10.1997
<b>Colombie</b>	20.06.1933	<b>Cuba</b>	7.07.1928	<b>Danemark</b>	12.05.1924
	Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>Espagne</b>	20.06.1924	<b>Finlande</b>	10.10.1925
	Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 19.06.1976
<b>France</b>	16.01.1928	<b>Grèce</b>	14.06.1930	<b>Grenade</b>	9.07.1979
	Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003
<b>Guatemala</b>	13.06.1989	<b>Guyana</b>	8.06.1966	<b>Hongrie</b>	1.03.1928
	Dénoncée le 27.04.1990		Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998
<b>Iraq</b>	19.04.1966	<b>Irlande</b>	5.07.1930	<b>Islande</b>	21.08.1956
	Dénoncée le 13.02.1985		Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 6.12.1999
<b>Italie</b>	8.09.1924	<b>Jamaïque</b>	26.12.1962	<b>Japon</b>	4.12.1930
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000
<b>Kenya</b>	13.01.1964	<b>Liban</b>	1.06.1977	<b>Luxembourg</b>	16.04.1928
	Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 10.06.2003		Dénoncée le 24.03.1977
<b>Malaisie - Sabah</b>	3.03.1964	<b>Malaisie - Sarawak</b>	3.03.1964	<b>Malte</b>	4.01.1965
	Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988
<b>Maroc</b>	14.03.1958	<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>Nicaragua</b>	12.04.1934
	Dénoncée le 6.01.2000		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981
<b>Nigéria</b>	17.10.1960	<b>Norvège</b>	7.10.1927	<b>Panama</b>	19.06.1970
	Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000
<b>Pays-Bas</b>	17.06.1931	<b>Pologne</b>	21.06.1924	<b>Roumanie</b>	18.08.1923
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
<b>Royaume-Uni</b>	8.03.1926	<b>Fédération de Russie</b>	10.08.1956	<b>Seychelles</b>	6.02.1978
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 7.03.2000
<b>Singapour</b>	25.10.1965	<b>Sri Lanka</b>	25.04.1951	<b>Suède</b>	14.07.1925
	Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990
<b>Suisse</b>	21.04.1960	<b>République-Unie de Tanzanie</b>	30.01.1962	<b>Trinité-et-Tobago</b>	24.05.1963
	Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 3.09.2004
<b>Turquie</b>	29.09.1959	<b>Ukraine</b>	14.09.1956	<b>Uruguay</b>	6.06.1933
	Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977
<b>Yémen</b>	14.04.1969				
	Dénoncée le 15.06.2000				

**Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921**

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

81 ratifications

<b>Albanie</b>	3.06.1957	<b>Allemagne</b>	11.06.1929	<b>Argentine</b>	26.05.1936
<b>Australie</b>	28.06.1935	<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Bangladesh</b>	22.06.1972
<b>Bélarus</b>	6.11.1956	<b>Belgique</b>	19.07.1926	<b>Belize</b>	15.12.1983
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Brésil</b>	8.06.1936	<b>Bulgarie</b>	6.03.1925
<b>Cameroun</b>	3.09.1962	<b>Canada</b>	31.03.1926	<b>Chili</b>	18.10.1935
<b>Chine</b>	2.12.1936	<b>Chypre</b>	23.09.1960	<b>Colombie</b>	20.06.1933
<b>Costa Rica</b>	23.07.1991	<b>Croatie</b>	8.10.1991	<b>Cuba</b>	7.07.1928
<b>Danemark</b>	23.04.1938	<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>Dominique</b>	28.02.1983
<b>Espagne</b>	20.06.1924	<b>Estonie</b>	8.09.1922	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991
<b>Finlande</b>	10.10.1925	<b>France</b>	22.03.1928	<b>Ghana</b>	20.05.1957
<b>Grèce</b>	28.06.1930	<b>Grenade</b>	9.07.1979	<b>Guatemala</b>	13.06.1989
<b>Guinée</b>	12.12.1966	<b>Hongrie</b>	1.03.1928	<b>Iles Salomon</b>	6.08.1985
<b>Inde</b>	20.11.1922	<b>Iraq</b>	19.04.1966	<b>Irlande</b>	5.07.1930
<b>Italie</b>	8.09.1924	<b>Jamaïque</b>	26.12.1962	<b>Japon</b>	7.06.1924
<b>Kenya</b>	9.02.1971	<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Lettonie</b>	9.09.1924
<b>Luxembourg</b>	16.04.1928	<b>Malaisie - Sabah</b>	3.03.1964	<b>Malaisie - Sarawak</b>	3.03.1964
<b>Malte</b>	4.01.1965	<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>Mexique</b>	9.03.1938

**Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921**

Myanmar	20.11.1922	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
Norvège	5.12.1980	Nouvelle-Zélande	5.12.1961	Pakistan	20.11.1922
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.03.1928	Pologne	21.06.1924
Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926	Fédération de Russie	10.08.1956
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	25.04.1951
Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	14.04.1970
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933	Yémen	14.04.1969

**Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925**

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

73 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	5.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	5.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	6.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934	Mozambique	6.06.1977
Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958	Pays-Bas	13.09.1927
Philippines	17.11.1960	Pologne	3.11.1937	Portugal	27.03.1929
République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	28.06.1949	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	10.05.1960
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	2.12.1964				

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121**

Chili	8.10.1931	Suède	8.09.1926	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.07.1978

**Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925**

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

67 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959
Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	3.10.1927
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	18.06.1934

**Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925**

Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	19.04.1928
Inde	30.09.1927	Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934
Japon	8.10.1928	Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928
Mali	22.09.1960	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929	Pakistan	30.09.1927
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	3.11.1937	Portugal	27.03.1929
République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927	République arabe syrienne	10.05.1960
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959	Zambie	22.02.1965

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 42**

Royaume-Uni	6.10.1926
	Dénoncée le 29.04.1936

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121**

Chili	31.05.1933	Irlande	25.11.1927	Pays-Bas	1.11.1928
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 15.03.1937		Dénoncée le 1.09.1939
Sénégal	4.11.1960	Suède	15.10.1929	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 10.05.1971		Dénoncée le 24.02.1937		Dénoncée le 17.10.1955

**Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925**

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1926

120 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Belgique	3.10.1927
Belize	15.12.1983	Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Botswana	3.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	18.02.1987	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	8.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	République de Corée	29.03.2001	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	31.03.1928
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Grenade	9.07.1979	Guatemala	2.08.1961
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	5.07.1930	Israël	5.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	1.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934
Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
Norvège	11.06.1929	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	30.09.1927

**Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925**

Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	13.09.1927
Pérou	8.11.1945	Philippines	26.04.1994	Pologne	28.02.1928
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	6.10.1926
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957
Suède	8.09.1926	Suisse	1.02.1929	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964	Zimbabwe	6.06.1980

**Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925**

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

**17 ratifications**

Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	5.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

**Dénonciation**

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 11.03.1981		Dénoncée le 31.03.1983		Dénoncée le 22.12.1980
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	4.04.1962
	Dénoncée le 2.06.1998		Dénoncée le 19.09.1950		Dénoncée le 18.06.1996
Suède	5.01.1940	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 12.06.1970		Dénoncée le 26.05.1978		

**Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926**

Adoptée à la 8e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

**33 ratifications**

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	7.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	5.04.1929
Hongrie	3.02.1931	Inde	14.01.1928	Irlande	5.07.1930
Japon	8.10.1928	Luxembourg	16.04.1928	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	28.01.1957	Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	13.09.1927	Slovaquie	1.01.1993	Suède	28.01.1957
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

**Ratification conditionnelle**

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
--------	------------	-------------	------------

**Dénonciation**

Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		Dénoncée le 2.04.2002		Dénoncée le 14.08.1998
Nouvelle-Zélande	29.03.1938				
	Dénoncée le 2.06.1982				

**Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926**

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.04.1928

59 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	1.04.1935
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947
France	4.04.1928	Ghana	18.03.1965	Inde	31.10.1932
Iraq	4.10.1966	Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929
Japon	22.08.1955	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	12.05.1934	Myanmar	31.10.1932	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	29.03.1940	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	31.10.1932
Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	15.12.1937
Pérou	4.04.1962	Pologne	8.08.1931	Portugal	23.05.1983
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	14.06.1929	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Tunisie	14.04.1970
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

**Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926**

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

46 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	3.10.1927	Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.11.1929	Chine	2.12.1936	Chypre	19.09.1995
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	9.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	4.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	6.05.1981	Iraq	23.09.1976
Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	5.05.1948	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Pologne	8.08.1931	Portugal	23.05.1983	Royaume-Uni	3.06.1985
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Suisse	21.04.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 166**

Mexique 12.05.1934  
Dénoncée le 15.03.2002

**Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927**

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

28 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Djibouti	3.08.1978
Equateur	5.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991

**Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927**

France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948	Roumanie	28.06.1929
Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130**

Uruguay 6.06.1933  
Dénoncée le 28.07.1978

**Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927**

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

20 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130**

Uruguay 6.06.1933  
Dénoncée le 28.07.1978

**Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928**

Adoptée à la 11e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

103 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	2.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950	Australie	9.03.1931
Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Bélarus	15.09.1993	Belgique	11.08.1937	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	4.06.1935	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cameroun	7.06.1960	Canada	25.04.1935	République centrafricaine	27.10.1960
Chili	31.05.1933	Chine	5.05.1930	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	République de Corée	27.12.2001
Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	24.02.1936
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	Equateur	6.07.1954	Espagne	8.04.1930
Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930	Gabon	14.10.1960
Ghana	2.07.1959	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.05.1961
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	10.01.1955
Iraq	26.11.1962	Irlande	3.06.1930	Italie	9.09.1930
Jamaïque	8.07.1963	Japon	29.04.1971	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962	Jamahiriyah arabe libyenne	27.05.1971
Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960	Malawi	22.03.1965
Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934
Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1933	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936	Pérou	4.04.1962
Portugal	10.11.1959	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962

### Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	9.06.1971	Suisse	7.05.1947
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964	Zimbabwe	16.09.1993

#### Dénonciation

Royaume-Uni 14.06.1929  
Dénoncée le 25.07.1985

### Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.03.1932

65 ratifications

Allemagne	5.07.1933	Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	9.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.06.1934
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	4.06.1935	Burundi	11.03.1963
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Danemark	1.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	8.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée-Bissau	21.02.1977	Honduras	9.06.1980	Hongrie	6.12.1937
Inde	7.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	5.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	1.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Myanmar	7.09.1931	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	1.07.1932
Pakistan	7.09.1931	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	4.01.1933	Pérou	4.04.1962	Pologne	18.06.1932
Portugal	1.03.1932	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	7.12.1932
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	11.04.1932	Suisse	8.11.1934
Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	17.12.1932
Viet Nam	3.10.1994				

#### Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

### Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

#### Dénonciation

Luxembourg 1.04.1931  
Dénoncée le 9.02.1988

## Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

## Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne	29.08.1932	Irlande	5.07.1930
	Dénoncée le 28.07.1934		Dénoncée le 13.06.1972

## Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.05.1932

168 ratifications

Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	2.01.1932	Autriche	7.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	21.08.1956	Belgique	20.01.1944
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	31.05.2005
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960	Cap-Vert	3.04.1979
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chypre	23.09.1960
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	11.02.1932	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983	Egypte	29.11.1955
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	6.07.1954
Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932	Estonie	7.02.1996
Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	20.05.1957
Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	21.02.1957
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.11.1954
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	2.03.1931	Islande	17.02.1958	Israël	7.06.1955
Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962	Japon	21.11.1932
Jordanie	6.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	23.09.1968
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Liban	1.06.1977
Libéria	1.05.1931	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	1.11.1960	Malaisie	11.11.1957
Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	République de Moldova	23.03.2000	Mongolie	15.03.2005
Mozambique	16.06.2003	Myanmar	4.03.1955	Namibie	15.11.2000
Népal	3.01.2002	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	1.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Oman	30.10.1998	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	23.12.1957	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	31.03.1933	Pérou	1.02.1960
Philippines	15.07.2005	Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956
Qatar	12.03.1998	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957
Royaume-Uni	3.06.1931	Fédération de Russie	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	4.11.1960
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992



**Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930**

Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	5.04.1950
Suède	22.12.1931	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	17.12.1962	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	30.10.1998
Ukraine	10.08.1956	Uruguay	6.09.1995	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964	Zimbabwe	27.08.1998

**Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930**

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

**30 ratifications**

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	4.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	4.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	République arabe syrienne	10.05.1960	Uruguay	6.06.1933

**Ratification conditionnelle**

Autriche 16.02.1933

**Dénonciation**Finlande 13.01.1936  
Dénoncée le 23.06.1999Nouvelle-Zélande 29.03.1938  
Dénoncée le 9.06.1989**Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932**

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

**45 ratifications**

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	2.07.1952
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Canada	6.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Nigéria	16.06.1961
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947	Panama	4.06.1971
Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Sierra Leone	15.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933		

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)**

Cuba	7.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
	Dénoncée le 15.10.1982		Dénoncée le 22.12.1989		Dénoncée le 3.03.1982
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
	Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 30.07.1985		Dénoncée le 7.06.2000
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
	Dénoncée le 10.02.1982		Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 13.05.1998
Pérou	4.04.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Suède	3.08.1938
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 14.07.2004		Dénoncée le 5.12.1981
Tanzanie - Tanganyika	19.11.1962				
	Dénoncée le 30.05.1983				

**Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932**

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.06.1935

25 ratifications

<b>Cameroun</b>	7.06.1960	<b>Gabon</b>	14.10.1960	<b>Mauritanie</b>	20.06.1961
-----------------	-----------	--------------	------------	-------------------	------------

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)**

<b>Espagne</b>	22.06.1934
	Dénoncée le 5.05.1971

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

<b>Argentine</b>	14.03.1950	<b>Autriche</b>	26.02.1936	<b>Belgique</b>	6.06.1934
	Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 19.04.1988
<b>Bénin</b>	12.12.1960	<b>Burkina Faso</b>	21.11.1960	<b>République centrafricaine</b>	27.10.1960
	Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 28.06.2000
<b>Comores</b>	23.10.1978	<b>Congo</b>	10.11.1960	<b>Côte d'Ivoire</b>	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
<b>Cuba</b>	24.02.1936	<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>France</b>	29.04.1939
	Dénoncée le 7.09.1954		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990
<b>Guinée</b>	21.01.1959	<b>Madagascar</b>	1.11.1960	<b>Mali</b>	22.09.1960
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002
<b>Niger</b>	27.02.1961	<b>Pays-Bas</b>	12.07.1935	<b>Sénégal</b>	4.11.1960
	Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 15.12.1999
<b>Tchad</b>	10.11.1960	<b>Togo</b>	7.06.1960	<b>Uruguay</b>	6.06.1933
	Dénoncée le 21.03.2005		Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 18.03.1954

**Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933**

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

<b>Chili</b>	18.10.1935	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993
--------------	------------	------------------	-----------

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)**

<b>Argentine</b>	14.03.1950	<b>Espagne</b>	27.04.1935	<b>Finlande</b>	13.01.1936
	Dénoncée le 19.09.1996		Dénoncée le 5.05.1971		Dénoncée le 22.12.1951
<b>Mexique</b>	21.02.1938	<b>Norvège</b>	4.07.1949	<b>Suède</b>	1.01.1936
	Dénoncée le 1.03.1991		Dénoncée le 29.06.1950		Dénoncée le 18.07.1950
<b>Turquie</b>	27.12.1946				
	Dénoncée le 23.01.1952				

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)**

<b>Bulgarie</b>	29.12.1949	<b>République tchèque</b>	1.01.1993
	Dénoncée le 24.03.2005		Dénoncée le 9.10.2000

**Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933**

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

<b>Argentine</b>	17.02.1955	<b>Bulgarie</b>	29.12.1949	<b>Chili</b>	18.10.1935
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>France</b>	23.08.1939	<b>Italie</b>	22.10.1947
<b>Malte</b>	4.01.1965	<b>Pérou</b>	8.11.1945	<b>Pologne</b>	29.09.1948
<b>Royaume-Uni</b>	18.07.1936				

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))**

<b>Equateur</b>	5.02.1962
	Dénoncée le 5.04.1978

### Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

### Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

#### Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur 5.02.1962  
Dénoncée le 5.04.1978

### Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

### Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

#### Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur 5.02.1962  
Dénoncée le 5.04.1978

### Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993

#### Dénonciation

République tchèque 1.01.1993  
Dénoncée le 27.09.2000

**Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934**

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

**38 ratifications**

<b>Afghanistan</b>	12.06.1939	<b>Argentine</b>	14.03.1950	<b>Bénin</b>	12.12.1960
<b>Burkina Faso</b>	21.11.1960	<b>République centrafricaine</b>	27.10.1960	<b>Côte d'Ivoire</b>	21.11.1960
<b>Estonie</b>	21.12.1935	<b>Gabon</b>	14.10.1960	<b>Madagascar</b>	1.11.1960
<b>Mali</b>	22.09.1960	<b>Maroc</b>	13.06.1956	<b>Niger</b>	27.02.1961
<b>Suriname</b>	15.06.1976	<b>Tchad</b>	10.11.1960	<b>Togo</b>	7.06.1960
<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	20.11.1944				

**Dénonciation**

<b>Hongrie</b>	18.12.1936	<b>Myanmar</b>	22.11.1935	<b>Pérou</b>	8.11.1945
	Dénoncée le 15.11.1977		Dénoncée le 30.03.1967		Dénoncée le 13.01.1997
<b>Royaume-Uni</b>	25.01.1937				
	Dénoncée le 4.10.1947				

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)**

<b>Afrique du Sud</b>	28.05.1935	<b>Belgique</b>	4.08.1937	<b>Brésil</b>	8.06.1936
	Dénoncée le 2.03.1950		Dénoncée le 1.04.1952		Dénoncée le 25.04.1957
<b>Congo</b>	10.11.1960	<b>Egypte</b>	11.07.1947	<b>France</b>	25.01.1938
	Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 26.07.1960		Dénoncée le 21.09.1953
<b>Grèce</b>	30.05.1936	<b>Guinée</b>	21.01.1959	<b>Inde</b>	22.11.1935
	Dénoncée le 27.04.1959		Dénoncée le 12.12.1966		Dénoncée le 27.02.1950
<b>Iraq</b>	28.03.1938	<b>Irlande</b>	15.03.1937	<b>Mauritanie</b>	20.06.1961
	Dénoncée le 17.11.1967		Dénoncée le 14.01.1952		Dénoncée le 8.11.1963
<b>Nouvelle-Zélande</b>	29.03.1938	<b>Pakistan</b>	22.11.1935	<b>Pays-Bas</b>	9.12.1935
	Dénoncée le 10.11.1950		Dénoncée le 14.02.1951		Dénoncée le 22.10.1954
<b>Sénégal</b>	4.11.1960	<b>Sri Lanka</b>	2.09.1950	<b>Suisse</b>	4.06.1936
	Dénoncée le 22.10.1962		Dénoncée le 31.03.1966		Dénoncée le 6.05.1950

**Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934**

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

**53 ratifications**

<b>Afrique du Sud</b>	26.02.1952	<b>Algérie</b>	19.10.1962	<b>Argentine</b>	14.03.1950
<b>Australie</b>	29.04.1959	<b>Autriche</b>	26.02.1936	<b>Bahamas</b>	25.05.1976
<b>Barbade</b>	8.05.1967	<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Brésil</b>	8.06.1936
<b>Bulgarie</b>	29.12.1949	<b>Burundi</b>	11.03.1963	<b>Comores</b>	23.10.1978
<b>Cuba</b>	22.10.1936	<b>Danemark</b>	22.06.1939	<b>Espagne</b>	24.06.1958
<b>France</b>	17.05.1948	<b>Grèce</b>	13.06.1952	<b>Guyana</b>	8.06.1966
<b>Haïti</b>	19.04.1955	<b>Honduras</b>	17.11.1964	<b>Hongrie</b>	17.06.1935
<b>Iles Salomon</b>	6.08.1985	<b>Inde</b>	13.01.1964	<b>Iraq</b>	25.07.1941
<b>Italie</b>	22.10.1952	<b>Malte</b>	4.01.1965	<b>Maroc</b>	20.05.1957
<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>Mexique</b>	20.05.1937	<b>Myanmar</b>	17.05.1957
<b>Norvège</b>	21.05.1935	<b>Nouvelle-Zélande</b>	29.03.1938	<b>Panama</b>	16.02.1959
<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>	1.05.1976	<b>Pologne</b>	29.09.1948	<b>Royaume-Uni</b>	29.04.1936
<b>Rwanda</b>	18.09.1962	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993	<b>Suriname</b>	15.06.1976
<b>République tchèque</b>	1.01.1993	<b>Turquie</b>	27.12.1946		

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)**

<b>Allemagne</b>	17.06.1955	<b>Belgique</b>	3.08.1949	<b>Bolivie</b>	19.07.1954
	Dénoncée le 1.03.1972		Dénoncée le 22.04.1970		Dénoncée le 31.01.1977
<b>Chili</b>	14.10.1994	<b>Finlande</b>	20.01.1950	<b>Irlande</b>	15.03.1937
	Dénoncée le 30.09.1999		Dénoncée le 23.09.1968		Dénoncée le 9.06.1969
<b>Japon</b>	6.06.1936	<b>Luxembourg</b>	3.03.1958	<b>Pays-Bas</b>	1.09.1939
	Dénoncée le 7.06.1974		Dénoncée le 24.07.1972		Dénoncée le 2.08.1966
<b>République démocratique du Congo</b>	20.09.1960	<b>Suède</b>	24.02.1937	<b>Uruguay</b>	18.03.1954
	Dénoncée le 5.09.1967		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.06.1973

**Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934**

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	4.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978
France	5.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni 13.01.1937  
 Dénoncée le 4.12.1958

**Convention (n° 44) du chômage, 1934**

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	8.10.1965
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège 20.05.1957  
 Dénoncée le 19.06.1990

Suisse 14.06.1939  
 Dénoncée le 17.10.1990

**Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935**

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

97 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Allemagne	15.11.1954
Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950
Autriche	3.07.1937	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	4.08.1961	Belgique	4.08.1937
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bésil	22.09.1938
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	3.09.1962	Chine	2.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	14.04.1936	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	12.08.1957	Egypte	11.07.1947	Equateur	6.07.1954
Espagne	24.06.1958	Estonie	4.06.1937	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	France	25.01.1938	Gabon	13.06.1961
Ghana	20.05.1957	Grèce	30.05.1936	Guatemala	7.03.1960
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	5.04.1960	Honduras	20.06.1960	Hongrie	19.12.1938
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	25.03.1938	Indonésie	12.06.1950
Italie	22.10.1952	Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Malte	9.06.1988
Maroc	20.09.1956	Mexique	21.02.1938	Nicaragua	1.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	15.06.1957
Portugal	18.10.1937	Fédération de Russie	4.05.1961	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
Suisse	23.05.1940	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Turquie	21.04.1938	Ukraine	4.08.1961
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	6.06.1980

**Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935**

				<b>Dénonciation</b>	
<b>Australie</b>	7.10.1953	<b>Canada</b>	16.09.1966	<b>Chili</b>	16.03.1946
	Dénoncée le 20.05.1988		Dénoncée le 19.05.1978		Dénoncée le 30.05.1997
<b>Finlande</b>	3.03.1938	<b>Irlande</b>	20.08.1936	<b>Luxembourg</b>	3.03.1958
	Dénoncée le 19.09.1997		Dénoncée le 27.05.1988		Dénoncée le 29.04.1988
<b>Nouvelle-Zélande</b>	29.03.1938	<b>Pays-Bas</b>	20.02.1937	<b>Pérou</b>	8.11.1945
	Dénoncée le 23.06.1987		Dénoncée le 29.04.1998		Dénoncée le 9.06.1997
<b>Royaume-Uni</b>	18.07.1936	<b>Suède</b>	11.07.1936	<b>Uruguay</b>	18.03.1954
	Dénoncée le 26.05.1988		Dénoncée le 15.06.1967		Dénoncée le 26.05.1978
<b>Zambie</b>	2.12.1964				
	Dénoncée le 3.03.1998				

**Convention (n° 47) des quarante heures, 1935**

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

**14 ratifications**

<b>Australie</b>	22.10.1970	<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Bélarus</b>	21.08.1956
<b>Finlande</b>	23.11.1989	<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Lituanie</b>	26.09.1994
<b>République de Moldova</b>	9.12.1997	<b>Norvège</b>	13.03.1979	<b>Nouvelle-Zélande</b>	29.03.1938
<b>Ouzbékistan</b>	13.07.1992	<b>Fédération de Russie</b>	23.06.1956	<b>Suède</b>	11.08.1982
<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993	<b>Ukraine</b>	10.08.1956		

**Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935**

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

**11 ratifications**

<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Croatie</b>	8.10.1991	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991
<b>Israël</b>	16.01.1963	<b>Italie</b>	22.10.1952	<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000
<b>Slovénie</b>	29.05.1992				

**Dénonciation**

<b>Hongrie</b>	10.08.1937	<b>Pays-Bas</b>	6.10.1938	<b>Pologne</b>	21.03.1938
	Dénoncée le 27.10.1983		Dénoncée le 27.07.1999		Dénoncée le 10.08.1973

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)**

<b>Espagne</b>	8.07.1937
	Dénoncée le 11.09.1986

**Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935**

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

**10 ratifications**

<b>Bulgarie</b>	29.12.1949	<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>France</b>	25.01.1938
<b>Irlande</b>	10.06.1937	<b>Malte</b>	9.06.1988	<b>Mexique</b>	21.02.1938
<b>Norvège</b>	21.07.1936	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993	<b>République tchèque</b>	1.01.1993

**Dénonciation**

<b>Nouvelle-Zélande</b>	29.03.1938
	Dénoncée le 9.06.1989

**Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936**

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1939

**33 ratifications**

<b>Argentine</b>	14.03.1950	<b>Bahamas</b>	25.05.1976	<b>Barbade</b>	8.05.1967
------------------	------------	----------------	------------	----------------	-----------

### Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	7.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	22.05.1939
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	2.12.1964

#### Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 13.09.1999		Dénoncée le 2.03.2000		Dénoncée le 15.09.1981

### Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	3.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	20.07.1953	Danemark	22.06.1939
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Egypte	3.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Géorgie	22.06.1993
Grèce	13.06.1952	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	9.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	3.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	1.02.1960	Fédération de Russie	10.08.1956	Sénégal	22.10.1962
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	15.05.1957				

#### Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	Dénoncée le 23.09.1998		Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973
Espagne	5.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 30.06.1972		Dénoncée le 15.01.1990		Dénoncée le 2.06.1977
Hongrie	8.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 19.08.1998		Dénoncée le 19.02.1974		Dénoncée le 28.07.1981
Madagascar	10.08.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 15.12.2000		Dénoncée le 23.08.1996
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 25.10.2001		Dénoncée le 2.06.1977		

### Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

36 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
République de Corée	11.04.2003	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	13.07.1938	Djibouti	3.08.1978	Egypte	20.05.1939
Espagne	5.05.1971	Estonie	20.06.1938	Etats-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947	France	19.06.1947
Irlande	10.06.1985	Israël	19.06.1969	Italie	22.10.1952
Libéria	9.05.1960	Jamahiriya arabe libyenne	15.11.1974	Luxembourg	15.02.1991

**Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936**

Malte	19.09.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	1.09.1939
Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970
Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	République arabe syrienne	26.07.1960	Turquie	22.04.2005

**Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936**

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

**18 ratifications**

Belgique	11.04.1938	Belize	15.07.2005	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971
Etats-Unis	29.10.1938	France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968
Italie	22.10.1952	Libéria	9.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
Maroc	14.03.1958	Mexique	15.09.1939	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005

**Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936**

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1949

**19 ratifications**

Algérie	19.10.1962	Allemagne	12.12.1956	Belgique	3.08.1949
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	9.12.1948	Luxembourg	15.02.1991	Mexique	1.02.1984
Norvège	6.06.1966	Panama	4.06.1971	Pérou	4.04.1962
Royaume-Uni	30.09.1944	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)**

Espagne	30.11.1971
	Dénoncée le 2.07.1991

**Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936**

Adoptée à la 22e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

**51 ratifications**

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belize	15.12.1983
Canada	10.09.1951	Etats-Unis	29.10.1938	Ghana	20.05.1957
Guatemala	30.10.1961	Liban	6.12.1993	Libéria	9.05.1960
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	18.07.1952	Nouvelle-Zélande	7.06.1946
Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	13.06.1961	Sri Lanka	18.05.1959
Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969		

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Bélarus	6.11.1956
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 30.04.1984		Dénoncée le 3.05.1979
Belgique	11.04.1938	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 23.04.1980
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	4.06.1955
	Dénoncée le 2.10.1997		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974
	Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003
France	9.12.1948	Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979
	Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003
Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 13.02.1985		Dénoncée le 6.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981



**Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936**

<b>Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)</b>					
<b>Jamaïque</b>	26.12.1962	<b>Japon</b>	22.08.1955	<b>Kenya</b>	13.01.1964
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979
<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>Nigéria</b>	16.06.1961	<b>Norvège</b>	7.07.1937
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980
<b>Panama</b>	19.06.1970	<b>Pays-Bas</b>	8.07.1947	<b>Fédération de Russie</b>	10.08.1956
	Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 3.05.1979
<b>Seychelles</b>	6.02.1978	<b>Suède</b>	6.01.1939	<b>Suisse</b>	21.04.1960
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 17.08.1999
<b>Tunisie</b>	14.04.1970	<b>Turquie</b>	29.09.1959	<b>Ukraine</b>	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
<b>Uruguay</b>	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

**Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937**

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

<b>Bangladesh</b>	22.06.1972	<b>Ghana</b>	20.05.1957	<b>Guatemala</b>	13.06.1989
<b>Liban</b>	1.06.1977	<b>Nouvelle-Zélande</b>	8.07.1947	<b>Pakistan</b>	26.05.1955
<b>Paraguay</b>	21.03.1966	<b>Pérou</b>	4.04.1962	<b>Sierra Leone</b>	15.06.1961
<b>République-Unie de Tanzanie</b>	30.01.1962	<b>Yémen</b>	14.04.1969		

<b>Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)</b>					
<b>Albanie</b>	3.06.1957	<b>Bélarus</b>	6.11.1956	<b>Bulgarie</b>	22.07.1960
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980
<b>Burundi</b>	30.07.1971	<b>Chine</b>	21.02.1940	<b>Cuba</b>	7.09.1954
	Dénoncée le 19.07.2000		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 19.06.1976
<b>Espagne</b>	5.05.1971	<b>Fidji</b>	19.04.1974	<b>Iraq</b>	5.07.1960
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.02.1985
<b>Italie</b>	22.10.1952	<b>Kenya</b>	13.01.1964	<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	27.05.1971
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 19.06.1976
<b>Luxembourg</b>	3.03.1958	<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>Mongolie</b>	3.06.1969
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 16.12.2002
<b>Nigéria</b>	16.06.1961	<b>Norvège</b>	26.08.1938	<b>Philippines</b>	17.11.1960
	Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 4.06.1998
<b>Roumanie</b>	6.06.1973	<b>Fédération de Russie</b>	10.08.1956	<b>Swaziland</b>	26.04.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.10.2002
<b>Tunisie</b>	14.04.1970	<b>Turquie</b>	12.07.1993	<b>Ukraine</b>	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
<b>Uruguay</b>	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

**Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937**

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

<b>Dénonciation</b>					
<b>Nouvelle-Zélande</b>	8.07.1947	<b>Paraguay</b>	21.03.1966		
	Dénoncée le 11.07.1961		Dénoncée le 12.12.2001		
<b>Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)</b>					
<b>Bélarus</b>	6.11.1956	<b>Bulgarie</b>	29.12.1949	<b>Cuba</b>	7.09.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976
<b>Espagne</b>	5.05.1971	<b>Italie</b>	22.10.1952	<b>Luxembourg</b>	3.03.1958
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 24.03.1977
<b>Fédération de Russie</b>	10.08.1956	<b>Ukraine</b>	14.09.1956	<b>Uruguay</b>	18.03.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

**Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937**

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1942

30 ratifications

Algérie	19.10.1962	Belgique	3.10.1951	Bulgarie	29.12.1949
Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964	Egypte	25.03.1982
Espagne	24.06.1958	France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984
Guinée	12.12.1966	Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972
Malte	9.06.1988	Mauritanie	8.11.1963	Pays-Bas	2.05.1950
Pérou	4.04.1962	Pologne	17.04.1950	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Tunisie	12.01.1959				

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)**

Allemagne	14.06.1955	Colombie	4.03.1969	Danemark	30.11.1972
	Dénoncée le 18.11.1993		Dénoncée le 6.09.1994		Dénoncée le 10.07.1995
Finlande	8.04.1947	Guatemala	9.01.1973	Hongrie	8.06.1956
	Dénoncée le 23.01.1997		Dénoncée le 7.10.1991		Dénoncée le 22.05.1989
Mexique	4.07.1941	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 5.10.1990		Dénoncée le 25.05.2005		

**Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938**

Adoptée à la 24e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud	8.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade	8.05.1967
<i>A l'exclusion des parties II et IV</i>				<i>A l'exclusion de la partie III</i>	
Chili	10.05.1957	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
<i>A l'exclusion de la partie III</i>					
Egypte	5.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>					
Myanmar	24.11.1961	Nicaragua	1.10.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>				<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)**

Allemagne	22.06.1954	Australie	5.09.1939	Autriche	26.11.1958
	Dénoncée le 25.04.1991		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988
Canada	6.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	5.05.1971
	Dénoncée le 22.11.1995		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 3.10.1989
Finlande	8.04.1947	Guatemala	4.08.1961	Irlande	9.10.1946
	Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 7.04.1993		Dénoncée le 27.10.1995
Maurice	2.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
	Dénoncée le 14.06.1994		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	9.03.1940
	Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 3.04.1996		Dénoncée le 5.10.1991
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
	Dénoncée le 8.12.1993		Dénoncée le 27.05.1987		Dénoncée le 1.04.1993
Suède	21.06.1939	Suisse	23.05.1940		
	Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988		

**Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939**

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962

### Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	7.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	24.08.1943	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

#### Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 18.11.1998		Dénoncée le 8.07.1999		Dénoncée le 11.09.1978

### Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.08.1961	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964		

#### Dénonciation

Maurice	2.12.1969
	Dénoncée le 8.07.1999

### Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

République centrafricaine	9.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	4.04.1962
---------------------------	-----------	------	------------	-------	-----------

#### Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 19.06.1989

### Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956
Belgique	5.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
Egypte	10.08.1982	Espagne	14.07.1971	France	9.12.1948
Grèce	28.08.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991
Norvège	28.01.1957	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	6.08.1953
Turquie	17.03.2005				

**Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946**

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

37 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Australie	29.08.1995
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	5.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948	Ghana	18.03.1965
Grèce	9.10.1963	Guinée-Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992
Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
Kirghizistan	31.03.1992	Luxembourg	15.02.1991	Norvège	6.03.1952
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	23.02.1951
Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Royaume-Uni	29.07.1949	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	17.06.1970				

**Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946**

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	France	9.12.1948
Grèce	2.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	6.12.1993
Norvège	4.07.1949	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957
Pérou	4.04.1962				

**Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946**

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

45 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.10.1976	Angola	4.06.1976
Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
Canada	19.03.1951	République de Corée	9.12.1992	Croatie	8.10.1991
Danemark	28.07.1980	Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.05.1956
France	9.12.1948	Grèce	6.05.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977
Irlande	6.06.1986	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Norvège	17.02.1955
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Slovénie	29.05.1992
Suède	9.01.1962	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	18.03.1954

**Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946**

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

28 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Canada	19.03.1951
Croatie	8.10.1991	Egypte	30.03.1967	Espagne	5.05.1971
Etats-Unis	9.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948

**Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946**

Ghana	18.03.1965	Guinée-Bissau	21.02.1977	Irlande	21.06.1957
Italie	23.06.1981	Liban	6.12.1993	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Maurice	2.12.1969	Nouvelle-Zélande	5.12.1961
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	14.07.1950	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	13.05.1952	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

**Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946**

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

**43 ratifications**

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Belgique	10.04.1979
Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haiti	12.04.1957	Hongrie	8.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	1.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Fédération de Russie	10.08.1956
Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	2.11.1984	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

**Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946**

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

**39 ratifications**

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haiti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956	Iraq	5.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983
Fédération de Russie	10.08.1956	Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

**Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946**

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

**20 ratifications**

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956
Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954	République dominicaine	22.09.1953
Espagne	5.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Fédération de Russie	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

**Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946**

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

56 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	3.08.1949	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	7.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	3.11.1949
Chine	4.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	République dominicaine	29.08.1947	Egypte	7.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	1.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	9.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Norvège	5.01.1949
Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	25.03.1948	Panama	13.05.1954
Pays-Bas	15.01.1948	Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947
Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950	Suède	29.05.1947
Suisse	22.04.1947	République arabe syrienne	26.07.1960	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	5.12.1947	Turquie	13.07.1949	Uruguay	18.03.1954
République bolivarienne du Venezuela	13.09.1948	Viet Nam	3.10.1994		

**Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947**

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.04.1950

135 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004	Australie	24.06.1975
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Bélarus	25.09.1995	Belgique	5.04.1957	Belize	15.12.1983
Bénin	11.06.2001	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	11.10.1989	Bulgarie	29.12.1949	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	30.07.1971	Cameroun	3.09.1962	Cap-Vert	16.10.1979
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	13.11.1967
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	9.12.1992
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Cuba	7.09.1954	Danemark	6.08.1958	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	11.10.1956
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	20.01.1950	France	16.12.1950	Gabon	17.07.1972
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Ghana	2.07.1959	Grèce	16.06.1955	Grenade	9.07.1979
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Haïti	31.03.1952	Honduras	6.05.1983
<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>					
Hongrie	4.01.1994	Iles Salomon	6.08.1985		

### Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

<b>Inde</b> <i>A l'exclusion de la partie II</i>	7.04.1949	<b>Indonésie</b>	29.01.2004	<b>Iraq</b>	13.01.1951
<b>Irlande</b> <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	16.06.1951	<b>Israël</b>	7.06.1955	<b>Italie</b>	22.10.1952
<b>Jamaïque</b> <i>A l'exclusion de la partie II</i>	26.12.1962	<b>Japon</b>	20.10.1953	<b>Jordanie</b>	27.03.1969
<b>Kazakhstan</b>	6.07.2001	<b>Kenya</b>	13.01.1964	<b>Kirghizistan</b>	26.07.2000
<b>Koweït</b>	23.11.1964	<b>Lesotho</b>	14.06.2001	<b>Lettonie</b>	25.07.1994
<b>Liban</b>	26.07.1962	<b>Libéria</b>	25.03.2003	<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	27.05.1971
<b>Lituanie</b>	26.09.1994	<b>Luxembourg</b>	3.03.1958	<b>Madagascar</b>	21.12.1971
<b>Malaisie</b>	1.07.1963	<b>Malawi</b>	22.03.1965	<b>Mali</b>	2.03.1964
<b>Malte</b> <i>A l'exclusion de la partie II</i>	4.01.1965	<b>Maroc</b>	14.03.1958	<b>Maurice</b>	2.12.1969
<b>Mauritanie</b>	8.11.1963	<b>République de Moldova</b> <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	12.08.1996	<b>Mozambique</b>	6.06.1977
<b>Niger</b>	9.01.1979	<b>Nigéria</b> <i>A l'exclusion de la partie II</i>	17.10.1960	<b>Norvège</b> <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	5.01.1949
<b>Nouvelle-Zélande</b> <i>A l'exclusion de la partie II</i>	30.11.1959	<b>Ouganda</b> <i>A l'exclusion de la partie II</i>	4.06.1963	<b>Pakistan</b>	10.10.1953
<b>Panama</b>	3.06.1958	<b>Paraguay</b>	28.08.1967	<b>Pays-Bas</b>	15.09.1951
<b>Pérou</b>	1.02.1960	<b>Pologne</b>	2.06.1995	<b>Portugal</b>	12.02.1962
<b>Qatar</b>	18.08.1976	<b>République démocratique du Congo</b>	19.04.1968	<b>Roumanie</b>	6.06.1973
<b>Royaume-Uni</b> <i>A l'exclusion de la partie II</i>	28.06.1949	<b>Fédération de Russie</b> <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	2.07.1998	<b>Rwanda</b>	2.12.1980
<b>Saint-Vincent-et-les Grenadines</b>	21.10.1998	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	1.06.1982	<b>Sénégal</b>	22.10.1962
<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Seychelles</b>	28.10.2005	<b>Sierra Leone</b> <i>A l'exclusion de la partie II</i>	13.06.1961
<b>Singapour</b>	25.10.1965	<b>Slovénie</b>	29.05.1992	<b>Soudan</b>	22.10.1970
<b>Sri Lanka</b>	3.04.1956	<b>Suède</b> <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	25.11.1949	<b>Suisse</b>	13.07.1949
<b>Suriname</b>	15.06.1976	<b>Swaziland</b>	5.06.1981	<b>République arabe syrienne</b>	26.07.1960
<b>Tanzanie - Tanganyika</b> <i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>	30.01.1962	<b>Tchad</b>	30.11.1965	<b>Tunisie</b>	15.05.1957
<b>Turquie</b>	5.03.1951	<b>Ukraine</b>	10.11.2004	<b>Uruguay</b>	28.06.1973
<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	21.07.1967	<b>Viet Nam</b>	3.10.1994	<b>Yémen</b>	29.07.1976
<b>Zimbabwe</b>	16.09.1993				

### Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adopté à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.06.1998

10 ratifications

<b>Azerbaïdjan</b>	9.08.2000	<b>Chypre</b>	21.01.2000	<b>Finlande</b>	9.06.1997
<b>Guyana</b>	15.04.1998	<b>Irlande</b>	9.06.1998	<b>République de Moldova</b>	28.04.2000
<b>Norvège</b>	11.06.1999	<b>Fédération de Russie</b>	2.07.1998	<b>Suède</b>	9.06.1997
<b>Tanzania - Tanganyika</b>	15.03.1999				

### Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

<b>Belgique</b>	27.01.1955	<b>France</b>	26.07.1954	<b>Nouvelle-Zélande</b>	19.06.1954
<b>Royaume-Uni</b>	27.03.1950				

**Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947**

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni 27.03.1950

Dénonciation

Australie 15.06.1973  
Dénoncée le 3.09.2004**Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947**

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.07.1953

4 ratifications

Belgique 27.01.1955 France 26.07.1954 Nouvelle-Zélande 1.07.1952  
Royaume-Uni 27.03.1950**Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947**

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

5 ratifications

Australie 30.09.1954 Belgique 27.01.1955 France 26.07.1954  
Papouasie-Nouvelle-Guinée 1.05.1976 Royaume-Uni 27.03.1950**Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947**

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas 25.05.1976 Barbade 8.05.1967 Equateur 3.10.1969  
Fidji 19.04.1974 Grenade 9.07.1979 Guatemala 13.02.1952  
Guyana 8.06.1966 Jamaïque 26.12.1962 Kenya 13.01.1964  
Malaisie - Sabah 3.03.1964 Malaisie - Sarawak 3.03.1964 Malawi 22.03.1965  
Maurice 2.12.1969 Ouganda 4.06.1963 Panama 19.06.1970  
Royaume-Uni 27.03.1950 Sierra Leone 13.06.1961 Singapour 25.10.1965  
Swaziland 26.04.1978 République-Unie de Tanzanie 30.01.1962 Yémen 14.04.1969  
Zambie 2.12.1964

Dénonciation

Australie 15.06.1973  
Dénoncée le 6.02.2004**Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948**

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1950

144 ratifications

Afrique du Sud 19.02.1996 Albanie 3.06.1957 Algérie 19.10.1962  
Allemagne 20.03.1957 Angola 13.06.2001 Antigua-et-Barbuda 2.02.1983  
Argentine 18.01.1960 Australie 28.02.1973 Autriche 18.10.1950  
Azerbaïdjan 19.05.1992 Bahamas 14.06.2001 Bangladesh 22.06.1972  
Barbade 8.05.1967 Bélarus 6.11.1956 Belgique 23.10.1951  
Belize 15.12.1983 Bénin 12.12.1960 Bolivie 4.01.1965  
Bosnie-Herzégovine 2.06.1993 Botswana 22.12.1997 Bulgarie 8.06.1959  
Burkina Faso 21.11.1960 Burundi 25.06.1993 Cambodge 23.08.1999  
Cameroun 7.06.1960 Canada 23.03.1972 Cap-Vert 1.02.1999  
République centrafricaine 27.10.1960 Chili 1.02.1999 Chypre 24.05.1966  
Colombie 16.11.1976 Comores 23.10.1978 Congo 10.11.1960  
Costa Rica 2.06.1960 Côte d'Ivoire 21.11.1960 Croatie 8.10.1991  
Cuba 25.06.1952 Danemark 13.06.1951 Djibouti 3.08.1978



**Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948**

République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983	Egypte	6.11.1957
Equateur	29.05.1967	Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977
Estonie	22.03.1994	Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951
Gabon	14.10.1960	Gambie	4.09.2000	Géorgie	3.08.1999
Ghana	2.06.1965	Grèce	30.03.1962	Grenade	25.10.1994
Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	25.09.1967	Haïti	5.06.1979	Honduras	27.06.1956
Hongrie	6.06.1957	Indonésie	9.06.1998	Irlande	4.06.1955
Islande	19.08.1950	Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958
Jamaïque	26.12.1962	Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	21.09.1961
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Libéria	25.05.1962
Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	1.11.1960	Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maurice	1.04.2005	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	1.04.1950	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969
Mozambique	23.12.1996	Myanmar	4.03.1955	Namibie	3.01.1995
Nicaragua	31.10.1967	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	4.07.1949	Ouganda	2.06.2005	Pakistan	14.02.1951
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	28.06.1962
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	2.03.1960	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	8.11.1988	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Sénégal	4.11.1960	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	15.09.1995	Suède	25.11.1949	Suisse	25.03.1975
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	18.04.2000	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	18.06.1957	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	12.07.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	20.09.1982
Yémen	29.07.1976	Zambie	2.09.1996	Zimbabwe	9.04.2003

**Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948**

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

87 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949	Autriche	25.09.1973
Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976	Bélarus	25.09.1995
Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Canada	24.08.1950
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	31.10.1967
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	2.06.1960	Cuba	29.04.1952
Danemark	30.11.1972	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953
Egypte	3.07.1954	El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952	Géorgie	11.09.2002
Ghana	4.04.1961	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	4.01.1994	Inde	24.06.1959
Indonésie	8.08.2002	Iraq	22.06.1951	Irlande	29.10.1969
Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962

**Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948**

Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998
Malaisie	6.06.1974	Malte	4.01.1965	Maurice	3.09.2004
République de Moldova	12.08.1996	Mozambique	6.06.1977	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	16.06.1961	Norvège	4.07.1949	Nouvelle-Zélande	3.12.1949
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	6.04.1962
Philippines	29.12.1953	Portugal	23.06.1972	République démocratique du Congo	16.06.1969
Roumanie	6.06.1973	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	25.11.1949
Suisse	19.01.1952	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969
Tunisie	11.10.1968	Turquie	14.07.1950	République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964

**Dénonciation**

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Royaume-Uni	10.08.1949
	Dénoncée le 13.03.1961		Dénoncée le 9.08.1971		Dénoncée le 6.08.1971

**Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948**

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

65 ratifications

Afrique du Sud	2.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	4.06.1971	Costa Rica	2.06.1960
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	2.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Mauritanie	8.11.1963	Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970
Paraguay	21.03.1966	Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	28.05.1957	Rwanda	18.09.1962	Sénégal	22.10.1962
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	1.12.1949	Tunisie	15.05.1957		
		<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>			

**Dénonciation**

Autriche	5.10.1950	Belgique	1.04.1952	Chypre	8.10.1965
	Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 9.07.2001
Cuba	29.04.1952	République dominicaine	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	Dénoncée le 30.12.1991		Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 27.02.1992
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	Dénoncée le 26.02.1992		Dénoncée le 25.02.1992		Dénoncée le 26.02.1982
Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 19.02.1982		Dénoncée le 11.02.1991
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Portugal	2.06.1964
	Dénoncée le 23.03.1981		Dénoncée le 26.02.1972		Dénoncée le 27.02.1992
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	6.05.1950
	Dénoncée le 11.02.2002		Dénoncée le 25.01.1982		Dénoncée le 24.02.1992
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965
	Dénoncée le 27.06.2001		Dénoncée le 25.02.1982		Dénoncée le 10.09.2001

## Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adopté à la 77e session de la CIT

4 ratifications

Inde	21.11.2003	Tunisie	21.08.2000
------	------------	---------	------------

Dénonciation

Chypre	4.01.1994	République tchèque	15.03.1993
	Dénoncée le 9.07.2001		Dénoncée le 27.06.2001

## Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

50 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bélarus	6.11.1956
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burundi	30.07.1971
Cameroun	25.05.1970	Chypre	8.10.1965	Costa Rica	2.06.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	République dominicaine	12.08.1957
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	4.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haïti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	20.06.1956	Norvège	20.05.1957
Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.10.1954
Pérou	4.04.1962	Philippines	29.12.1953	Pologne	26.06.1968
Fédération de Russie	10.08.1956	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959	Swaziland	5.06.1981
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	26.04.1961
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

## Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

24 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée-Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	8.11.1963
Norvège	29.06.1950	Pologne	8.10.1956	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	5.05.1971	Finlande	22.12.1951
	Dénoncée le 24.09.1998		Dénoncée le 9.03.1979		Dénoncée le 15.01.1990
France	26.10.1951	Italie	5.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	Dénoncée le 15.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 12.11.1980
Portugal	29.07.1952				
	Dénoncée le 25.06.1984				

## Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.08.1974	Angola	4.06.1976
Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	30.08.1962
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1954
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	2.06.1960	Croatie	8.10.1991

**Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949**

Cuba	29.04.1952	Danemark	30.09.1950	Egypte	4.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	22.12.1951
France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965	Grèce	2.12.1986
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	1.12.1977
Irlande	21.07.1952	Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991
République de Moldova	12.12.2005	Norvège	29.06.1950	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958	Pologne	13.04.1954
Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	6.08.1953
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	18.07.1950	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	17.06.1970				

**Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949**

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

60 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Brésil	18.06.1965
Bulgarie	7.11.1955	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Costa Rica	2.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960	Espagne	5.05.1971
Finlande	22.12.1951	France	20.09.1951	Ghana	4.04.1961
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966
Guyana	8.06.1966	Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	25.04.1986
Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963
Nigéria	17.10.1960	Norvège	12.02.1996	Ouganda	4.06.1963
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953
République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	7.06.1957	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Turquie	29.03.1961
Uruguay	18.03.1954	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation

Royaume-Uni 30.06.1950  
Dénoncée le 20.09.1982

**Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949**

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

96 ratifications

Afghanistan	7.01.1957	Albanie	2.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Bélarus	4.08.1961	Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Bolivie	31.01.1977		

**Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949**

<b>Botswana</b>	5.06.1997	<b>Brésil</b>	25.04.1957	<b>Bulgarie</b>	7.11.1955
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
<b>Burkina Faso</b>	21.11.1960	<b>Cameroun</b>	7.06.1960	<b>République centrafricaine</b>	27.10.1960
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
<b>Chypre</b>	23.09.1960	<b>Colombie</b>	7.06.1963	<b>Comores</b>	23.10.1978
<b>Congo</b>	10.11.1960	<b>Costa Rica</b>	2.06.1960	<b>Côte d'Ivoire</b>	21.11.1960
<b>Cuba</b>	29.04.1952	<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>République dominicaine</b>	19.06.1973
<b>Dominique</b>	28.02.1983	<b>Egypte</b>	26.07.1960	<b>Equateur</b>	6.07.1954
<b>Espagne</b>	24.06.1958	<b>France</b>	15.10.1952	<b>Gabon</b>	14.10.1960
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
<b>Grèce</b>	16.06.1955	<b>Grenade</b>	9.07.1979	<b>Guatemala</b>	13.02.1952
<b>Guinée</b>	21.01.1959	<b>Guyana</b>	8.06.1966	<b>Honduras</b>	20.06.1960
<b>Hongrie</b>	8.06.1956	<b>Iles Salomon</b>	6.08.1985	<b>République islamique d'Iran</b>	10.06.1972
<b>Iraq</b>	12.05.1960	<b>Israël</b>	12.01.1959	<b>Italie</b>	22.10.1952
<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Liban</b>	1.06.1977	<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	20.06.1962
<b>Madagascar</b>	1.11.1960	<b>Malaisie</b>	17.11.1961	<b>Mali</b>	22.09.1960
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
<b>Malte</b>	4.01.1965	<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>Mauritanie</b>	20.06.1961
<b>Mexique</b>	27.09.1955	<b>République de Moldova</b>	12.08.1996	<b>Nicaragua</b>	1.03.1976
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
<b>Niger</b>	27.02.1961	<b>Nigéria</b>	17.10.1960	<b>Norvège</b>	29.06.1950
<b>Ouganda</b>	4.06.1963	<b>Panama</b>	19.06.1970	<b>Paraguay</b>	21.03.1966
<b>Pays-Bas</b>	20.05.1952	<b>Philippines</b>	29.12.1953	<b>Pologne</b>	25.10.1954
<b>Portugal</b>	24.02.1983	<b>République démocratique du Congo</b>	16.06.1969	<b>Roumanie</b>	6.06.1973
<b>Fédération de Russie</b>	4.05.1961	<b>Sainte-Lucie</b>	14.05.1980	<b>Saint-Vincent-et-les Grenadines</b>	21.10.1998
<b>Sénégal</b>	4.11.1960	<b>Sierra Leone</b>	15.06.1961	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
<b>Somalie</b>	18.11.1960	<b>Soudan</b>	22.10.1970	<b>Sri Lanka</b>	27.10.1983
<b>Suriname</b>	15.06.1976	<b>Swaziland</b>	26.04.1978	<b>République arabe syrienne</b>	7.06.1957
<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993	<b>République-Unie de Tanzanie</b>	30.01.1962	<b>Tchad</b>	10.11.1960
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
<b>République tchèque</b>	1.01.1993	<b>Togo</b>	7.06.1960	<b>Tunisie</b>	28.05.1958
<b>Turquie</b>	29.03.1961	<b>Ukraine</b>	4.08.1961	<b>Uruguay</b>	18.03.1954
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	10.08.1982	<b>Yémen</b>	14.04.1969	<b>Zambie</b>	23.10.1979

**Dénonciation**

**Royaume-Uni** 24.09.1951  
Dénoncée le 16.09.1983

**Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949**

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

**42 ratifications**

**Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949**

<b>Algérie</b>	19.10.1962	<b>Argentine</b>	19.09.1996	<b>Bangladesh</b>	22.06.1972
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
<b>Bolivie</b>	19.07.1954	<b>Costa Rica</b>	2.06.1960	<b>Côte d'Ivoire</b>	28.07.1992
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
<b>Cuba</b>	3.02.1953	<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>Egypte</b>	26.07.1960
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
<b>France</b>	10.03.1953	<b>Gabon</b>	13.06.1961	<b>Ghana</b>	21.08.1973
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
<b>Guatemala</b>	3.01.1953	<b>Irlande</b>	13.06.1972	<b>Israël</b>	19.06.1961
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	20.06.1962	<b>Luxembourg</b>	15.12.1958	<b>Malte</b>	9.06.1988
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
<b>Mauritanie</b>	31.03.1964	<b>Mexique</b>	1.03.1991	<b>Pakistan</b>	26.05.1952
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
<b>Pologne</b>	25.10.1954	<b>Sénégal</b>	22.10.1962	<b>Sri Lanka</b>	30.04.1958
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
<b>Suriname</b>	15.06.1976	<b>Swaziland</b>	5.06.1981	<b>République arabe syrienne</b>	7.06.1957
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
<b>Turquie</b>	23.01.1952				
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>					

**Dénonciation**

<b>Allemagne</b>	8.09.1954	<b>Brésil</b>	21.06.1957	<b>Finlande</b>	22.12.1951
Dénoncée le 10.07.1992		Dénoncée le 14.01.1972		Dénoncée le 30.06.1992	
<b>Norvège</b>	29.06.1950	<b>Suède</b>	18.07.1950		
Dénoncée le 5.07.2002		Dénoncée le 4.06.1992			

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)**

<b>Belgique</b>	4.07.1958	<b>Espagne</b>	5.05.1971	<b>Ethiopie</b>	30.04.1991
Dénoncée le 28.09.2004		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 10.05.1999	
<b>Italie</b>	9.01.1953	<b>Japon</b>	11.06.1956	<b>Panama</b>	15.07.1971
Dénoncée le 1.02.2000		Dénoncée le 28.07.1999		Dénoncée le 10.08.1999	
<b>Pays-Bas</b>	13.02.1992	<b>Portugal</b>	7.06.1985	<b>Uruguay</b>	7.07.1976
Dénoncée le 15.09.1999		Dénoncée le 25.03.2002		Dénoncée le 14.06.2004	

**Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949**

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

44 ratifications

<b>Albanie</b>	2.03.2005	<b>Algérie</b>	19.10.1962	<b>Allemagne</b>	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
<b>Bahamas</b>	25.05.1976	<b>Barbade</b>	8.05.1967	<b>Belgique</b>	27.07.1953
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Brésil</b>	18.06.1965
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>			
<b>Burkina Faso</b>	9.06.1961	<b>Cameroun</b>	3.09.1962	<b>Chypre</b>	23.09.1960
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
<b>Cuba</b>	29.04.1952	<b>Dominique</b>	28.02.1983	<b>Equateur</b>	5.04.1978
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
<b>Espagne</b>	21.03.1967	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>France</b>	29.03.1954
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>	
<b>Grenade</b>	9.07.1979	<b>Guatemala</b>	13.02.1952	<b>Guyana</b>	8.06.1966
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
<b>Israël</b>	30.03.1953	<b>Italie</b>	22.10.1952	<b>Jamaïque</b>	26.12.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
<b>Kenya</b>	30.11.1965	<b>Madagascar</b>	14.06.2001	<b>Malaisie - Sabah</b>	3.03.1964
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
<b>Malawi</b>	22.03.1965	<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>République de Moldova</b>	12.12.2005
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			

### Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

<b>Nigéria</b>	17.10.1960	<b>Norvège</b>	17.02.1955	<b>Nouvelle-Zélande</b>	10.11.1950
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	
<b>Pays-Bas</b>	20.05.1952	<b>Portugal</b>	12.12.1978	<b>Royaume-Uni</b>	22.01.1951
				<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>	
<b>Sainte-Lucie</b>	14.05.1980	<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Slovénie</b>	29.05.1992
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
<b>Tanzanie - Zanzibar</b>	22.06.1964	<b>Trinité-et-Tobago</b>	24.05.1963	<b>Uruguay</b>	18.03.1954
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	9.06.1983	<b>Zambie</b>	2.12.1964		
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			

### Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

154 ratifications

<b>Afrique du Sud</b>	19.02.1996	<b>Albanie</b>	3.06.1957	<b>Algérie</b>	19.10.1962
<b>Allemagne</b>	8.06.1956	<b>Angola</b>	4.06.1976	<b>Antigua-et-Barbuda</b>	2.02.1983
<b>Argentine</b>	24.09.1956	<b>Arménie</b>	12.11.2003	<b>Australie</b>	28.02.1973
<b>Autriche</b>	10.11.1951	<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Bahamas</b>	25.05.1976
<b>Bangladesh</b>	22.06.1972	<b>Barbade</b>	8.05.1967	<b>Bélarus</b>	6.11.1956
<b>Belgique</b>	10.12.1953	<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Bénin</b>	16.05.1968
<b>Bolivie</b>	15.11.1973	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Botswana</b>	22.12.1997
<b>Brésil</b>	18.11.1952	<b>Bulgarie</b>	8.06.1959	<b>Burkina Faso</b>	16.04.1962
<b>Burundi</b>	10.10.1997	<b>Cambodge</b>	23.08.1999	<b>Cameroun</b>	3.09.1962
<b>Cap-Vert</b>	3.04.1979	<b>République centrafricaine</b>	9.06.1964	<b>Chili</b>	1.02.1999
<b>Chypre</b>	24.05.1966	<b>Colombie</b>	16.11.1976	<b>Comores</b>	23.10.1978
<b>Congo</b>	26.11.1999	<b>Costa Rica</b>	2.06.1960	<b>Côte d'Ivoire</b>	5.05.1961
<b>Croatie</b>	8.10.1991	<b>Cuba</b>	29.04.1952	<b>Danemark</b>	15.08.1955
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>République dominicaine</b>	22.09.1953	<b>Dominique</b>	28.02.1983
<b>Egypte</b>	3.07.1954	<b>Equateur</b>	28.05.1959	<b>Erythrée</b>	22.02.2000
<b>Espagne</b>	20.04.1977	<b>Estonie</b>	22.03.1994	<b>Ethiopie</b>	4.06.1963
<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>Fidji</b>	19.04.1974	<b>Finlande</b>	22.12.1951
<b>France</b>	26.10.1951	<b>Gabon</b>	29.05.1961	<b>Gambie</b>	4.09.2000
<b>Géorgie</b>	22.06.1993	<b>Ghana</b>	2.07.1959	<b>Grèce</b>	30.03.1962
<b>Grenade</b>	9.07.1979	<b>Guatemala</b>	13.02.1952	<b>Guinée</b>	26.03.1959
<b>Guinée-Bissau</b>	21.02.1977	<b>Guinée équatoriale</b>	13.08.2001	<b>Guyana</b>	8.06.1966
<b>Haïti</b>	12.04.1957	<b>Honduras</b>	27.06.1956	<b>Hongrie</b>	6.06.1957
<b>Indonésie</b>	15.07.1957	<b>Iraq</b>	27.11.1962	<b>Irlande</b>	4.06.1955
<b>Islande</b>	15.07.1952	<b>Israël</b>	28.01.1957	<b>Italie</b>	13.05.1958
<b>Jamaïque</b>	26.12.1962	<b>Japon</b>	20.10.1953	<b>Jordanie</b>	12.12.1968
<b>Kazakhstan</b>	18.05.2001	<b>Kenya</b>	13.01.1964	<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992
<b>Kiribati</b>	3.02.2000	<b>Lesotho</b>	31.10.1966	<b>Lettonie</b>	27.01.1992
<b>Liban</b>	1.06.1977	<b>Libéria</b>	25.05.1962	<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	20.06.1962
<b>Lituanie</b>	26.09.1994	<b>Luxembourg</b>	3.03.1958	<b>Madagascar</b>	3.06.1998
<b>Malaisie</b>	5.06.1961	<b>Malawi</b>	22.03.1965	<b>Mali</b>	2.03.1964
<b>Malte</b>	4.01.1965	<b>Maroc</b>	20.05.1957	<b>Maurice</b>	2.12.1969
<b>Mauritanie</b>	3.12.2001	<b>République de Moldova</b>	12.08.1996	<b>Mongolie</b>	3.06.1969
<b>Mozambique</b>	23.12.1996	<b>Namibie</b>	3.01.1995	<b>Népal</b>	11.11.1996
<b>Nicaragua</b>	31.10.1967	<b>Niger</b>	23.03.1962	<b>Népal</b>	17.10.1960
<b>Norvège</b>	17.02.1955	<b>Nouvelle-Zélande</b>	9.06.2003	<b>Ouganda</b>	4.06.1963
<b>Ouzbékistan</b>	13.07.1992	<b>Pakistan</b>	26.05.1952	<b>Panama</b>	16.05.1966
<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>	1.05.1976	<b>Paraguay</b>	21.03.1966	<b>Pays-Bas</b>	22.12.1993
<b>Pérou</b>	13.03.1964	<b>Philippines</b>	29.12.1953	<b>Pologne</b>	25.02.1957
<b>Portugal</b>	1.07.1964	<b>République démocratique du Congo</b>	16.06.1969	<b>Roumanie</b>	26.11.1958
<b>Royaume-Uni</b>	30.06.1950	<b>Fédération de Russie</b>	10.08.1956	<b>Rwanda</b>	8.11.1988
<b>Sainte-Lucie</b>	14.05.1980	<b>Saint-Kitts-et-Nevis</b>	4.09.2000	<b>Saint-Marin</b>	19.12.1986
<b>Saint-Vincent-et-les Grenadines</b>	21.10.1998	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	17.06.1992	<b>Sénégal</b>	28.07.1961
<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Seychelles</b>	4.10.1999	<b>Sierra Leone</b>	13.06.1961

**Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949**

Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	13.12.1972	Suède	18.07.1950
Suisse	17.08.1999	Suriname	5.06.1996	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	15.05.1957	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	23.01.1952	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
République bolivarienne du Venezuela	19.12.1968	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.09.1996
Zimbabwe	27.08.1998				

**Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951**

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	2.06.1960
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	4.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	5.05.1971	Kenya	9.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Mexique	23.08.1952	République de Moldova	4.04.2003	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	5.07.1977
Sénégal	22.10.1962	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	5.04.1954	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	10.08.1965	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

**Dénonciation**

Royaume-Uni 9.06.1953  
 Dénoncée le 16.08.1994

**Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951**

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

162 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	3.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Bélarus	21.08.1956	Belgique	23.05.1952
Belize	22.06.1999	Bénin	16.05.1968	Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970	Canada	16.11.1972
Cap-Vert	16.10.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	20.09.1971
Chine	2.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	8.12.1997
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991
Cuba	13.01.1954	Danemark	22.06.1960	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960



## Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	14.03.1968
Grèce	6.06.1975	Grenade	25.10.1994	Guatemala	2.08.1961
Guinée	11.08.1967	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Guyana	13.06.1975	Haïti	4.03.1958	Honduras	9.08.1956
Hongrie	8.06.1956	Inde	25.09.1958	Indonésie	11.08.1958
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	28.08.1963	Irlande	18.12.1974
Islande	17.02.1958	Israël	9.06.1965	Italie	8.06.1956
Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967	Jordanie	22.09.1966
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967
Madagascar	10.08.1962	Malaisie	9.09.1997	Malawi	22.03.1965
Mali	12.07.1968	Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	3.12.2001	Mexique	23.08.1952
République de Moldova	23.03.2000	Mongolie	3.06.1969	Mozambique	6.06.1977
Népal	10.06.1976	Nicaragua	31.10.1967	Niger	9.08.1966
Nigéria	8.05.1974	Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	3.06.1983
Ouganda	2.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	11.10.2001
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	24.06.1964
Pays-Bas	16.06.1971	Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.10.1954	Portugal	20.02.1967	République démocratique du Congo	16.06.1969
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	15.06.1971	Fédération de Russie	30.04.1956
Rwanda	2.12.1980	Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Sénégal	22.10.1962	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999
Sierra Leone	15.11.1968	Singapour	30.05.2002	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	1.04.1993
Suède	20.06.1962	Suisse	25.10.1972	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	26.02.2002
Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	8.02.1999
Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	29.05.1997	Tunisie	11.10.1968
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	10.08.1956
Uruguay	16.11.1989	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Viet Nam	7.10.1997
Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989

## Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte	9.04.1956	Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	4.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	8.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pérou	1.02.1960	Pologne	8.10.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Sierra Leone	15.06.1961
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962				

## Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

## Dénonciation

Royaume-Uni 25.06.1956  
Dénoncée le 16.08.1994

## Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

<b>Allemagne</b>	5.01.1955	<b>Belgique</b>	20.03.1954	<b>Brésil</b>	25.04.1957
	Dénoncée le 1.10.1975		Dénoncée le 2.06.2003		Dénoncée le 23.09.1998
<b>Burkina Faso</b>	30.06.1969	<b>Cameroun</b>	25.05.1970	<b>Hongrie</b>	8.06.1956
	Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973		Dénoncée le 19.08.1998
<b>Italie</b>	8.06.1956	<b>Madagascar</b>	10.08.1962	<b>Norvège</b>	30.09.1954
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 22.06.1973
<b>Suède</b>	12.08.1953	<b>Uruguay</b>	18.03.1954		
	Dénoncée le 7.06.1978		Dénoncée le 2.06.1977		

## Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

41 ratifications

<b>Allemagne</b>	21.02.1958	<b>Autriche</b>	4.11.1969	<b>Barbade</b>	11.07.1972
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
<b>Belgique</b>	26.11.1959	<b>Bolivie</b>	31.01.1977	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d) ; 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
<b>Chypre</b>	3.09.1991	<b>Costa Rica</b>	16.03.1972	<b>Croatie</b>	8.10.1991
<i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>					
<b>Danemark</b>	15.08.1955	<b>Equateur</b>	25.10.1974	<b>Espagne</b>	29.06.1988
<i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>					
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>France</b>	14.06.1974	<b>Grèce</b>	16.06.1955
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>					
<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>					

## Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

<b>Irlande</b>	17.06.1968	<b>Islande</b>	20.02.1961	<b>Israël</b>	16.12.1955
<i>A accepté les parties III, IV et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>		<i>A accepté les parties V, VI et X.</i>	
<b>Italie</b>	8.06.1956	<b>Japon</b>	2.02.1976	<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	19.06.1975
<i>A accepté les parties V, VII et VIII.</i>		<i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
<b>Luxembourg</b>	31.08.1964	<b>Mauritanie</b>	15.07.1968	<b>Mexique</b>	12.10.1961
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.</i>	
<b>Niger</b>	9.08.1966	<b>Norvège</b>	30.09.1954	<b>Pays-Bas</b>	11.10.1962
<i>A accepté les parties V à VIII.</i>		<i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
<b>Pérou</b>	23.08.1961	<b>Pologne</b>	3.12.2003	<b>Portugal</b>	17.03.1994
<i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>		<i>A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>	
<b>République démocratique du Congo</b>	3.04.1987	<b>Royaume-Uni</b>	27.04.1954	<b>Sénégal</b>	22.10.1962
<i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II à V, VII et X.</i>		<i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993	<b>Slovénie</b>	29.05.1992
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
<b>Suède</b>	12.08.1953	<b>Suisse</b>	18.10.1977	<b>République tchèque</b>	1.01.1993
<i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
<b>Turquie</b>	29.01.1975	<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	5.11.1982		
<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>			

**Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952**

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.09.1955

40 ratifications

<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Bahamas</b>	14.06.2001	<b>Belize</b>	6.03.2000
<b>Bolivie</b>	15.11.1973	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Brésil</b>	18.06.1965
				<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>	
<b>Chili</b>	14.10.1994	<b>Croatie</b>	8.10.1991	<b>Equateur</b>	5.02.1962
<b>Espagne</b>	17.08.1965	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>Ghana</b>	27.05.1986
<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>					
<b>Grèce</b>	18.02.1983	<b>Guatemala</b>	13.06.1989	<b>Guinée équatoriale</b>	12.06.1985
<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	19.06.1975	<b>Luxembourg</b>	10.12.1969
<b>République de Moldova</b>	14.02.1997	<b>Mongolie</b>	3.06.1969	<b>Ouzbékistan</b>	13.07.1992
<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>	2.06.2000	<b>Pays-Bas</b>	18.09.1981	<b>Pologne</b>	10.03.1976
<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>					
<b>Portugal</b>	2.05.1985	<b>Fédération de Russie</b>	10.08.1956	<b>Saint-Marin</b>	23.09.1998
				<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>	
<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Slovénie</b>	29.05.1992	<b>Sri Lanka</b>	1.04.1993
<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993	<b>Ukraine</b>	14.09.1956	<b>Uruguay</b>	18.03.1954
<b>Zambie</b>	23.10.1979				

**Dénonciation**

**République bolivarienne du Venezuela** 10.08.1982  
Dénoncée le 28.10.1985

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)**

<b>Autriche</b>	4.12.1969	<b>Bélarus</b>	6.11.1956	<b>Cuba</b>	7.09.1954
	Dénoncée le 30.04.2004		Dénoncée le 10.02.2004		Dénoncée le 1.06.2004
<b>Hongrie</b>	8.06.1956	<b>Italie</b>	5.05.1971		
	Dénoncée le 4.11.2003		Dénoncée le 7.02.2001		

**Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955**

Adoptée à la 38e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.06.1958

26 ratifications

<b>Angola</b>	4.06.1976	<b>Brésil</b>	18.06.1965	<b>République centrafricaine</b>	9.06.1964
<b>Colombie</b>	4.03.1969	<b>Cuba</b>	15.08.1957	<b>République dominicaine</b>	10.02.1958
<b>Egypte</b>	18.12.1958	<b>El Salvador</b>	18.11.1958	<b>Equateur</b>	3.10.1969
<b>Guatemala</b>	14.06.1988	<b>Guinée-Bissau</b>	21.02.1977	<b>République islamique d'Iran</b>	13.04.1959
<b>Libéria</b>	25.05.1962	<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	20.06.1962	<b>Malawi</b>	22.03.1965
<b>Maroc</b>	27.03.1963	<b>Niger</b>	23.03.1962	<b>Nigéria</b>	25.10.1962
<b>Nouvelle-Zélande</b>	28.06.1956	<b>Panama</b>	19.06.1970	<b>Portugal</b>	12.04.1960
<b>Swaziland</b>	5.06.1981	<b>République arabe syrienne</b>	7.06.1957	<b>Thaïlande</b>	29.07.1964
<b>Tunisie</b>	17.12.1962	<b>Yémen</b>	22.08.1969		

**Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957**

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

165 ratifications

<b>Afghanistan</b>	16.05.1963	<b>Afrique du Sud</b>	5.03.1997	<b>Albanie</b>	27.02.1997
<b>Algérie</b>	12.06.1969	<b>Allemagne</b>	22.06.1959	<b>Angola</b>	4.06.1976
<b>Antigua-et-Barbuda</b>	2.02.1983	<b>Arabie saoudite</b>	15.06.1978	<b>Argentine</b>	18.01.1960
<b>Arménie</b>	17.12.2004	<b>Australie</b>	7.06.1960	<b>Autriche</b>	5.03.1958
<b>Azerbaïdjan</b>	9.08.2000	<b>Bahamas</b>	25.05.1976	<b>Bahreïn</b>	14.07.1998
<b>Bangladesh</b>	22.06.1972	<b>Barbade</b>	8.05.1967	<b>Bélarus</b>	25.09.1995
<b>Belgique</b>	23.01.1961	<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Bénin</b>	22.05.1961
<b>Bolivie</b>	11.06.1990	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	15.11.2000	<b>Botswana</b>	5.06.1997

**Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957**

Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999	Burkina Faso	25.08.1997
Burundi	11.03.1963	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Canada	14.07.1959	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	1.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	4.05.1959
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	5.03.1997	Cuba	2.06.1958
Danemark	17.01.1958	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	5.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	6.11.1967	Estonie	7.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	23.09.1996	Ghana	15.12.1958
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	9.12.1959
Guinée	11.07.1961	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haiti	4.03.1958	Honduras	4.08.1958
Hongrie	4.01.1994	Inde	18.05.2000	Indonésie	7.06.1999
République islamique d'Iran	13.04.1959	Iraq	15.06.1959	Irlande	11.06.1958
Islande	29.11.1960	Israël	10.04.1958	Italie	15.03.1968
Jamaïque	26.12.1962	Jordanie	31.03.1958	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	18.02.1999	Kiribati	3.02.2000
Koweït	21.09.1961	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Malawi	19.11.1999
Mali	28.05.1962	Malte	4.01.1965	Maroc	1.12.1966
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.04.1997	Mexique	1.06.1959
République de Moldova	10.03.1993	Mongolie	15.03.2005	Mozambique	6.06.1977
Namibie	15.11.2000	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958	Nouvelle-Zélande	14.06.1968
Oman	21.07.2005	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997
Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959	Pérou	6.12.1960
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	3.08.1998	Royaume-Uni	30.12.1957
Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	28.07.1961	Serbie-et-Monténégro	10.07.2003
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	29.09.1997
Slovénie	24.06.1997	Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	7.01.2003	Suède	2.06.1958	Suisse	18.07.1958
Suriname	15.06.1976	Swaziland	28.02.1979	République arabe syrienne	23.10.1958
Tadjikistan	23.09.1999	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961
République tchèque	6.08.1996	Thaïlande	2.12.1969	Togo	10.07.1999
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.01.1959	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.12.2000	Uruguay	22.11.1968
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965
Zimbabwe	27.08.1998				

**Dénonciation**

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 10.01.1990		Dénoncée le 19.04.1979

**Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957**

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.03.1959

62 ratifications

## Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

<b>Afghanistan</b>	16.05.1963	<b>Angola</b>	4.06.1976	<b>Arabie saoudite</b>	15.06.1978
<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Bangladesh</b>	22.06.1972	<b>Bélarus</b>	26.02.1968
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>			
<b>Bolivie</b>	15.11.1973	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Brésil</b>	18.06.1965
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a), c) et d).</i>	
<b>Bulgarie</b>	22.07.1960	<b>Cameroun</b>	13.05.1988	<b>Chypre</b>	20.12.1966
<b>Colombie</b>	4.03.1969	<b>Comores</b>	23.10.1978	<b>Costa Rica</b>	4.05.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
<b>Croatie</b>	8.10.1991	<b>Cuba</b>	2.06.1958	<b>Danemark</b>	17.01.1958
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>	
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>République dominicaine</b>	23.06.1958	<b>Egypte</b>	23.10.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
<b>Equateur</b>	3.10.1969	<b>Espagne</b>	5.05.1971	<b>Ethiopie</b>	28.01.1991
<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>France</b>	5.05.1971	<b>Gabon</b>	26.04.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
<b>Ghana</b>	15.12.1958	<b>Grèce</b>	28.08.1981	<b>Guatemala</b>	9.12.1959
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>	
<b>Guinée-Bissau</b>	21.02.1977	<b>Haïti</b>	4.03.1958	<b>Honduras</b>	20.06.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
<b>Indonésie</b>	23.08.1972	<b>République islamique d'Iran</b>	22.01.1968	<b>Iraq</b>	5.07.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
<b>Israël</b>	19.06.1961	<b>Italie</b>	12.08.1963	<b>Jordanie</b>	23.07.1979
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 b), c) et d).</i>					
<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Koweït</b>	21.09.1961	<b>Lettonie</b>	8.03.1993
<b>Liban</b>	1.06.1977	<b>Malte</b>	9.06.1988	<b>Maroc</b>	22.07.1974
<b>Mexique</b>	1.06.1959	<b>Pakistan</b>	15.02.1960	<b>Paraguay</b>	21.03.1966
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>			
<b>Pays-Bas</b>	2.05.2001	<b>Pérou</b>	11.07.1988	<b>Portugal</b>	24.10.1960
<b>Fédération de Russie</b>	22.09.1967	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	17.06.1992	<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>	

**Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957**

<b>Slovénie</b>	29.05.1992	<b>Sri Lanka</b>	27.10.1983	<b>Suriname</b>	15.06.1976
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
<b>République arabe syrienne</b>	23.10.1958	<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993	<b>Tunisie</b>	28.05.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
<b>Ukraine</b>	19.06.1968	<b>Uruguay</b>	28.06.1973		

**Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957**

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.06.1959

27 ratifications

<b>Angola</b>	4.06.1976	<b>Bangladesh</b>	22.06.1972	<b>Belgique</b>	19.11.1958
<b>Cuba</b>	2.06.1958	<b>République dominicaine</b>	23.06.1958	<b>Egypte</b>	14.01.1959
<b>El Salvador</b>	18.11.1958	<b>Ghana</b>	15.12.1958	<b>Guinée-Bissau</b>	21.02.1977
<b>Haïti</b>	4.03.1958	<b>Inde</b>	29.09.1958	<b>Iraq</b>	16.07.1986
<b>Malawi</b>	22.03.1965	<b>Pakistan</b>	15.02.1960	<b>Panama</b>	4.06.1971
<b>Portugal</b>	22.11.1960	<b>République arabe syrienne</b>	14.01.1959	<b>Tunisie</b>	17.12.1962

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)**

<b>Argentine</b>	18.01.1960	<b>Bolivie</b>	12.01.1965	<b>Brésil</b>	18.06.1965
	Dénoncée le 3.07.2000		Dénoncée le 11.12.1991		Dénoncée le 25.07.2002
<b>Colombie</b>	4.03.1969	<b>Costa Rica</b>	4.05.1959	<b>Equateur</b>	3.10.1969
	Dénoncée le 7.08.1991		Dénoncée le 2.04.1993		Dénoncée le 15.05.1998
<b>Mexique</b>	1.06.1959	<b>Paraguay</b>	20.02.1969	<b>Pérou</b>	6.12.1960
	Dénoncée le 5.09.1990		Dénoncée le 10.08.1993		Dénoncée le 2.02.1994

**Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958**

Adoptée à la 41e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

<b>Algérie</b>	13.08.1991	<b>Angola</b>	4.06.1976	<b>Antigua-et-Barbuda</b>	2.02.1983
<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Barbade</b>	8.05.1967	<b>Bélarus</b>	28.02.1994
<b>Belize</b>	15.12.1983	<b>Brésil</b>	5.11.1963	<b>Bulgarie</b>	26.01.1977
<b>Cameroun</b>	29.11.1982	<b>Canada</b>	31.05.1967	<b>Cuba</b>	30.12.1975
<b>Danemark</b>	26.10.1970	<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>Dominique</b>	28.02.1983
<b>Espagne</b>	5.05.1971	<b>Estonie</b>	11.12.1996	<b>Fidji</b>	19.04.1974
<b>Finlande</b>	26.10.1970	<b>Ghana</b>	19.02.1960	<b>Grèce</b>	9.10.1963
<b>Grenade</b>	9.07.1979	<b>Guatemala</b>	28.11.1960	<b>Guinée-Bissau</b>	21.02.1977
<b>Guyana</b>	8.06.1966	<b>Honduras</b>	20.06.1960	<b>Iles Salomon</b>	6.08.1985
<b>Inde</b>	17.01.2005	<b>République islamique d'Iran</b>	13.03.1967	<b>Iraq</b>	23.09.1986
<b>Irlande</b>	17.06.1961	<b>Islande</b>	26.10.1970	<b>Italie</b>	12.08.1963
<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Lettonie</b>	8.03.1993	<b>Libéria</b>	8.07.1981
<b>Lituanie</b>	19.11.1997	<b>Luxembourg</b>	15.02.1991	<b>Malte</b>	4.01.1965
<b>Maroc</b>	15.10.2001	<b>Maurice</b>	2.12.1969	<b>Mexique</b>	11.09.1961
<b>République de Moldova</b>	23.03.2000	<b>Norvège</b>	26.10.1970	<b>Panama</b>	19.06.1970
<b>Pologne</b>	15.03.1993	<b>Portugal</b>	3.08.1967	<b>Roumanie</b>	20.09.1976
<b>Royaume-Uni</b>	18.02.1964	<b>Fédération de Russie</b>	4.11.1969	<b>Sainte-Lucie</b>	14.05.1980
<i>Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.</i>					
<b>Saint-Vincent-et-les Grenadines</b>	21.10.1998	<b>Seychelles</b>	6.02.1978	<b>Slovénie</b>	30.01.2003
<b>Sri Lanka</b>	24.11.1995	<b>Suède</b>	26.10.1970	<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993
<b>Tanzanie - Tanganyika</b>	26.11.1962	<b>République tchèque</b>	6.08.1996	<b>Tunisie</b>	26.10.1959
<b>Turquie</b>	7.02.2005	<b>Ukraine</b>	17.06.1970	<b>Uruguay</b>	28.06.1973

**Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958****Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)**

France 8.06.1967  
Dénoncée le 27.04.2004

**Convention (n° 110) sur les plantations, 1958**

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	30.12.1958	Equateur	3.10.1969
		<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>			
Guatemala	4.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	1.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
				<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>	
Uruguay	28.06.1973				
		<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>			

**Dénonciation**

Brésil 1.03.1965 Libéria 22.07.1959  
Dénoncée le 28.08.1970 Dénoncée le 22.01.1971

**Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958**

Adopté à la 68e session de la CIT

2 ratifications

Cuba 11.01.1984 Uruguay 17.12.1984

**Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958**

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

163 ratifications

Afghanistan	1.10.1969	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Bélarus	4.08.1961
Belgique	22.03.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	22.05.1961
Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997
Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	25.06.1993	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.05.1988
Canada	26.11.1964	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	20.09.1971	Chypre	2.02.1968	Colombie	4.03.1969
Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999	République de Corée	4.12.1998
Costa Rica	1.03.1962	Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991
Cuba	26.08.1965	Danemark	22.06.1960	Djibouti	28.02.2005
République dominicaine	13.07.1964	Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001	Equateur	10.07.1962
Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967	Estonie	17.08.2005
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	4.04.1961
Grèce	7.05.1984	Grenade	14.05.2003	Guatemala	11.10.1960
Guinée	1.09.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	13.06.1975	Haïti	9.11.1976	Honduras	20.06.1960
Hongrie	20.06.1961	Inde	3.06.1960	Indonésie	7.06.1999
République islamique d'Iran	30.06.1964	Iraq	15.06.1959	Irlande	22.04.1999
Islande	29.07.1963	Israël	12.01.1959	Italie	12.08.1963



**Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958**

Jamaïque	10.01.1975	Jordanie	4.07.1963	Kazakhstan	6.12.1999
Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	1.12.1966
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	22.07.1959	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	1.07.1968	Maroc	27.03.1963
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	11.09.1961
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Mozambique	6.06.1977
Namibie	13.11.2001	Népal	19.09.1974	Nicaragua	31.10.1967
Niger	23.03.1962	Nigéria	2.10.2002	Norvège	24.09.1959
Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	24.01.1961	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	15.03.1973	Pérou	10.08.1970
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.05.1961	Portugal	19.11.1959
Qatar	18.08.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	6.06.1973
Royaume-Uni	8.06.1999	Fédération de Russie	4.05.1961	Rwanda	2.02.1981
Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	13.11.1967
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	8.12.1961
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.11.1998	Suède	20.06.1962
Suisse	13.07.1961	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	10.05.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966
République tchèque	1.01.1993	Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	26.11.1970
Tunisie	14.09.1959	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967
Ukraine	4.08.1961	Uruguay	16.11.1989	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971
Viet Nam	7.10.1997	Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979
Zimbabwe	23.06.1999				

**Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959**

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	2.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	9.08.1961
Pérou	4.04.1962	Suriname	15.06.1976		

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	8.05.1963
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.04.1988
Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	5.02.1971
	Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	27.02.1962	Espagne	7.08.1961	France	8.06.1967
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 13.07.1990
Guinée	7.11.1960	Israël	19.06.1961	Italie	5.05.1971
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981
Kenya	9.02.1971	Norvège	22.01.1963	Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966	Fédération de Russie	4.05.1961
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 3.05.1979
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	28.06.1973
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

**Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959**

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

**Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959**

Allemagne	8.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	8.05.1963
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	1.03.1965	Bulgarie	2.03.1961
Costa Rica	29.12.1964	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Equateur	10.03.1969	Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	8.06.1967	Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	16.05.1960	Norvège	5.12.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.01.1980	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.01.1963
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

**Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959**

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

**22 ratifications**

Allemagne	1.07.1964	Belgique	8.05.1963	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Chypre	20.12.1966	Costa Rica	29.12.1964	Equateur	5.04.1978
Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967
Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960	Italie	10.04.1962
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	8.08.1980	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	20.12.1974
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.01.1963
Uruguay	28.06.1973				

**Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960**

Adoptée à la 44e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

**47 ratifications**

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	8.05.1967	Bélarus	26.02.1968	Belgique	2.07.1965
Belize	15.12.1983	Brésil	5.09.1966	Chili	14.10.1994
Danemark	7.02.1974	Djibouti	3.08.1978	Egypte	18.03.1964
Equateur	9.03.1970	Espagne	17.07.1962	Finlande	16.10.1978
France	18.11.1971	Ghana	7.11.1961	Grèce	4.06.1982
Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966	Hongrie	8.06.1968
Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962	Italie	5.05.1971
Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	6.12.1977	Mexique	19.10.1983	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	17.06.1961	Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	29.11.1966
Pologne	23.12.1964	Portugal	17.03.1994	Royaume-Uni	9.03.1962
Fédération de Russie	22.09.1967	Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	18.06.1986
Suède	12.04.1961	Suisse	29.05.1963	République arabe syrienne	15.01.1964
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Turquie	15.11.1968
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	22.09.1992		

**Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961**

Adoptée à la 45e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.02.1962

**76 ratifications**

Afrique du Sud	9.08.1963	Allemagne	7.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	11.03.1970	Bolivie	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	5.09.1966	Bulgarie	3.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	République centrafricaine	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	4.03.1969	Côte d'Ivoire	2.01.1963
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Danemark	10.07.1962

**Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961**

Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	1.06.1964
France	8.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	4.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	4.03.1964	Madagascar	1.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	3.11.1966
Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962	Norvège	22.01.1963
Nouvelle-Zélande	1.03.1963	Pakistan	17.11.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964	Pologne	22.04.1964
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	9.04.1965	Royaume-Uni	9.03.1962
Fédération de Russie	4.11.1969	Sénégal	13.11.1967	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	26.04.1974
Suède	3.04.1962	Suisse	5.11.1962	République arabe syrienne	10.08.1965
Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	5.02.1962	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962	Turquie	2.09.1968
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964
Viet Nam	3.10.1994				

**Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962**

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
République centrafricaine	9.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	3.10.1969
Espagne	8.05.1973	Géorgie	21.10.1997	Ghana	18.06.1964
Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	4.01.1966	Jordanie	7.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	1.06.1964	Malte	9.06.1988
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	4.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	6.06.1973	Sénégal	13.11.1967
Soudan	22.10.1970	République arabe syrienne	11.12.1964	Tunisie	14.04.1970
République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983	Zambie	2.12.1964		

**Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962**

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969	Cap-Vert	8.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
République centrafricaine	8.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	9.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	

## Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

<b>Guatemala</b> <i>A accepté la branche c)</i>	4.11.1963	<b>Guinée</b> <i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>	11.08.1967	<b>Inde</b> <i>A accepté les branches a) à c)</i>	19.08.1964
<b>Iraq</b> <i>A accepté les branches a) à g)</i>	28.04.1978	<b>Irlande</b> <i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>	26.11.1964	<b>Israël</b> <i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	9.06.1965
<b>Italie</b> <i>A accepté les branches a) à i)</i>	5.05.1967	<b>Jordanie</b> <i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>	7.03.1963	<b>Kenya</b> <i>A accepté les branches d) à f)</i>	9.02.1971
<b>Jamahiriya arabe libyenne</b> <i>A accepté les branches a) à i)</i>	19.06.1975	<b>Madagascar</b> <i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>	22.06.1964	<b>Mauritanie</b> <i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	15.07.1968
<b>Mexique</b> <i>A accepté les branches a) à g)</i>	6.01.1978	<b>Norvège</b> <i>A accepté les branches f) et i)</i>	28.08.1963	<b>Pakistan</b> <i>A accepté les branches c) et g)</i>	27.03.1969
<b>Philippines</b> <i>A accepté les branches a) à g)</i>	26.04.1994	<b>République démocratique du Congo</b> <i>A accepté les branches d), e) et g)</i>	1.11.1967	<b>Rwanda</b> <i>A accepté les branches d) à g)</i>	21.09.1989
<b>Suède</b> <i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>	25.04.1963	<b>Suriname</b> <i>A accepté la branche g)</i>	15.06.1976	<b>République arabe syrienne</b> <i>A accepté les branches d) à g)</i>	18.11.1963
<b>Tunisie</b> <i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	20.09.1965	<b>Turquie</b> <i>A accepté les branches a) à g)</i>	25.06.1974	<b>Uruguay</b> <i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	22.02.1983
<b>République bolivarienne du Venezuela</b> <i>A accepté les branches a) à g)</i>	5.11.1982				

## Dénonciation

**Pays-Bas** 3.07.1964  
Dénoncée le 20.12.2004

## Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

50 ratifications

<b>Algérie</b>	12.06.1969	<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Bélarus</b>	11.03.1970
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Brésil</b>	16.04.1992	<b>République centrafricaine</b>	9.06.1964
<b>Chypre</b>	29.03.1965	<b>Congo</b>	23.11.1964	<b>Croatie</b>	8.10.1991
<b>Danemark</b>	22.12.1989	<b>République dominicaine</b>	9.03.1965	<b>Equateur</b>	3.10.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>					
<b>Espagne</b>	30.11.1971	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>Finlande</b>	15.08.1969
<b>Ghana</b>	18.03.1965	<b>Guatemala</b>	26.02.1964	<b>Guinée</b>	12.12.1966
<b>Iraq</b>	6.03.1987	<b>Italie</b>	5.05.1971	<b>Japon</b>	31.07.1973
<b>Jordanie</b>	4.05.1964	<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Koweït</b>	23.11.1964
<b>Lettonie</b>	8.03.1993	<b>Madagascar</b>	1.06.1964	<b>Malaisie</b>	6.06.1974
<b>Malte</b>	9.06.1988	<b>Maroc</b>	22.07.1974	<b>République de Moldova</b>	4.04.2003
<b>Nicaragua</b>	1.10.1981	<b>Niger</b>	23.11.1964	<b>Norvège</b>	10.12.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>					
<b>Panama</b>	15.07.1971	<b>Paraguay</b>	10.07.1967	<b>Pologne</b>	3.02.1977
<b>République démocratique du Congo</b>	5.09.1967	<b>Fédération de Russie</b>	4.11.1969	<b>Saint-Marin</b>	19.04.1988
<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Sierra Leone</b>	21.04.1964	<b>Slovénie</b>	29.05.1992
<b>Suède</b>	29.12.1964	<b>Suisse</b>	16.06.1992	<b>République arabe syrienne</b>	10.06.1965
<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>					
<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993	<b>Tunisie</b>	14.04.1970	<b>Turquie</b>	13.11.1967
<b>Ukraine</b>	17.06.1970	<b>Uruguay</b>	2.06.1977		

**Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964**

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

49 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	5.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	26.02.1968	Belgique	17.05.1978	Bolivie	31.01.1977
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	29.03.1965	Costa Rica	27.01.1966
Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	3.08.1978
Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970	Finlande	23.09.1968
France	6.04.1972	Ghana	21.11.1966	Guatemala	21.10.1975
Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969	Iraq	6.03.1987
Italie	5.05.1971	Japon	21.06.1993	Jordanie	11.03.1965
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977
Madagascar	21.11.1966	Mexique	18.06.1968	Norvège	6.06.1966
Panama	19.06.1970	Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968
Portugal	24.02.1983	République démocratique du Congo	5.09.1967	Royaume-Uni	21.04.1967
Fédération de Russie	22.09.1967	Sénégal	25.04.1966	Slovaquie	1.01.1993
Suède	11.06.1965	Suisse	18.02.1966	République arabe syrienne	10.06.1965
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	14.04.1970
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	6.09.1995	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971
Viet Nam	3.10.1994				

**Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]**

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

23 ratifications

Allemagne	1.03.1972	Belgique	22.04.1970	Bolivie	31.01.1977
				<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>			
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	9.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	7.06.1974	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Pays-Bas	2.08.1966	République démocratique du Congo	5.09.1967	Sénégal	25.04.1966
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	17.06.1969
Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982		
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66<sup>ème</sup> session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

## Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48<sup>e</sup> session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

95 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969	Autriche	27.07.1972
Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976	Bélarus	26.02.1968
Belgique	8.07.1969	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1969	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	Chili	24.10.1968	Chine	17.12.1997
Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978	République de Corée	9.12.1992
Costa Rica	27.01.1966	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	17.06.1970	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	29.03.2001
El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972	Espagne	28.12.1970
Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.09.1968
France	5.08.1971	Géorgie	22.06.1993	Grèce	7.05.1984
Guatemala	14.09.1988	Guinée	12.12.1966	Honduras	9.06.1980
Hongrie	18.06.1969	Inde	17.11.1998	République islamique d'Iran	10.06.1972
Iraq	2.03.1970	Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990
Israël	26.01.1970	Italie	5.05.1971	Jamaïque	10.01.1975
Japon	10.06.1986	Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	6.12.1999
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	3.03.2004	Madagascar	21.11.1966
Maroc	11.05.1979	Mauritanie	30.07.1971	République de Moldova	12.08.1996
Mongolie	24.11.1976	Mozambique	23.12.1996	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	6.06.1966	Nouvelle-Zélande	15.07.1965	Ouganda	23.06.1967
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	9.01.1967	Pérou	27.07.1967
Philippines	13.01.1976	Pologne	24.11.1966	Portugal	9.01.1981
Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	27.06.1966	Fédération de Russie	22.09.1967
Sénégal	25.04.1966	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Suède	11.06.1965
Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	17.02.1966	Turquie	13.12.1977
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	2.06.1977	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
Yémen	30.01.1989	Zambie	23.10.1979		

## Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49<sup>e</sup> session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Australie	12.12.1971	Bolivie	31.01.1977
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Cameroun	6.11.1970	Chypre	11.04.1967	Equateur	10.03.1969
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Espagne	6.11.1967	Gabon	18.10.1968	Inde	20.03.1975
<i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Malaisie	6.06.1974	Mexique	29.08.1968	Mongolie	3.12.1981
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Nigéria	14.05.1974	Ouganda	23.06.1967	Paraguay	10.10.1968
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Rwanda	1.06.1970	Slovaquie	1.01.1993	Swaziland	5.06.1981
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	

**Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965**

<b>République arabe syrienne</b> <i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>	26.06.1972	<b>République tchèque</b> <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	1.01.1993	<b>Turquie</b> <i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	8.12.1992
<b>Viet Nam</b> <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	20.02.1995				

**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

<b>Bélarus</b>	11.03.1970	<b>Belgique</b>	17.05.1978	<b>Bulgarie</b>	3.10.1969
	Dénoncée le 13.08.1980		Dénoncée le 6.03.1989		Dénoncée le 23.04.1980
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>France</b>	18.11.1971	<b>Hongrie</b>	8.06.1968
	Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 28.05.1998
<b>Italie</b>	5.05.1971	<b>Jordanie</b>	6.06.1966	<b>Kenya</b>	20.06.1968
	Dénoncée le 27.11.1981		Dénoncée le 23.03.1998		Dénoncée le 9.04.1979
<b>Madagascar</b>	23.10.1967	<b>Panama</b>	24.09.1970	<b>Pays-Bas</b>	8.04.1969
	Dénoncée le 8.06.2005		Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976
<b>Pologne</b>	30.09.1969	<b>Fédération de Russie</b>	4.11.1969	<b>Suisse</b>	10.11.1966
	Dénoncée le 21.08.2000		Dénoncée le 25.07.1980		Dénoncée le 17.08.1999
<b>Thaïlande</b>	5.04.1968	<b>Tunisie</b>	24.07.1967	<b>Ukraine</b>	17.06.1970
	Dénoncée le 11.05.2004		Dénoncée le 20.11.2000		Dénoncée le 30.07.1980
<b>Zambie</b>	3.04.1967				
	Dénoncée le 13.10.1999				

**Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965**

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

<b>Argentine</b>	20.06.1985	<b>Autriche</b>	8.12.1971	<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992
<b>Bélarus</b>	11.03.1970	<b>Belgique</b>	6.05.1977	<b>Bolivie</b>	31.01.1977
<b>Brésil</b>	21.08.1970	<b>Bulgarie</b>	3.10.1969	<b>Chypre</b>	18.01.1967
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>Equateur</b>	10.03.1969	<b>Espagne</b>	30.11.1971
<b>Finlande</b>	23.09.1968	<b>France</b>	5.08.1971	<b>Gabon</b>	18.10.1968
<b>Grèce</b>	28.08.1981	<b>Guatemala</b>	13.06.1989	<b>Hongrie</b>	8.06.1968
<b>Irlande</b>	10.06.1985	<b>Italie</b>	5.05.1971	<b>Jordanie</b>	6.06.1966
<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Madagascar</b>	23.10.1967	<b>Malte</b>	9.06.1988
<b>Mexique</b>	29.08.1968	<b>Ouganda</b>	23.06.1967	<b>Panama</b>	19.06.1970
<b>Paraguay</b>	10.07.1967	<b>Pays-Bas</b>	8.04.1969	<b>Pologne</b>	26.06.1968
<b>Portugal</b>	2.05.1985	<b>Royaume-Uni</b>	13.12.1966	<b>Fédération de Russie</b>	4.11.1969
<b>Slovaquie</b>	1.01.1993	<b>République arabe syrienne</b>	18.08.1972	<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993
<b>République tchèque</b>	1.01.1993	<b>Tunisie</b>	3.05.1967	<b>Ukraine</b>	17.06.1970
<b>Viet Nam</b>	3.10.1994	<b>Zambie</b>	10.03.1967		

**Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966**

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

<b>Allemagne</b>	18.11.1988	<b>Belgique</b>	22.07.1969	<b>Brésil</b>	21.08.1970
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>France</b>	2.04.1970	<b>Panama</b>	19.06.1970
<b>Sénégal</b>	15.07.1968	<b>Sierra Leone</b>	6.11.1967	<b>République arabe syrienne</b>	6.05.1969
<b>Trinité-et-Tobago</b>	14.12.1972				

**Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966**

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.11.1968

22 ratifications

<b>Allemagne</b>	14.08.1974	<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Belgique</b>	22.07.1969
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Brésil</b>	12.04.1994	<b>Danemark</b>	6.06.1978
<b>Djibouti</b>	3.08.1978	<b>Espagne</b>	8.11.1968	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991

**Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966**

France	18.11.1971	Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Norvège	6.07.1967	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	12.05.1976
Royaume-Uni	13.08.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	6.11.1967	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

**Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967**

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

25 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	3.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	5.05.1971	Liban	1.06.1977
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	4.01.1971	Malte	9.06.1988
République de Moldova	9.12.1997	Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970
Pologne	2.05.1973	Portugal	2.10.1985	Roumanie	28.10.1975
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1975
République bolivarienne du Venezuela	1.02.1984				

**Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967**

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.11.1969

16 ratifications

Allemagne	15.01.1971	Autriche	4.11.1969	Barbade	15.09.1972
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>		<i>A accepté les parties II et III.</i>	
Bolivie	31.01.1977	Chypre	7.01.1969	Equateur	5.04.1978
<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>		<i>A accepté la partie IV.</i>		<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	
Finlande	13.01.1976	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Norvège	1.11.1968
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Pays-Bas	27.10.1969	Slovaquie	1.01.1993	Suède	26.07.1968
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Suisse	13.09.1977	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	28.06.1973
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
République bolivarienne du Venezuela	1.12.1983				
<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>					



**Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969**

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

43 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985	Azerbaïdjan	9.08.2000
Belgique	8.09.1997	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976	Costa Rica	16.03.1972
Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991	Danemark	30.11.1972
Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995	Espagne	5.05.1971
Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	3.09.1974
France	28.12.1972	Guatemala	20.05.1994	Guyana	19.01.1971
Hongrie	4.01.1994	Italie	23.06.1981	Kazakhstan	6.07.2001
Kenya	9.04.1979	Lettonie	25.07.1994	Madagascar	21.12.1971
		<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>			
Malawi	20.07.1971	Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979
République de Moldova	9.12.1997	Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973
Pologne	2.06.1995	Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	14.05.1970
République arabe syrienne	18.04.1972	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973
Zimbabwe	16.09.1993				

**Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969**

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

14 ratifications

Allemagne	8.08.1974	Bolivie	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Danemark	6.06.1978	Equateur	5.04.1978	Finlande	3.09.1974
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	3.07.1980	Norvège	15.02.1972
Slovaquie	1.01.1993	Suède	14.05.1970	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982		

**Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970**

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

47 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	4.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	6.07.1973	Chili	13.09.1999	République de Corée	27.12.2001
Costa Rica	8.06.1979	Cuba	5.01.1972	Egypte	12.05.1976
El Salvador	15.06.1995	Equateur	2.12.1970	Espagne	30.11.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972	Guatemala	14.06.1988
Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974	Japon	29.04.1971
Kenya	9.04.1979	Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977

**Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970**

<b>Jamahiriya arabe libyenne</b>	27.05.1971	<b>Lituanie</b>	26.09.1994	<b>Malte</b>	9.06.1988
<b>Mexique</b>	18.04.1973	<b>République de Moldova</b>	23.03.2000	<b>Népal</b>	19.09.1974
<b>Nicaragua</b>	1.03.1976	<b>Niger</b>	24.04.1980	<b>Pays-Bas</b>	10.10.1973
<b>Portugal</b>	24.02.1983	<b>Roumanie</b>	28.10.1975	<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000
<b>Slovénie</b>	29.05.1992	<b>Sri Lanka</b>	17.03.1975	<b>Swaziland</b>	5.06.1981
<b>République arabe syrienne</b>	18.04.1972	<b>République-Unie de Tanzanie</b>	30.05.1983	<b>Uruguay</b>	2.06.1977
<b>Yémen</b>	29.07.1976	<b>Zambie</b>	20.06.1972		

**Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970**

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

33 ratifications

<b>Allemagne</b>	1.10.1975	<b>Belgique</b>	2.06.2003	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Brésil</b>	23.09.1998	<b>Burkina Faso</b>	12.07.1974	<b>Cameroun</b>	7.08.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Croatie</b>	8.10.1991	<b>Espagne</b>	30.06.1972	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Finlande</b>	15.01.1990	<b>Guinée</b>	2.06.1977	<b>Hongrie</b>	19.08.1998
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Iraq</b>	19.02.1974	<b>Irlande</b>	20.06.1974	<b>Italie</b>	28.07.1981
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Kenya</b>	9.04.1979	<b>Lettonie</b>	10.06.1994	<b>Luxembourg</b>	1.10.1979
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Madagascar</b>	8.02.1972	<b>Malte</b>	9.06.1988	<b>République de Moldova</b>	27.01.1998
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Norvège</b>	22.06.1973	<b>Portugal</b>	17.03.1981	<b>Rwanda</b>	13.05.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Slovénie</b>	29.05.1992	<b>Suède</b>	7.06.1978
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Suisse</b>	9.07.1992	<b>Tchad</b>	15.12.2000	<b>République tchèque</b>	23.08.1996
<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
<b>Ukraine</b>	25.10.2001	<b>Uruguay</b>	2.06.1977	<b>Yémen</b>	1.11.1976
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

**Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970**

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

**31 ratifications**

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Brésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972
Danemark	10.07.2003	Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972
Grèce	24.09.1986	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Italie	23.06.1981	Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993
Libéria	8.05.1978	Luxembourg	30.11.2005	République de Moldova	12.12.2005
Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pays-Bas	8.01.1985	Pologne	9.10.1975	Roumanie	11.10.2000
Royaume-Uni	26.03.1981	Fédération de Russie	27.08.1990	Suède	17.02.1972
Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005	Ukraine	24.08.1993
Uruguay	2.06.1977				

**Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970**

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

**29 ratifications**

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005
Brésil	25.07.1996	Costa Rica	8.06.1979	Danemark	28.07.1980
Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974
France	27.02.1978	Grèce	8.06.1977	Guinée	26.05.1977
Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981	Japon	3.07.1978
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	2.05.1974
Nigéria	12.06.1973	Norvège	9.03.1976	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pologne	26.06.1980	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	5.10.1987
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Turquie	17.03.2005	Uruguay	2.06.1977		

**Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971**

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

**77 ratifications**

Albanie	18.08.2004	Allemagne	26.09.1973	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arménie	29.07.1994	Australie	26.02.1993	Autriche	6.08.1973
Azerbaïdjan	12.08.1993	Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999
Bénin	11.06.2001	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990
Burkina Faso	21.05.1974	Burundi	10.10.1997	Cameroun	5.04.1976
Chili	13.09.1999	Chypre	3.01.1996	République de Corée	27.12.2001
Costa Rica	7.12.1977	Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991
Cuba	17.11.1972	Danemark	6.06.1978	Dominique	6.01.2004
Egypte	25.03.1982	Espagne	21.12.1972	Estonie	7.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972
Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	9.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	9.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	9.06.1988	Maroc	5.04.2002	Mexique	2.05.1974
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	8.10.1996	Nicaragua	1.10.1981
Niger	5.04.1972	Norvège	24.11.1976	Ouzbékistan	15.12.1997
Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	9.06.1977	Portugal	31.05.1976
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	28.10.1975	Royaume-Uni	15.03.1973
Rwanda	8.11.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	24.08.1976
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	16.11.1976
Suède	11.08.1972	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	6.03.1975

**Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971**

République-Unie de Tanzanie	19.08.1983	Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000
Turquie	12.07.1993	Ukraine	3.09.2003	Yémen	29.07.1976
Zambie	24.05.1973	Zimbabwe	27.08.1998		

**Convention (n° 136) sur le benzène, 1971**

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

36 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Equateur	27.03.1975	Espagne	8.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974	Nicaragua	1.10.1981
Roumanie	6.11.1975	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suisse	25.03.1975	République arabe syrienne	7.02.1977
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	2.06.1977	Zambie	24.05.1973

**Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973**

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	3.07.1975	Cuba	7.01.1975	Egypte	4.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	9.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	9.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pays-Bas	14.09.1976
Pologne	22.02.1979	Portugal	9.01.1981	Roumanie	28.10.1975
Fédération de Russie	14.07.2004	Suède	24.07.1974	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Uruguay	31.07.1980				

**Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973**

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

142 ratifications

<b>Afrique du Sud</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.03.2000	<b>Albanie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.02.1998	<b>Algérie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	30.04.1984
<b>Allemagne</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.04.1976	<b>Angola</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2001	<b>Antigua-et-Barbuda</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	17.03.1983
<b>Argentine</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.11.1996	<b>Autriche</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2000	<b>Azerbaïdjan</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.05.1992
<b>Bahamas</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2001	<b>Barbade</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.01.2000	<b>Bélarus</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979
<b>Belgique</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.04.1988	<b>Belize</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.03.2000	<b>Bénin</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.2001
<b>Bolivie</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.1997	<b>Bosnie-Herzégovine</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1993	<b>Botswana</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	5.06.1997
<b>Brésil</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.06.2001	<b>Bulgarie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.04.1980	<b>Burkina Faso</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.02.1999
<b>Burundi</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.07.2000	<b>Cambodge</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.08.1999	<b>Cameroun</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.08.2001
<b>République centrafricaine</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	28.06.2000	<b>Chili</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	1.02.1999	<b>Chine</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.04.1999

## Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

<b>Chypre</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1997	<b>Colombie</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.02.2001	<b>Comores</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.03.2004
<b>Congo</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	26.11.1999	<b>République de Corée</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.01.1999	<b>Costa Rica</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.06.1976
<b>Côte d'Ivoire</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.02.2003	<b>Croatie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.10.1991	<b>Cuba</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.1975
<b>Danemark</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.11.1997	<b>Djibouti</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.06.2005	<b>République dominicaine</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.1999
<b>Dominique</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	27.09.1983	<b>Egypte</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1999	<b>El Salvador</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.01.1996
<b>Emirats arabes unis</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1998	<b>Equateur</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.09.2000	<b>Erythrée</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	22.02.2000
<b>Espagne</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.05.1977	<b>Ethiopie</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.05.1999	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.11.1991
<b>Fidji</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.01.2003	<b>Finlande</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.01.1976	<b>France</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	13.07.1990
<b>Gambie</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.09.2000	<b>Géorgie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.09.1996	<b>Grèce</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.03.1986
<b>Grenade</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.05.2003	<b>Guatemala</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.04.1990	<b>Guinée</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.06.2003
<b>Guinée équatoriale</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	12.06.1985	<b>Guyana</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.04.1998	<b>Honduras</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1980
<b>Hongrie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.05.1998	<b>Indonésie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.06.1999	<b>Iraq</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.02.1985
<b>Irlande</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1978	<b>Islande</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.12.1999	<b>Israël</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.06.1979
<b>Italie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.07.1981	<b>Jamaïque</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.10.2003	<b>Japon</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	5.06.2000
<b>Jordanie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.03.1998	<b>Kazakhstan</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	18.05.2001	<b>Kenya</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.04.1979
<b>Kirghizistan</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.03.1992	<b>Koweït</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.11.1999	<b>République démocratique populaire lao</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2005
<b>Lesotho</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.06.2001	<b>Liban</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	10.06.2003	<b>Jamahiriya arabe libyenne</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.06.1975
<b>Lituanie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1998	<b>Luxembourg</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.03.1977	<b>Madagascar</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	31.05.2000
<b>Malaisie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.09.1997	<b>Malawi</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.11.1999	<b>Mali</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.03.2002
<b>Malte</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.06.1988	<b>Maroc</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.01.2000	<b>Maurice</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.07.1990
<b>Mauritanie</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.12.2001	<b>République de Moldova</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	21.09.1999	<b>Mongolie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.12.2002
<b>Mozambique</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.06.2003	<b>Namibie</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.11.2000	<b>Népal</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	30.05.1997
<b>Nicaragua</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.11.1981	<b>Niger</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.12.1978	<b>Nigéria</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.2002
<b>Norvège</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.07.1980	<b>Oman</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.07.2005	<b>Ouganda</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.03.2003
<b>Panama</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2000	<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	2.06.2000	<b>Paraguay</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.03.2004
<b>Pays-Bas</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.09.1976	<b>Pérou</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.11.2002	<b>Philippines</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.06.1998
<b>Pologne</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	22.03.1978	<b>Portugal</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	20.05.1998	<b>République démocratique du Congo</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	20.06.2001
<b>Roumanie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.11.1975	<b>Royaume-Uni</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	7.06.2000	<b>Fédération de Russie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979
<b>Rwanda</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.04.1981	<b>Saint-Kitts-et-Nevis</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.06.2005	<b>Saint-Marin</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	1.02.1995

**Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973**

<b>Sao Tomé-et-Principe</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.05.2005	<b>Sénégal</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.12.1999	<b>Serbie-et-Monténégro</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.11.2000
<b>Seychelles</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.2000	<b>Singapour</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.11.2005	<b>Slovaquie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.09.1997
<b>Slovénie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.05.1992	<b>Soudan</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.03.2003	<b>Sri Lanka</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.02.2000
<b>Suède</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.04.1990	<b>Suisse</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.08.1999	<b>Swaziland</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.10.2002
<b>République arabe syrienne</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2001	<b>Tadjikistan</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	26.11.1993	<b>République-Unie de Tanzanie</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.12.1998
<b>Tchad</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	21.03.2005	<b>Thaïlande</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.05.2004	<b>Togo</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.03.1984
<b>Trinité-et-Tobago</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.09.2004	<b>Tunisie</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.10.1995	<b>Turquie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.10.1998
<b>Ukraine</b> <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	<b>Uruguay</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1977	<b>République bolivarienne du Venezuela</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.07.1987
<b>Viet Nam</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.06.2003	<b>Yémen</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.2000	<b>Zambie</b> <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.02.1976
<b>Zimbabwe</b> <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.06.2000				

**Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974**

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

35 ratifications

<b>Afghanistan</b>	16.05.1979	<b>Allemagne</b>	23.08.1976	<b>Argentine</b>	15.06.1978
<b>Belgique</b>	11.10.1996	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Brésil</b>	27.06.1990
<b>Croatie</b>	8.10.1991	<b>Danemark</b>	6.06.1978	<b>Egypte</b>	25.03.1982
<b>Equateur</b>	27.03.1975	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>Finlande</b>	4.05.1977
<b>France</b>	24.08.1994	<b>Guinée</b>	20.04.1976	<b>Guyana</b>	10.01.1983
<b>Hongrie</b>	10.06.1975	<b>Iraq</b>	31.03.1978	<b>Irlande</b>	4.04.1995
<b>Islande</b>	21.06.1991	<b>Italie</b>	23.06.1981	<b>Japon</b>	26.07.1977
<b>Liban</b>	23.02.2000	<b>Nicaragua</b>	1.10.1981	<b>Norvège</b>	14.06.1977
<b>Pérou</b>	16.11.1976	<b>Portugal</b>	3.05.1999	<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000
<b>Slovaquie</b>	1.01.1993	<b>Slovénie</b>	29.05.1992	<b>Suède</b>	23.09.1975
<b>Suisse</b>	28.10.1976	<b>République arabe syrienne</b>	1.02.1979	<b>République tchèque</b>	1.01.1993
<b>Uruguay</b>	31.07.1980	<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	5.07.1983		

**Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974**

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

33 ratifications

<b>Afghanistan</b>	16.05.1979	<b>Allemagne</b>	30.11.1976	<b>Azerbaïdjan</b>	11.03.1993
<b>Belgique</b>	12.01.1993	<b>Belize</b>	22.06.1999	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993
<b>Brésil</b>	16.04.1992	<b>Chili</b>	13.09.1999	<b>Cuba</b>	30.12.1975
<b>Espagne</b>	18.09.1978	<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>Finlande</b>	24.02.1992
<b>France</b>	20.10.1975	<b>Guinée</b>	20.04.1976	<b>Guyana</b>	10.01.1983
<b>Hongrie</b>	10.06.1975	<b>Iraq</b>	9.05.1978	<b>Kenya</b>	9.04.1979
<b>Mexique</b>	17.02.1977	<b>Nicaragua</b>	1.10.1981	<b>Pays-Bas</b>	14.09.1976
<b>Pologne</b>	23.04.1979	<b>Royaume-Uni</b>	4.12.1975	<b>Saint-Marin</b>	19.04.1988
<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993	<b>Slovénie</b>	29.05.1992
<b>Suède</b>	23.09.1975	<b>République-Unie de Tanzanie</b>	30.05.1983	<b>République tchèque</b>	1.01.1993
<b>Ukraine</b>	7.03.2003	<b>République bolivarienne du Venezuela</b>	6.09.1983	<b>Zimbabwe</b>	27.08.1998

**Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975**

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	5.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	6.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	9.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	4.04.2003	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983
Zambie	4.12.1978				

**Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975**

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

62 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	3.05.1979
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.11.1981	Chypre	28.06.1977
République de Corée	21.01.1994	Cuba	5.01.1978	Danemark	5.06.1981
Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977
Espagne	16.05.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	14.09.1977
France	10.09.1984	Géorgie	22.06.1993	Grèce	17.10.1989
Guinée	5.06.1978	Guyana	10.01.1983	Hongrie	17.06.1976
Iraq	26.07.1978	Irlande	22.06.1979	Israël	21.06.1979
Italie	18.10.1979	Japon	10.06.1986	Jordanie	23.07.1979
Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	19.12.2001	Nicaragua	4.11.1977
Niger	28.01.1993	Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979
Pologne	10.10.1979	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977
Fédération de Russie	3.05.1979	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993
Ukraine	3.05.1979	République bolivarienne du Venezuela	8.10.1984		

**Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975**

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1978

18 ratifications

Bénin	11.06.1980	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	9.12.1977
Cameroun	4.07.1978	Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Guinée	5.06.1978	Italie	23.06.1981	Kenya	9.04.1979
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Portugal	12.12.1978
Saint-Marin	23.05.1985	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	28.12.1982	Togo	8.11.1983	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983

## Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

117 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999	Algérie	12.07.1993
Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	13.04.1987
Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979	Autriche	2.03.1979
Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979	Bangladesh	17.04.1979
Barbade	6.04.1983	Bélarus	15.09.1993	Belgique	29.10.1982
Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001	Botswana	5.06.1997
Brésil	27.09.1994	Bulgarie	12.06.1998	Burkina Faso	25.07.2001
Burundi	10.10.1997	Chili	29.07.1992	Chine	2.11.1990
Chypre	28.06.1977	Colombie	9.11.1999	Congo	26.11.1999
République de Corée	15.11.1999	Costa Rica	29.07.1981	Côte d'Ivoire	5.06.1987
Danemark	6.06.1978	Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.06.1999
Dominique	29.04.2002	Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995
Equateur	23.11.1979	Espagne	13.02.1984	Estonie	22.03.1994
Etats-Unis	15.06.1988	Ex-République yougoslave de Macédoine	8.12.2005	Fidji	18.05.1998
Finlande	2.10.1978	France	8.06.1982	Gabon	6.12.1988
Grèce	28.08.1981	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.06.1989
Guinée	16.10.1995	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	27.02.1978	Indonésie	17.10.1990	Iraq	11.09.1978
Irlande	22.06.1979	Islande	30.06.1981	Italie	18.10.1979
Jamaïque	23.10.1996	Japon	14.06.2002	Jordanie	5.08.2003
Kazakhstan	13.12.2000	Kenya	6.06.1990	Koweït	15.08.2000
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994	Libéria	25.03.2003
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997	Malaisie	14.06.2002
Malawi	1.10.1986	Maurice	14.06.1994	Mexique	28.06.1978
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998	Mozambique	23.12.1996
Namibie	3.01.1995	Népal	21.03.1995	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	3.05.1994	Norvège	9.08.1977	Nouvelle-Zélande	5.06.1987
Ouganda	13.01.1994	Pakistan	25.10.1994	Pays-Bas	27.07.1978
Pérou	8.11.2004	Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993
Portugal	9.01.1981	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	9.12.1992
Royaume-Uni	15.02.1977	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	23.05.1985
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	19.11.2004	Serbie-et-Monténégro	13.05.2005
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	21.01.1985	Slovaquie	10.02.1997
Sri Lanka	17.03.1994	Suède	16.05.1977	Suisse	28.06.2000
Suriname	16.11.1979	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	28.05.1985
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000
Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	7.06.1995	Turquie	12.07.1993
Ukraine	16.05.1994	Uruguay	22.05.1987	République bolivarienne du Venezuela	17.06.1983
Yémen	15.06.2000	Zambie	4.12.1978	Zimbabwe	14.12.1989

## Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	9.02.1979
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Finlande	2.10.1978
France	3.05.1978	Hongrie	8.06.1978	Iraq	14.11.1979
Italie	23.06.1981	Maroc	7.03.1980	Norvège	24.01.1979
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	23.05.1983	Suède	6.10.1981		



**Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976**

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

16 ratifications

<b>Brésil</b>	24.09.1998	<b>Bulgarie</b>	12.06.2003	<b>Cameroun</b>	13.06.1978
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>	
<b>Espagne</b>	9.03.1979	<b>Finlande</b>	15.01.1990	<b>France</b>	15.06.1978
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 37, 40 ou 60 jours selon les différentes catégories de navigation, et 44, 60 ou 64 jours pour les congés exceptionnels, selon les cargaisons des différents bateaux</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 116 jours pour les officiers et marins employés à bord de bateaux de commerce français et un minimum de 111 jours pour les équipages des navires de remorquage et des navires portuaires</i>	
<b>Iraq</b>	15.02.1985	<b>Italie</b>	28.07.1981	<b>Kenya</b>	14.09.1990
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
<b>Luxembourg</b>	30.11.2005	<b>Maroc</b>	10.07.1980	<b>Nicaragua</b>	1.10.1981
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 3 jours par mois, soit 36 jours.</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
<b>Pays-Bas</b>	12.11.1980	<b>Portugal</b>	25.06.1984	<b>Suède</b>	7.06.1978
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 5 semaines</i>	
<b>Turquie</b>	28.07.2005				
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>					

**Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976**

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

52 ratifications

<b>Allemagne</b>	14.07.1980	<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Bahamas</b>	3.01.2001
<b>Barbade</b>	16.05.1994	<b>Belgique</b>	16.09.1982	<b>Belize</b>	15.07.2005
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
<b>Brésil</b>	17.01.1991	<b>Bulgarie</b>	24.02.2003	<b>Canada</b>	25.05.1993
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
<b>Chypre</b>	19.09.1995	<b>Costa Rica</b>	24.06.1981	<b>Croatie</b>	19.07.1996
<b>Danemark</b>	28.07.1980	<b>Dominique</b>	6.01.2004	<b>Egypte</b>	17.03.1983
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
<b>Espagne</b>	28.04.1978	<b>Estonie</b>	1.12.2004	<b>Etats-Unis</b>	15.06.1988
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
<b>Finlande</b>	2.10.1978	<b>France</b>	2.05.1978	<b>Ghana</b>	10.05.2005
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
<b>Grèce</b>	18.09.1979	<b>Hongrie</b>	30.03.2005	<b>Inde</b>	26.09.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
<b>Iraq</b>	15.02.1985	<b>Irlande</b>	16.12.1992	<b>Islande</b>	11.05.1999
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
<b>Israël</b>	6.12.1996	<b>Italie</b>	23.06.1981	<b>Japon</b>	31.05.1983
<b>Jordanie</b>	1.04.2004	<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Lettonie</b>	12.11.1998
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
<b>Liban</b>	6.12.1993	<b>Libéria</b>	8.07.1981	<b>Luxembourg</b>	15.02.1991
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
<b>Malte</b>	10.01.2002	<b>Maroc</b>	15.06.1981	<b>Norvège</b>	24.01.1979
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
<b>Pays-Bas</b>	25.01.1979	<b>Pérou</b>	6.07.2004	<b>Pologne</b>	2.06.1995
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
<b>Portugal</b>	2.05.1985	<b>Roumanie</b>	15.05.2001	<b>Royaume-Uni</b>	28.11.1980
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
<b>Fédération de Russie</b>	7.05.1991	<b>Seychelles</b>	28.10.2005	<b>Slovénie</b>	21.06.1999
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
<b>Suède</b>	20.12.1978	<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993	<b>Trinité-et-Tobago</b>	3.06.1999
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
<b>Ukraine</b>	17.03.1994				

**Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976**Adopté à la 84<sup>e</sup> session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

18 ratifications

Belgique	10.06.2003	<b>Belize</b>	15.07.2005	<b>Bulgarie</b>	9.06.2005
		<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>			
Danemark	10.07.2003	<b>Estonie</b>	1.12.2004	<b>Finlande</b>	4.07.2002
		<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>			
France	27.04.2004	<b>Grèce</b>	14.05.2002	<b>Hongrie</b>	30.03.2005
				<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	
Irlande	22.04.1999	<b>Lettonie</b>	15.12.2004	<b>Luxembourg</b>	30.11.2005
Malte	10.01.2002	<b>Pays-Bas</b>	16.06.2003	<b>Roumanie</b>	15.05.2001
<i>A accepté la convention n° 108 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Royaume-Uni	29.06.2001	<b>Slovénie</b>	21.07.2004	<b>Suède</b>	15.12.2000

**Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977**Adoptée à la 63<sup>e</sup> session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

43 ratifications

Allemagne	18.11.1993	<b>Azerbaïdjan</b>	19.05.1992	<b>Belgique</b>	1.06.1994
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	<b>Brésil</b>	14.01.1982	<b>Costa Rica</b>	16.06.1981
Croatie	8.10.1991	<b>Cuba</b>	29.12.1980	<b>Danemark</b>	8.01.1988
Egypte	4.05.1988	<b>Equateur</b>	11.07.1978	<b>Espagne</b>	17.12.1980
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	<b>Finlande</b>	8.06.1979	<b>France</b>	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	<b>Guatemala</b>	22.02.1996	<b>Guinée</b>	8.06.1982
Hongrie	4.01.1994	<b>Iraq</b>	17.04.1985	<b>Italie</b>	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Lettonie</b>	8.03.1993
Liban	4.04.2005	<b>Malte</b>	9.06.1988	<b>Niger</b>	28.01.1993
		<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>			
Norvège	13.03.1979	<b>Pologne</b>	2.12.2004	<b>Portugal</b>	9.01.1981
Royaume-Uni	8.03.1979	<b>Fédération de Russie</b>	3.06.1988	<b>Saint-Marin</b>	19.04.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	<b>Seychelles</b>	23.11.1999	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	<b>Suède</b>	10.07.1978	<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	<b>République tchèque</b>	1.01.1993	<b>Uruguay</b>	5.09.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Zambie	19.08.1980				

**Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977**Adoptée à la 63<sup>e</sup> session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

37 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	<b>Bangladesh</b>	17.04.1979	<b>Bélarus</b>	3.05.1979
Belgique	29.03.1988	<b>Congo</b>	24.06.1986	<b>Danemark</b>	5.06.1981
Egypte	3.11.1982	<b>Equateur</b>	11.07.1978	<b>Finlande</b>	8.06.1979
France	10.09.1984	<b>Ghana</b>	27.05.1986	<b>Grèce</b>	17.03.1987
Guatemala	9.05.1995	<b>Guinée</b>	8.06.1982	<b>Guyana</b>	10.01.1983
Iraq	4.06.1980	<b>Italie</b>	28.02.1985	<b>Jamaïque</b>	4.06.1984
Kenya	6.06.1990	<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Lettonie</b>	8.03.1993
Malawi	1.10.1986	<b>Malte</b>	18.05.1990	<b>Norvège</b>	5.07.1989
Philippines	18.06.1979	<b>Pologne</b>	4.11.1980	<b>Portugal</b>	28.05.1985

**Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977**

Fédération de Russie	3.05.1979	Seychelles	12.10.1993	Slovénie	30.01.2003
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Ukraine	3.05.1979	Uruguay	31.07.1980	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983
Zambie	19.08.1980				

**Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978**

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

**64 ratifications**

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Bélarus	15.09.1993	Belize	6.03.2000
Bénin	11.06.2001	Burkina Faso	3.04.1980	Cambodge	23.08.1999
Chine	7.03.2002	Chypre	6.07.1981	Congo	24.06.1986
République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	25.09.1984	Cuba	29.12.1980
Danemark	5.06.1981	République dominicaine	15.06.1999	Dominique	26.07.2004
Egypte	5.12.1991	El Salvador	2.02.2001	Espagne	3.03.1982
Etats-Unis	3.03.1995	Finlande	25.02.1980	Gabon	11.10.1979
Ghana	27.05.1986	Grèce	31.07.1985	Guinée	8.06.1982
Guyana	10.01.1983	Iraq	10.07.1980	Israël	7.12.1979
Italie	28.02.1985	Jamaïque	4.06.1984	Jordanie	10.07.2003
Kirghizistan	22.12.2003	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	8.03.1993
Liban	4.04.2005	Libéria	2.06.2003	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	19.11.1999	Maurice	5.04.2004	Mexique	10.02.1982
Namibie	28.06.1996	Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	8.08.1980
Portugal	9.01.1981	République démocratique du Congo	3.04.1987	Royaume-Uni	19.03.1980
Fédération de Russie	2.07.1998	Saint-Marin	19.04.1988	Seychelles	23.11.1999
Suède	11.06.1979	Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981
République tchèque	9.10.2000	Tunisie	23.05.1988	Ukraine	10.11.2004
Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983	Zambie	19.08.1980
Zimbabwe	27.08.1998				

**Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978**

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

**43 ratifications**

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	21.05.1991	Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997
Chili	17.07.2000	Chypre	6.07.1981	Colombie	8.12.2000
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	Espagne	18.09.1984
Finlande	25.02.1980	Géorgie	10.10.2003	Ghana	27.05.1986
Grèce	29.07.1996	Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	28.02.1985	Lettonie	27.01.1992
Luxembourg	21.03.2001	Mali	12.06.1995	République de Moldova	4.04.2003
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	29.11.1988	Pérou	27.10.1980
Pologne	26.07.1982	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	19.03.1980
Saint-Marin	19.04.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Seychelles	23.11.1999
Suède	11.06.1979	Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981
Tchad	7.01.1998	Turquie	12.07.1993	Uruguay	19.06.1989
Zambie	19.08.1980				

## Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.12.1981

25 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	3.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	3.03.1982
Finlande	3.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	8.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	7.06.2000	Jamaïque	4.11.2005
Liban	6.09.2004	Mexique	10.02.1982	Norvège	5.12.1980
Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988	Fédération de Russie	14.07.2004
Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Turquie	17.03.2005				

## Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

8 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	7.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	4.05.1981	Turquie	17.03.2005
Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983		

## Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

37 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	29.03.1988	Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992
Chypre	16.01.1989	Colombie	8.12.2000	Espagne	11.09.1985
Finlande	9.02.1983	Gabon	6.12.1988	Grèce	17.09.1996
Guatemala	29.10.1996	Hongrie	4.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003
Lettonie	25.07.1994	Lituanie	26.09.1994	République de Moldova	14.02.1997
Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982	Ouganda	27.03.1990
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	22.12.1993	Roumanie	15.12.1992
Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Suède	11.08.1982	Suisse	16.11.1983	Suriname	5.06.1996
République-Unie de Tanzanie	14.08.1998	Ukraine	16.05.1994	Uruguay	19.06.1989
Zambie	4.02.1986				

## Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

45 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	9.02.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Australie	26.03.2004	Bélarus	30.05.2000	Belize	22.06.1999
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1992	Cap-Vert	9.08.2000
Chypre	16.01.1989	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1982
Danemark	10.07.1995	El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.04.1985
				<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Hongrie	4.01.1994	Irlande	4.04.1995	Islande	21.06.1991
Kazakhstan	30.07.1996	Lesotho	1.11.2001	Lettonie	25.07.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	1.02.1984	République de Moldova	28.04.2000

### Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Mongolie	3.02.1998	Nigéria	3.05.1994	Norvège	22.06.1982
Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985	Fédération de Russie	2.07.1998
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
République tchèque	1.01.1993	Turquie	22.04.2005	Uruguay	5.09.1988
République bolivarienne du Venezuela	25.06.1984	Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	9.04.2003

### Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adopté à la 90e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

3 ratifications

Albanie	9.02.2004	El Salvador	22.07.2004	Finlande	9.12.2003
---------	-----------	-------------	------------	----------	-----------

### Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

36 ratifications

Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990	Belize	22.06.1999
Bolivie	1.09.1998	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	14.10.1994
République de Corée	29.03.2001	Croatie	8.10.1991	El Salvador	12.10.2000
Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	9.02.1983	France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988
Guatemala	6.01.1994	Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000
Japon	9.06.1995	Lituanie	6.05.2004	Maurice	5.04.2004
Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982	Pays-Bas	24.03.1988
Pérou	16.06.1986	Portugal	2.05.1985	Fédération de Russie	13.02.1998
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	14.06.2002
Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982	Ukraine	11.04.2000
Uruguay	16.11.1989	République bolivarienne du Venezuela	27.11.1984	Yémen	13.03.1989

### Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

3 ratifications

Espagne	11.09.1985	Philippines	26.04.1994	Suède	18.04.1984
---------	------------	-------------	------------	-------	------------

### Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

33 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Cameroun	13.05.1988	Chypre	5.07.1985	Espagne	26.04.1985
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	30.06.1992
France	16.03.1989	Gabon	6.12.1988	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001	Malawi	1.10.1986
Maroc	7.10.1993	République de Moldova	14.02.1997	Namibie	28.06.1996
Niger	5.06.1985	Ouganda	18.07.1990	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Portugal	27.11.1995	République démocratique du Congo	3.04.1987	Sainte-Lucie	6.12.2000
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983
Turquie	4.01.1995	Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	6.05.1985
Yémen	13.03.1989	Zambie	9.02.1990		

## Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

## Dénonciation

Brésil 5.01.1995  
Dénoncée le 20.11.1996

## Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

78 ratifications

Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987	Australie	7.08.1990
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	2.02.1999	Bolivie	19.12.1996
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	26.05.1989
Chili	14.10.1994	Chine	2.02.1988	Chypre	13.04.1987
Colombie	7.12.1989	République de Corée	15.11.1999	Costa Rica	23.07.1991
Côte d'Ivoire	22.10.1999	Croatie	8.10.1991	Cuba	3.10.1996
Danemark	1.04.1985	République dominicaine	20.06.1994	Egypte	3.08.1988
El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988	Espagne	2.08.1990
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	1.12.2004
Finlande	24.04.1985	France	16.03.1989	Grèce	31.07.1985
Guatemala	5.04.1994	Guinée	16.10.1995	Hongrie	20.06.1984
Irlande	6.06.1986	Islande	22.06.1990	Italie	7.06.2000
Japon	12.06.1992	Jordanie	13.05.2003	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	26.06.1998	Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	3.06.1998	Malawi	1.10.1986
Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988	Maurice	9.06.2004
Mexique	5.04.2001	Mongolie	3.02.1998	Norvège	13.08.1984
Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994	Panama	28.01.1994
Paraguay	2.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988	Pérou	16.06.1986
Philippines	23.08.1991	Pologne	2.12.2004	Portugal	3.05.1999
Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	12.06.1984	Suisse	20.06.1985	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Trinité-et-Tobago	3.06.1999	Tunisie	5.09.1989
Turquie	26.06.2000	Ukraine	15.05.2003	Uruguay	13.01.1988
Yémen	18.11.1991	Zambie	5.01.1989	Zimbabwe	27.08.1998

## Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

46 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Arménie	29.04.2005	Australie	15.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Autriche	3.06.1987	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	12.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Bénin	6.04.2000	Bolivie	14.11.1990	Brésil	2.07.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Canada	22.11.1995	Chypre	1.12.1987	Colombie	23.03.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	

**Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985**

<b>El Salvador</b>	24.04.1987	<b>Espagne</b>	3.10.1989	<b>Etats-Unis</b>	11.06.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Finlande</b>	27.04.1987	<b>Grèce</b>	17.03.1993	<b>Guatemala</b>	7.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Inde</b>	1.04.1992	<b>Irlande</b>	27.10.1995	<b>Italie</b>	8.11.1989
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>					
<b>Kirghizistan</b>	31.03.1992	<b>Lettonie</b>	10.06.1994	<b>Lituanie</b>	10.06.1999
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Maurice</b>	14.06.1994	<b>Mexique</b>	18.04.1988	<b>Norvège</b>	6.08.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Nouvelle-Zélande</b>	6.11.2001	<b>Panama</b>	3.04.1996	<b>Pays-Bas</b>	5.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Pologne</b>	24.04.1991	<b>Portugal</b>	8.12.1993	<b>Royaume-Uni</b>	27.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Fédération de Russie</b>	27.08.1990	<b>Saint-Marin</b>	1.07.1988	<b>Slovaquie</b>	1.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Sri Lanka</b>	1.04.1993	<b>Suède</b>	22.09.1986	<b>Suisse</b>	7.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Swaziland</b>	22.09.1992	<b>Tadjikistan</b>	26.11.1993	<b>République tchèque</b>	1.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>					
<b>Ukraine</b>	15.08.1991				
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>					

**Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985**

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

25 ratifications

<b>Allemagne</b>	17.10.1994	<b>Antigua-et-Barbuda</b>	16.09.2002	<b>Bénin</b>	10.11.1998
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2.06.1993	<b>Brésil</b>	18.05.1990	<b>Burkina Faso</b>	25.08.1997
<b>Chili</b>	30.09.1999	<b>Colombie</b>	25.01.2001	<b>Croatie</b>	8.10.1991
<b>Ex-République yougoslave de Macédoine</b>	17.11.1991	<b>Finlande</b>	27.04.1987	<b>Guatemala</b>	18.04.1989
<b>Hongrie</b>	24.02.1988	<b>Mexique</b>	17.02.1987	<b>Pologne</b>	15.09.2004
<b>Saint-Marin</b>	19.04.1988	<b>Serbie-et-Monténégro</b>	24.11.2000	<b>Seychelles</b>	28.10.2005
<b>Slovaquie</b>	1.01.1993	<b>Slovénie</b>	29.05.1992	<b>Suède</b>	1.07.1986
<b>République tchèque</b>	1.01.1993	<b>Turquie</b>	22.04.2005	<b>Uruguay</b>	5.09.1988
<b>Zimbabwe</b>	9.04.2003				

**Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986**

Adoptée à la 72e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

28 ratifications

<b>Allemagne</b>	18.11.1993	<b>Belgique</b>	11.10.1996	<b>Bolivie</b>	11.06.1990
------------------	------------	-----------------	------------	----------------	------------

**Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986**

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Cameroun	20.02.1989
Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994	Chypre	7.08.1992
Colombie	25.01.2001	Croatie	8.10.1991	Equateur	11.04.1990
Espagne	2.08.1990	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988
Guatemala	18.04.1989	Japon	11.08.2005	Norvège	4.02.1992
Ouganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999	Portugal	3.05.1999
Fédération de Russie	4.09.2000	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	2.09.1987	Suisse	16.06.1992	Uruguay	6.09.1995
Zimbabwe	9.04.2003				

**Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987**

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.10.1990

**15 ratifications**

Brésil	4.03.1997	Bulgarie	1.03.2004	Danemark	16.09.1993
Espagne	3.10.1989	Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004
Géorgie	22.06.2004	Hongrie	14.03.1989	Mexique	5.10.1990
Norvège	26.11.1993	Roumanie	11.03.2002	Slovaquie	1.01.1993
Suède	21.02.1990	Suisse	15.11.1989	République tchèque	1.01.1993

**Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987**

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

**14 ratifications**

Allemagne	17.10.1994	Brésil	4.03.1997	Bulgarie	24.03.2005
Espagne	3.07.1990	Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004
Hongrie	14.03.1989	Italie	7.11.2002	Mexique	5.10.1990
Norvège	11.06.1999	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
République tchèque	1.01.1993	Turquie	17.03.2005		

**Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987**

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.07.1992

**3 ratifications**

<b>Espagne</b>	2.07.1991	<b>Hongrie</b>	13.12.1989	<b>Philippines</b>	9.11.2004
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a) et c), et celles de l'article 11 en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), e) et g)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), d) et e)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a), b), d), e), h) et i).</i>	

**Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987**

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.07.1991

**12 ratifications**

Australie	29.08.1995	Brésil	4.03.1997	Bulgarie	30.07.2003
Egypte	28.05.2004	Espagne	3.07.1990	France	27.04.2004
Guyana	10.06.1996	Hongrie	14.03.1989	Luxembourg	15.02.1991
Mexique	5.10.1990	Roumanie	11.10.2000	Turquie	17.03.2005

**Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988**

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

**18 ratifications**



### Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Allemagne	18.11.1993	Bélarus	21.11.2001	Chine	7.03.2002
Colombie	6.09.1994	Danemark	10.07.1995	République dominicaine	4.06.1998
Finlande	23.01.1997	Guatemala	7.10.1991	Hongrie	22.05.1989
Iraq	17.09.1990	Italie	12.02.2003	Lesotho	27.01.1998
Mexique	5.10.1990	Norvège	24.06.1991	Slovaquie	1.01.1993
Suède	7.10.1991	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	25.05.2005

### Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

6 ratifications

Brésil	24.03.1993	Finlande	19.12.1990	Norvège	19.06.1990
Roumanie	15.12.1992	Suède	18.12.1990	Suisse	17.10.1990

### Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.09.1991

17 ratifications

Argentine	3.07.2000	Bolivie	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
Colombie	7.08.1991	Costa Rica	2.04.1993	Danemark	22.02.1996
Dominique	25.06.2002	Equateur	15.05.1998	Fidji	3.03.1998
Guatemala	5.06.1996	Honduras	28.03.1995	Mexique	5.09.1990
Norvège	19.06.1990	Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	2.02.1998
Pérou	2.02.1994	République bolivarienne du Venezuela	22.05.2002		

### Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.11.1993

12 ratifications

Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997	Chine	11.01.1995
Colombie	6.09.1994	République de Corée	11.04.2003	Italie	3.07.2002
Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993	Pologne	19.05.2005
Suède	4.11.1992	République-Unie de Tanzanie	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998

### Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.01.1995

9 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	4.01.1994	République dominicaine	3.03.1993	Lituanie	26.09.1994
Portugal	27.11.1995	Slovaquie	11.02.2002	République tchèque	6.08.1996

### Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.07.1994

13 ratifications

Autriche	2.05.1994	Barbade	22.06.1997	Chypre	28.02.1997
République dominicaine	4.06.1998	Espagne	7.07.1993	Guyana	20.08.1996
Iraq	9.07.2001	Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000
Luxembourg	6.03.2003	Mexique	7.06.1993	Suisse	15.02.1994
Uruguay	6.09.1995				

## Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.06.1995

18 ratifications

<b>Albanie</b>	3.02.2005	<b>Arménie</b>	18.05.2005	<b>Australie</b>	8.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
<b>Autriche</b>	20.12.1996	<b>Botswana</b>	5.06.1997	<b>Bulgarie</b>	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	
<b>Burkina Faso</b>	11.02.1999	<b>Espagne</b>	16.05.1995	<b>Finlande</b>	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
<b>Lettonie</b>	22.02.2002	<b>Lituanie</b>	26.09.1994	<b>Madagascar</b>	3.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
<b>Mexique</b>	24.09.1993	<b>Slovaquie</b>	24.09.1998	<b>Slovénie</b>	8.05.2001
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
<b>Suisse</b>	16.06.1995	<b>Tchad</b>	15.12.2000	<b>Zambie</b>	25.05.1998
<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	

## Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.01.1997

11 ratifications

<b>Albanie</b>	3.03.2003	<b>Arabie saoudite</b>	8.10.2001	<b>Arménie</b>	3.01.1996
<b>Belgique</b>	9.06.2004	<b>Brésil</b>	2.08.2001	<b>Colombie</b>	9.12.1997
<b>Estonie</b>	13.09.2000	<b>Liban</b>	4.04.2005	<b>Pays-Bas</b>	25.03.1997
<b>Suède</b>	21.12.1994	<b>Zimbabwe</b>	9.04.2003		

## Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

10 ratifications

<b>Albanie</b>	3.03.2003	<b>Chypre</b>	28.02.1997	<b>Finlande</b>	25.05.1999
<b>Guyana</b>	3.09.1997	<b>Italie</b>	13.04.2000	<b>Luxembourg</b>	21.03.2001
<b>Maurice</b>	14.06.1996	<b>Pays-Bas</b>	5.02.2001	<b>Slovénie</b>	8.05.2001
<b>Suède</b>	10.06.2002				

## Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.06.1998

20 ratifications

<b>Afrique du Sud</b>	9.06.2000	<b>Albanie</b>	3.03.2003	<b>Allemagne</b>	6.09.1998
<b>Arménie</b>	27.04.1999	<b>Autriche</b>	26.05.1999	<b>Botswana</b>	5.06.1997
<b>Espagne</b>	22.05.1997	<b>Etats-Unis</b>	9.02.2001	<b>Finlande</b>	9.06.1997
<b>Irlande</b>	9.06.1998	<b>Liban</b>	23.02.2000	<b>Norvège</b>	11.06.1999
<b>Philippines</b>	27.02.1998	<b>Pologne</b>	25.06.2001	<b>Portugal</b>	25.03.2002
<b>Slovaquie</b>	3.06.1998	<b>Suède</b>	9.06.1997	<b>République tchèque</b>	9.10.2000
<b>Zambie</b>	4.01.1999	<b>Zimbabwe</b>	9.04.2003		

### Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

4 ratifications

Albanie	24.07.2002	Finlande	17.06.1998	Irlande	22.04.1999
Pays-Bas	31.10.2002				

### Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

12 ratifications

Albanie	24.07.2002	Bulgarie	9.06.2005	Finlande	24.02.1999
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Luxembourg	30.11.2005
Maroc	1.12.2000	Nigéria	19.08.2004	Norvège	11.06.1999
Pologne	9.08.2002	Royaume-Uni	2.07.2003	Suède	15.12.2000

### Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Maroc	1.12.2000
Nigéria	22.03.2004	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
Fédération de Russie	27.08.2001				

### Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.08.2002

19 ratifications

Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003	Danemark	10.07.2003
Espagne	7.01.2004	Finlande	4.07.2002	France	27.04.2004
Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999	Luxembourg	30.11.2005
Malte	19.09.2002	Maroc	1.12.2000	Norvège	22.10.2003
Pays-Bas	16.06.2003	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001
Saint-Vincent-et-les Grenadines	8.02.2002	Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.07.2004
Suède	15.12.2000				

### Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

18 ratifications

Albanie	30.06.1999	Belgique	28.09.2004	Bulgarie	24.03.2005
Espagne	15.06.1999	Ethiopie	24.03.1999	Finlande	25.05.1999
Géorgie	27.08.2002	Hongrie	19.09.2003	Italie	1.02.2000
Japon	28.07.1999	Lituanie	19.03.2004	Maroc	10.05.1999
République de Moldova	19.12.2001	Panama	10.08.1999	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	25.03.2002	République tchèque	9.10.2000	Uruguay	14.06.2004

### Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

157 ratifications

Afrique du Sud	7.06.2000	Albanie	2.08.2001	Algérie	9.02.2001
Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arabie saoudite	8.10.2001	Argentine	5.02.2001	Autriche	4.12.2001

**Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999**

Azerbaïdjan	30.03.2004	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001
Bangladesh	12.03.2001	Barbade	23.10.2000	Bélarus	31.10.2000
Belgique	8.05.2002	Belize	6.03.2000	Bénin	6.11.2001
Bolivie	6.06.2003	Bosnie-Herzégovine	5.10.2001	Botswana	3.01.2000
Brésil	2.02.2000	Bulgarie	28.07.2000	Burkina Faso	25.07.2001
Burundi	11.06.2002	Cameroun	5.06.2002	Canada	6.06.2000
Cap-Vert	23.10.2001	République centrafricaine	28.06.2000	Chili	17.07.2000
Chine	8.08.2002	Chypre	27.11.2000	Colombie	28.01.2005
Comores	17.03.2004	Congo	23.08.2002	République de Corée	29.03.2001
Costa Rica	10.09.2001	Côte d'Ivoire	7.02.2003	Croatie	17.07.2001
Danemark	14.08.2000	Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.11.2000
Dominique	4.01.2001	Egypte	6.05.2002	El Salvador	12.10.2000
Emirats arabes unis	28.06.2001	Equateur	19.09.2000	Espagne	2.04.2001
Estonie	24.09.2001	Etats-Unis	2.12.1999	Ethiopie	2.09.2003
Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002	Fidji	17.04.2002	Finlande	17.01.2000
France	11.09.2001	Gabon	28.03.2001	Gambie	3.07.2001
Géorgie	24.07.2002	Ghana	13.06.2000	Grèce	6.11.2001
Grenade	14.05.2003	Guatemala	11.10.2001	Guinée	6.06.2003
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	15.01.2001	Honduras	25.10.2001
Hongrie	20.04.2000	Indonésie	28.03.2000	République islamique d'Iran	8.05.2002
Iraq	9.07.2001	Irlande	20.12.1999	Islande	29.05.2000
Israël	15.03.2005	Italie	7.06.2000	Jamaïque	13.10.2003
Japon	18.06.2001	Jordanie	20.04.2000	Kazakhstan	26.02.2003
Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	10.05.2004	Koweït	15.08.2000
République démocratique populaire lao	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001	Liban	11.09.2001
Libéria	2.06.2003	Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000	Lituanie	29.09.2003
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	4.10.2001	Malaisie	10.11.2000
Malawi	19.11.1999	Mali	14.07.2000	Malte	15.06.2001
Maroc	26.01.2001	Maurice	8.06.2000	Mauritanie	3.12.2001
Mexique	30.06.2000	République de Moldova	14.06.2002	Mongolie	26.02.2001
Mozambique	16.06.2003	Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002
Nicaragua	6.11.2000	Niger	23.10.2000	Nigéria	2.10.2002
Norvège	21.12.2000	Nouvelle-Zélande	14.06.2001	Oman	11.06.2001
Ouganda	21.06.2001	Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	7.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002
Pérou	10.01.2002	Philippines	28.11.2000	Pologne	9.08.2002
Portugal	15.06.2000	Qatar	30.05.2000	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	13.12.2000	Royaume-Uni	22.03.2000	Fédération de Russie	25.03.2003
Rwanda	23.05.2000	Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000
Saint-Marin	15.03.2000	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	1.06.2000	Serbie-et-Monténégro	10.07.2003	Seychelles	28.09.1999
Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999	Slovénie	8.05.2001
Soudan	7.03.2003	Sri Lanka	1.03.2001	Suède	13.06.2001
Suisse	28.06.2000	Swaziland	23.10.2002	République arabe syrienne	22.05.2003
Tadjikistan	8.06.2005	République-Unie de Tanzanie	12.09.2001	Tchad	6.11.2000
République tchèque	19.06.2001	Thaïlande	16.02.2001	Togo	19.09.2000
Trinité-et-Tobago	23.04.2003	Tunisie	28.02.2000	Turquie	2.08.2001
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	3.08.2001	République bolivarienne du Venezuela	26.10.2005
Viet Nam	19.12.2000	Yémen	15.06.2000	Zambie	10.12.2001
Zimbabwe	11.12.2000				

**Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000**

Adoptée à la 88e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.02.2002

11 ratifications

### Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

<b>Albanie</b>	18.08.2004	<b>Autriche</b>	30.04.2004	<b>Bélarus</b>	10.02.2004
<i>Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>	
<b>Bulgarie</b>	6.12.2001	<b>Chypre</b>	12.01.2005	<b>Cuba</b>	1.06.2004
<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>	
<b>Hongrie</b>	4.11.2003	<b>Italie</b>	7.02.2001	<b>Lituanie</b>	29.09.2003
<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>	
<b>Roumanie</b>	23.10.2002	<b>Slovaquie</b>	12.12.2000		
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>			

### Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

7 ratifications

<b>Finlande</b>	21.02.2003	<b>Kirghizistan</b>	10.05.2004	<b>République de Moldova</b>	20.09.2002
<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	4.05.2005	<b>Slovaquie</b>	14.06.2002	<b>Suède</b>	9.06.2004
<b>Uruguay</b>	25.05.2005				

### Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

4 ratifications

<b>France</b>	27.04.2004	<b>Hongrie</b>	30.03.2005	<b>Jordanie</b>	9.08.2004
<b>Nigéria</b>	19.08.2004				

## TROISIÈME PARTIE

---

### Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, prioritaires ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2005. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2005 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalle régulier, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

La section relative aux observations des organisations d'employeurs et de travailleurs indique pour quelles conventions des commentaires ont été reçus de la part de ces organisations. L'article 23 de la Constitution prévoit que chaque Membre doit communiquer aux organisations représentatives d'employeurs ou de travailleurs copie des informations et rapports transmis en application des articles 19 et 22.

La section relative aux commentaires de la commission d'experts indique les commentaires formulés par la commission pour le pays donné au cours de sa session de 2005. Elle énumère les «observations» qui sont publiées dans le rapport de la commission d'experts, ainsi que les «demandes directes» qui ne sont pas publiées mais directement communiquées aux gouvernements concernés. La liste ne comprend pas les commentaires formulés par la commission d'experts au cours de ses sessions précédentes pour lesquels une action du gouvernement demeure requise.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C, R ou P lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Les conventions ratifiées sont considérées comme ayant été soumises.

## Afghanistan

**15 conventions en vigueur**

Membre depuis 1934

**Conventions fondamentales**

100, 105, 111

**Autres conventions**

4, 13, 14, 41, 45, 95, 106, 137, 139, 140, 141, 142

**14 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 13, 14, 41, 45, 95, 100, 105, 106, 111, 137, 139, 140, 141, 142

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-70	71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92

## Afrique du Sud

**20 conventions en vigueur**

Membre de 1919 à 1966 et depuis 1994

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

144

**Autres conventions**

2, 19, 26, 42, 45, 63, 80, 89, 116, 155, 176

**7 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 63, 105, 138, (144), (155), 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 155, 176, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 68, 74, 81-91	92

## Albanie

### 35 conventions en vigueur

Membre de 1920 à 1967 et depuis 1991

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

6, 11, 16, 26, 52, 77, 78, 95, 97, 131, 135, 141, 150, 151, 154, 155, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 183

### 12 rapports demandés sur l'application des conventions

· 3 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 144

· 9 rapports non reçus: Conventions nos 16, 100, 111, (150), (174), (175), (176), (178), 181

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 26, 87, 95, 144, 151, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 154, 177, 178, 181, 182

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-49, 79-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; R186), 85, 87-88, 90(P155)	78, 82(P081), 84(C179; C180; P147; R185; R187), 86, 89, 90(R193; R194), 91, 92

## Algérie

### 50 conventions en vigueur

Membre depuis 1962

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

3, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 24, 32, 42, 44, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 88, 89, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 108, 119, 120, 127, 142, 150

### 20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 32, 56, 62, 69, 73, 87, 88, 92, 96, 98, 100, 108, 111, 119, 120, 122, 127, 142, 144

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 13, 87, 88, 92, 111, 122, 144

Demandes directes pour les conventions nos 56, 91, 94, 96, 100, 108, 111

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92	-



## Allemagne

### 68 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1935 et depuis 1951

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 45, 53, 56, 73, 88, 92, 97, 99, 102, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 121, 125, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 152, 159, 160, 161, 162, 164, 167, 176

### 18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 120, 122, 136, 139, 144, 148, 159, 161, 162, 167, 176

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 115, 162

Demandes directes pour les conventions nos 3, 45, 102, 115, 125, 126, 128, 147, 160, 164, 176, 182

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56, 58-72, 74-76, 78-92	77

## Angola

### 32 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81

#### Autres conventions

1, 4, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

### 9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 27, 45, 87, 88, 98, 100, 107, 111

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 26, 27, 98

Demandes directes pour les conventions nos 1, 19, 29, 45, 87, 88, 91, 98, 100, 105, 107, 111

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-78, 79(C173), 80-81, 82(C176; R183), 83-85, 87-90	79(R180), 82(P081), 86, 91, 92

## Antigua-et-Barbuda

**28 conventions en vigueur**

Membre depuis 1982

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

11, 12, 14, 17, 19, 94, 101, 108, 131, 135, 142, 150, 151, 154, 155, 158, 161

**24 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 17, 29, 81, 87, 98, (100), 101, 105, 108, 111, (122), (131), (135), 138, (142), (144), (150), (151), (154), (155), (158), (161), (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 17, 87, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 81, 101, 111, 138

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Arabie saoudite

**15 conventions en vigueur**

Membre depuis 1976

**Conventions fondamentales**

29, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

1, 14, 30, 45, 89, 90, 106, 123, 174

**4 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demandes directes pour les conventions nos 45, 174, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-92	-

## Argentine

**62 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 45, 50, 52, 53, 58, 68, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 95, 96, 115, 124, 139, 142, 150, 151, 154, 156, 159, 169

**14 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 45, 87, 88, 96, 98, 100, 111, 115, 129, 139, 144, 159

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 9, 22, 53, 68, 87, 88, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 1, 45, 73, 87, 98, 129, 139

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 87, 89	84, 85, 86, 88, 90, 91, 92

## Arménie

**21 conventions en vigueur**

Membre depuis 1992

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

17, 18, 94, 95, 131, 135, 150, 151, 154, 160, 173, 174, 176

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (17), (98), (100), (111), (122), (135), (151), (174), (176)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Australie

### 47 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

2, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 47, 58, 69, 73, 80, 85, 88, 92, 99, 112, 116, 123, 131, 133, 135, 137, 142, 150, 155, 156, 158, 159, 160, 166, 173

### 8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 88, 98, 100, 111, 122, 144, 159

*Ile Norfolk*

**4 rapports demandés**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 122

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 112, 122

*Ile Norfolk*

Demandes directes pour les conventions nos 42, 100, 112, 122

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Autriche

### 44 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1947

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

2, 6, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 42, 45, 80, 88, 94, 95, 99, 101, 102, 116, 124, 128, 135, 141, 142, 160, 172, 173, 176, 183

### 10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 87, 88, 98, 100, 111, 122, 144, 176

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 45, 100, 111, 122, 176

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91	92

## Azerbaïdjan

**54 conventions en vigueur**

Membre depuis 1992

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

11, 13, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 88, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 133, 134, 135, 140, 142, 147, 148, 149, 151, 154, 159, 160

**34 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 29 rapports reçus: Conventions nos 13, 16, 23, 29, 45, 69, 73, (81), 87, 88, 92, 98, 100, 108, 111, 115, 120, 122, (129), 133, 134, 142, 144, 147, 148, 151, 154, 159, 160

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 105, 119, 126, 135, 138

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 138

Demandes directes pour les conventions nos 13, 16, 45, 73, 81, 88, 98, 100, 105, 111, 120, 126, 129, 135, 138, 144, 148, 149, 159

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173), 80-82, 85-87, 92	79(R180), 83, 84, 88, 89, 90, 91

## Bahamas

**30 conventions en vigueur**

Membre depuis 1976

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

11, 12, 14, 17, 19, 22, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 97, 103, 117, 147

**10 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 4 rapports reçus: Conventions nos 45, 87, 88, 98

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 22, 100, 111, 144, (147), 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demande directe générale

Observation pour la convention no 88

Demandes directes pour les conventions nos 22, 29, 45, 87, 98, 100, 111, 117, 144, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-84, 87	85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Bahreïn

### 8 conventions en vigueur

Membre depuis 1977

#### Conventions fondamentales

29, 105, 111, 182

#### Conventions prioritaires

81

#### Autres conventions

14, 89, 159

### 3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 105, 111, 159

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 105, 111, 159

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92

## Bangladesh

### 33 conventions en vigueur

Membre depuis 1972

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

1, 4, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 149

### 7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 87, 96, 98, 100, 111, 144

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 16, 45, 87, 96, 144

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-76, 77(C171; R178), 78, 80, 84(C178; C180; P147), 85(C181), 87	77(C170; P089; R177), 79, 81, 82, 83, 84(C179; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Barbade

**36 conventions en vigueur**

Membre depuis 1967

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

11, 12, 17, 19, 22, 26, 42, 50, 63, 65, 74, 86, 90, 94, 95, 97, 101, 102, 108, 115, 118, 128, 135, 147, 172

**19 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 7 rapports reçus: Conventions nos 29, 63, 81, 105, 118, 135, 182

· 12 rapports non reçus: Conventions nos 22, 74, 87, 98, 100, 108, 111, 115, 122, 138, 144, 147

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 81, 87, 108, 115, 118

Demandes directes pour les conventions nos 63, 98, 100, 105, 111, 122, 138, 144, 147, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-91	92

## Bélarus

**42 conventions en vigueur**

Membre depuis 1954

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

11, 14, 16, 26, 27, 32, 45, 47, 52, 77, 78, 79, 88, 90, 95, 106, 108, 115, 116, 119, 120, 124, 142, 149, 150, 151, 154, 155, 160, 167, 183

**14 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 119, 120, 122, 144, 150, 155, 167

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 29, 45, 81, 88, 105, 115, 120, 138, 155, 160, 167

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-92	-

## Belgique

**76 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 45, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 80, 82, 84, 85, 88, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 107, 113, 114, 115, 120, 121, 124, 125, 126, 132, 139, 140, 141, 147, 148, 149, 151, 154, 162, 171, 174, 180, 181

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 56, 62, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 120, 122, (132), 139, (141), 144, 148, 162, (180), (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 62, 87, 147, 162

Demandes directes pour les conventions nos 8, 29, 45, 55, 73, 115, 132, 147, 148, 162, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	91, 92

## Belize

**44 conventions en vigueur**

Membre depuis 1981

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 42, 55, 58, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 103, 108, 115, 133, 134, 135, 140, 141, 147, 150, 151, 154, 155, 156

**22 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 9 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 29, 58, 81, 105, 108, 135

· 13 rapports non reçus: Conventions nos 87, 88, 98, 100, 111, 115, 138, 144, 150, 151, 154, 155, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 14, 22, 88, 95, 98, 100, 111, 115, 138, 144, 150, 151, 154, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 84(P147), 87	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92



**Bénin****24 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 95, 135, 143, 150, 160, 161

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 87, 98, 100, 111, 144, 160, 161

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 105

Demandes directes pour les conventions nos 13, 98, 161

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92	-

**Bolivie****45 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129

**Autres conventions**

1, 14, 17, 19, 20, 26, 30, 45, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 96, 102, 103, 106, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 128, 130, 131, 136, 156, 159, 160, 162, 169

**16 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 30, 45, 87, 88, 96, 98, 100, 111, 120, 122, 136, 159, 162, 169, (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 1, 30, 87, 95, 98, 169

Demandes directes pour les conventions nos 45, 87, 95, 117, 159, 169

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-79, 80(C174), 81(C175), 82(C176), 83(C177), 84(C178; C179; C180), 85(C181), 87, 88(C183), 89(C184), 91	80(R181), 81(R182), 82(P081; R183), 83(R184), 84(P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88(R191), 89(R192), 90, 92

## Bosnie-Herzégovine

**67 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129

**Autres conventions**

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

**58 rapports demandés sur l'application des conventions**

- 19 rapports reçus: Conventions nos 8, 11, 14, 24, 25, 45, 56, 87, 88, 90, 98, 100, 103, 106, 111, 122, 132, 138, 140
- 39 rapports non reçus: Conventions nos 9, 12, 13, 16, 19, 22, 23, 27, 29, 32, 53, 69, 73, 74, 81, 91, 92, 97, 102, (105), 113, 114, 119, 121, 126, 129, 131, 135, 136, 139, 142, 143, 148, 155, 156, 159, 161, 162, (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 14, 81, 87, 98, 100, 106, 111, 132

Demandes directes pour les conventions nos 8, 14, 45, 87, 89, 90, 98, 100, 103, 106, 111, 132, 138, 158

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Botswana

**15 conventions en vigueur**

Membre depuis 1978

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

144

**Autres conventions**

14, 19, 95, 151, 173, 176

**12 rapports demandés sur l'application des conventions**

- 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 151, 173
- 8 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 138, 144, 176, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 98, 105, 151

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 138, 144, 173, 176, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72, 74-77, 78(R179), 79-87	78(C172), 88, 89, 90, 91, 92

## Brésil

**75 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

6, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 42, 45, 53, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 103, 104, 106, 108, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 152, 154, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 168, 169, 170, 171, 174

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 88, 98, 100, 111, 115, 119, 120, 122, 127, 136, 139, 144, 148, 155, 159, 161, 162, 170, 174

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 92, 95, 98, 117, 133, 144, 155

Demandes directes pour les conventions nos 22, 45, 53, 92, 98, 108, 120, 125, 132, 133, 134, 139, 146, 147, 155, 160, 162, 163, 164, 166, 169, 171

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 51(C127; R128; R129; R130; R131), 53(R133; R134), 54-56, 58-62, 63(C148; R156; R157), 64(R158; R159), 65-66, 67(C154; C155; R163; R164; R165), 68(C158; P110; R166), 69-72, 74-77, 80, 82(C176; R183), 84(C178; R185), 87, 89	51(C128), 52, 53(C129; C130), 63(C149), 64(C150; C151), 67(C156), 68(C157), 78, 79, 81, 82(P081), 83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 91, 92

## Bulgarie

**76 conventions en vigueur**

Membre depuis 1920

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

1, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 94, 95, 106, 108, 113, 116, 120, 124, 127, 146, 147, 163, 164, 166, 173, 178, 179, 180, 181, 183

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 34, 45, 62, 87, 98, 100, 111, 120, 127, 144, (146), (147), (166), (179)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 17, 22, 23, 29, 45, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 98, 105, 108, 144, 180

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91	92

## Burkina Faso

**35 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 95, 97, 116, 131, 132, 135, 141, 143, 150, 159, 161, 170, 173

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 13, 87, 98, 100, 111, 144, 159, 161, 170

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 111

Demandes directes pour les conventions nos 29, 98, 100, 105, 111, 144, 150, 159, 161, 170

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92

## Burundi

**30 conventions en vigueur**

Membre depuis 1963

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

1, 4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 42, 50, 52, 62, 64, 89, 90, 94, 101, 135

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 1 rapport reçu: Convention no 87

· 14 rapports non reçus: Conventions nos 29, 62, 81, 89, 94, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144, (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 62, 87, 94, 135

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 87, 89, 98, 100, 101, 105, 111, 138

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-81, 82(C176; P081), 87	82(R183), 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Cambodge

**12 conventions en vigueur**

Membre depuis 1969

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

**Conventions prioritaires**

122

**Autres conventions**

4, 6, 13, 150

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 4, 13, 29, 87, 98, 100, 111, 122, 138

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 98, 122

Demandes directes pour les conventions nos 4, 13, 87, 100, 105, 111, 138, 150

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-54, 56, 58(C138; R146), 64(C150; R158)	55, 58(C137; R145), 59, 60, 61, 62, 63, 64(C151; R159), 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92

## Cameroun

**44 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

3, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 19, 26, 33, 45, 50, 64, 65, 77, 78, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 106, 108, 116, 123, 131, 132, 135, 143, 146, 158, 162

**10 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 78, 87, 98, 100, 106, 111, 122, 162

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 9, 78, 87, 98, 135, 162

Demandes directes pour les conventions nos 45, 106, 138, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-68, 72, 74, 87	69, 70, 71, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Canada

### 28 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

#### Conventions fondamentales

87, 100, 105, 111, 182

#### Conventions prioritaires

122

#### Autres conventions

1, 7, 8, 14, 15, 16, 22, 26, 27, 32, 58, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 108, 116, 147, 160, 162

### 6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 88, 100, 111, 122, 162

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 87, 122, 162

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	91, 92

## Cap-Vert

### 12 conventions en vigueur

Membre depuis 1979

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

#### Conventions prioritaires

81

#### Autres conventions

17, 19, 118, 155

### 11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 118, 155, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 81, 98

Demandes directes pour les conventions nos 19, 87

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## République centrafricaine

**34 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

2, 3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 62, 67, 88, 94, 95, 99, 101, 104, 116, 117, 118, 119

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 17 rapports reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 41, 62, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 18, 117, 118

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 13, 18, 29, 41, 62, 81, 87, 94, 95, 105, 117, 118, 119

Demandes directes pour les conventions nos 29, 88, 95, 98, 100, 105, 111, 118, 138, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74, 87	75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Chili

**49 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122, 144

**Autres conventions**

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 63, 80, 103, 115, 121, 127, 131, 135, 136, 140, 151, 156, 159, 161, 162

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 6 rapports reçus: Conventions nos 9, 29, 103, 115, 140, 151

· 14 rapports non reçus: Conventions nos 2, 13, 87, 98, 100, 111, 121, 122, 127, 136, 144, 159, 161, 162

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 9, 103, 111, 127, 161, 162

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 100, 111, 136, 140, 151, 162

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Chine

Membre depuis 1919

### 20 conventions en vigueur

#### Conventions fondamentales

100, 138, 182

#### Conventions prioritaires

122, 144

#### Autres conventions

11, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 45, 80, 150, 159, 167, 170

### 10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 22, 23, 45, 100, 122, 144, 159, 167, 170

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 23

Demandes directes pour les conventions nos 16, 32, 45, 138, 150, 170, 182

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91	92

## Région administrative spéciale de Hong-kong

Région administrative spéciale de la Chine

### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 138, 182

### Conventions prioritaires

81, 122, 144

### Autres conventions

2, 3, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 22, 23, 32, 42, 50, 64, 65, 74, 90, 92, 97, 101, 108, 115, 124, 133, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160

### 7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 87, 98, 115, 122, 144, 148

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 98, 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos 101, 105, 108, 115, 182

## Région administrative spéciale de Macao

Région administrative spéciale de la Chine

### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

### Conventions prioritaires

81, 122, 144

### Autres conventions

1, 6, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 68, 69, 73, 74, 88, 92, 106, 108, 115, 120, 148, 150, 155, 167

### 12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 88, 98, 100, 111, 115, 120, 122, 144, 148, 155, 167

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 19, 29, 73, 87, 98, 106, 108, 115, 144, 148, 150, 155, 167, 182



## Chypre

**51 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

2, 11, 16, 19, 23, 44, 45, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 102, 106, 114, 116, 119, 121, 123, 124, 128, 135, 141, 142, 143, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 159, 160, 162, 171, 172, 175, 183

**25 rapports demandés sur l'application des conventions**

- 23 rapports reçus: Conventions nos 16, 23, 29, 45, 81, 87, 92, 98, 100, 105, 111, 119, 135, 138, 144, 147, 150, 151, 154, 155, 159, 160, 162
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 88, 122

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 105, 151

Demandes directes pour les conventions nos 23, 45, 92, 100, 122, 138, 147, 150, 159, 160

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-90, 92	91

## Colombie

**54 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 52, 80, 88, 95, 99, 101, 104, 106, 116, 136, 151, 154, 159, 160, 161, 162, 167, 169, 170, 174

**16 rapports demandés sur l'application des conventions**

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 87, 88, 98, 100, 106, 111, 136, 144, 159, 161, 162, 167, 170, 174

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 24, 87, 95, 98, 106, 169

Demandes directes pour les conventions nos 9, 13, 16, 22, 23, 24, 25, 87, 88, 136, 144, 161, 162, 167, 170, 174

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74, 75(C167; R175; R176), 76-78, 79(R180), 80, 81(C175), 87, 88(C183), 89(C184)	75(C168), 79(C173), 81(R182), 82, 83, 84, 85, 86, 88(R191), 89(R192), 90, 91, 92

## Comores

**29 conventions en vigueur**

Membre depuis 1978

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

1, 6, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 52, 77, 78, 89, 95, 99, 101, 106

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 5, 10, 11, 12, 13, 29, 52, 81, 87, 89, 98, 100, 105, 106, 122

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 13, 29, 81, 98, 122

Demandes directes pour les conventions nos 52, 100, 105

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Congo

**21 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

6, 11, 13, 14, 26, 89, 95, 119, 149, 150, 152

**10 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 13, 29, 87, 95, 98, 100, 111, 119, 144, 152

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 95, 182

Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 105, 111, 138, 144, 149, 152, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53, 54(C131; C132), 55(C133; C134), 56, 58(C138; R146), 59, 60(C142; R150), 61, 63(C148; C149; R157), 64-66, 67(C154; C155; C156), 68(C158), 71(C160; C161), 75(C167; C168), 76, 87	54(R135; R136), 55(R137; R138; R139; R140; R141; R142), 58(C137; R145), 60(C141; C143; R149; R151), 62, 63(R156), 67(R163; R164; R165), 68(C157; P110; R166), 69, 70, 71(R170; R171), 72, 74, 75(R175; R176), 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## République de Corée

**20 conventions en vigueur**

Membre depuis 1991

**Conventions fondamentales**

100, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

19, 26, 53, 73, 88, 131, 135, 142, 150, 156, 159, 160, 170

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 5 rapports reçus: Conventions nos (53), 73, 138, 160, (170)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 81, 150, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 26, 111, 131

Demandes directes pour les conventions nos 73, 81, 88, 100, 111, 122, 138, 142, 150, 159, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-89, 92	90, 91

## Costa Rica

**48 conventions en vigueur**

Membre de 1920 à 1927 et depuis 1944

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

1, 8, 11, 14, 16, 26, 45, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 117, 120, 127, 130, 131, 134, 135, 137, 141, 145, 147, 148, 150, 159, 160, 169

**16 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 87, 88, 95, 96, 98, 100, 111, 120, 122, 127, 138, 144, 148, 150, 159

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 95, 98, 138

Demandes directes pour les conventions nos 45, 87, 117, 144, 147, 150

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Côte d'Ivoire

**32 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

3, 4, 6, 11, 13, 14, 18, 19, 26, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 110, 116, 133, 135, 136, 159

**14 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 1 rapport reçu: Convention no (182)

· 13 rapports non reçus: Conventions nos 13, 45, 81, 87, 96, 98, 100, 111, 129, 136, (138), 144, 159

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 81

Demandes directes pour les conventions nos 13, 29, 96, 100, 111, 129, 136, 144, 159

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Croatie

**56 conventions en vigueur**

Membre depuis 1992

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129

**Autres conventions**

3, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 90, 91, 92, 102, 103, 106, 113, 116, 119, 121, 132, 135, 136, 139, 147, 148, 155, 156, 159, 161, 162, 179

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 13, 22, 23, 45, 87, 91, 98, 100, 111, 119, 122, 129, 136, 139, 148, 155, 159, 161, 162

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 98, 139, 162

Demandes directes pour les conventions nos 9, 13, 22, 23, 45, 53, 56, 69, 73, 74, 91, 92, 106, 119, 122, 129, 136, 139, 147, 155, 159

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85, 87	86, 88, 89, 90, 91, 92

## Cuba

**73 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

1, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 45, 52, 53, 63, 67, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 104, 106, 107, 108, 110, 113, 116, 120, 131, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 148, 150, 151, 152, 155, 159, 183

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 81, 87, 88, 96, 98, 100, 111, 120, 122, 136, 148, 155, 159

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 22, 87, 98, 108, 155

Demandes directes pour les conventions nos 45, 53, 63, 81, 92, 98, 100, 111, 122

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91	92

## Danemark

**61 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

2, 6, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 18, 19, 21, 27, 42, 52, 53, 73, 80, 88, 92, 94, 102, 106, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 130, 133, 134, 135, 139, 141, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 159, 160, 163, 167, 169, 180

**35 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 29 rapports reçus: Conventions nos 9, 29, 52, 53, 81, 88, 92, 100, 105, 108, 111, 115, 119, 120, 122, 134, 135, 138, 139, 144, 147, 148, 150, 151, 159, 160, 167, 169, 182

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98, (133), 142, 155, (180)

*Groenland*

**9 rapports demandés**

· 8 rapports reçus: Conventions nos 7, 14, 16, 29, 87, 105, 106, 122

· 1 rapport non reçu: Convention no 126

*Iles Féroé*

**3 rapports demandés**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 126

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 98, 169

Demandes directes pour les conventions nos 29, 52, 115, 120, 122, 126, 138, 147, 148, 152, 155, 169, 182

Demande directe sur la soumission

*Groenland*

Demandes directes pour les conventions nos 14, 19, 106, 122

*Iles Féroé*

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 14, 106

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91	92

## Djibouti

**60 conventions en vigueur**

Membre depuis 1978

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

1, 2, 6, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 35, 36, 37, 38, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 77, 78, 88, 89, 91, 94, 95, 96, 99, 101, 106, 108, 115, 120, 124, 125, 126

**42 rapports demandés sur l'application des conventions**

- 24 rapports reçus: Conventions nos 19, 22, 23, 29, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 81, 87, 88, 91, 96, 100, 105, 106, 108, 115, 120, 122, 125
- 18 rapports non reçus: Conventions nos 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 44, 45, 52, 77, 78, 89, 98, 101, 124, 126

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

- Observations pour les conventions nos 19, 26, 56, 71, 87, 94, 98, 115, 120
- Demandes directes pour les conventions nos 10, 19, 33, 55, 73, 81, 100, 106, 125
- Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-65, 67, 71-72, 83, 87	66, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## République dominicaine

**31 conventions en vigueur**

Membre depuis 1924

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

1, 19, 26, 45, 52, 77, 79, 80, 88, 90, 95, 104, 106, 107, 119, 150, 159, 167, 171, 172

**12 rapports demandés sur l'application des conventions**

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 87, 88, 98, 100, 111, 119, 122, 144, 159, 167

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

- Observations pour les conventions nos 87, 98
- Demandes directes pour les conventions nos 45, 171

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Dominique

**26 conventions en vigueur**

Membre depuis 1982

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 94, 95, 97, 108, 135, 147, 150, 169

**16 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 8 rapports reçus: Conventions nos 8, 14, 22, 29, 81, 105, 111, 138

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 16, 87, 98, 100, 108, (144), (169), (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 111, 138

Demandes directes pour les conventions nos 8, 14, 16, 29, 81, 100, 105, 111

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-79, 87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Egypte

**63 conventions en vigueur**

Membre depuis 1936

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

1, 2, 9, 11, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 96, 101, 104, 106, 107, 115, 116, 118, 131, 134, 135, 137, 139, 142, 145, 147, 148, 149, 150, 152, 159, 166

**17 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 45, 62, 71, 87, 88, 96, 98, 100, 111, 115, 118, (129), 139, 144, 148, 159

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 29, 87, 94, 98, 105, 111

Demandes directes pour les conventions nos 29, 45, 81, 87, 88, 96, 98, 100, 105, 111, 115, 118, 129, 139, 149, 152, 159, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## El Salvador

### 25 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1948

#### Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

12, 77, 78, 88, 99, 104, 107, 131, 141, 142, 150, 155, 156, 159, 160

### 7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 88, 100, 111, 122, 144, 155, 159

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 29, 155

Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 144

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-61, 63(C149), 64(C150), 67(C155; C156; R164; R165), 69(C159; R168), 71-72, 74-81, 87, 90(P155)	62, 63(C148; R156; R157), 64(C151; R158; R159), 65, 66, 67(C154; R163), 68, 69(R167), 70, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90(R193; R194), 91, 92

## Emirats arabes unis

### 9 conventions en vigueur

Membre depuis 1972

#### Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81

#### Autres conventions

1, 89

### 5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 29, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 105, 138, 182

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92	-



## Equateur

**55 conventions en vigueur**

Membre depuis 1934

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

2, 11, 24, 26, 45, 77, 78, 86, 88, 95, 97, 101, 102, 103, 104, 106, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 127, 128, 130, 131, 136, 139, 141, 142, 148, 149, 152, 153, 159, 162, 169

**22 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 77, 78, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 119, 120, 122, 127, 136, 139, 142, 144, 148, 153, 159, 162, 169

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 77, 78, 87, 98, 101, 115, 118, 121, 128, 130, 152, 153, 162

Demandes directes pour les conventions nos 45, 81, 101, 117, 149, 152

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90(P155), 92	89, 90(R193; R194), 91

## Erythrée

**7 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

**4 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 111

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 100, 111

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-91	92

## Espagne

**106 conventions en vigueur**

Membre de 1919 à 1941 et depuis 1956

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 44, 45, 53, 55, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 126, 127, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 172, 173, 176, 180, 181

**31 rapports demandés sur l'application des conventions**

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 55, 68, 69, 73, 74, 81, 92, 105, 108, 129, 134, 138, 142, 145, 146, 147, 150, 160, 163, 164, 165, 166, (180), 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 155

Demandes directes pour les conventions nos 8, 29, 81, 88, 117, 120, 122, 138, 148, 164, 166, 176, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-62, 63(C148; R156), 64-72, 74-79, 82, 84(C180; R187), 85, 87	63(C149; R157), 80, 81, 83, 84(C178; C179; P147; R185; R186), 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Estonie

**36 conventions en vigueur**

Membre depuis 1921, 1992

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

2, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 22, 23, 27, 41, 45, 53, 108, 135, 147, 174

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 45, 87, 98, 100, (122), 144, 174

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 9

Demandes directes pour les conventions nos 2, 13, 22, 23, 29, 45, 87, 100, 105, 108, 174

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92	-

## Etats-Unis

Membre de 1934 à 1977 et depuis 1980

### 12 conventions en vigueur Conventions fondamentales

105, 182

### Conventions prioritaires

144

### Autres conventions

53, 55, 58, 74, 80, 147, 150, 160, 176

### 9 rapports demandés sur l'application des conventions

- 3 rapports reçus: Conventions nos 58, 74, 150
- 6 rapports non reçus: Conventions nos 53, 55, 105, 147, 160, 182

#### *Guam*

- 2 rapports reçus: Conventions nos 58, 74
- 3 rapports non reçus: Conventions nos 53, 55, 147

#### *Iles Mariannes du Nord*

- Aucun rapport reçu: Convention no 147

#### *Iles Vierges américaines*

- 2 rapports reçus: Conventions nos 58, 74
- 3 rapports non reçus: Conventions nos 53, 55, 147

#### *Porto Rico*

- 2 rapports reçus: Conventions nos 58, 74
- 3 rapports non reçus: Conventions nos 53, 55, 147

#### *Samoa américaines*

- 1 rapport reçu: Convention no 58
- 3 rapports non reçus: Conventions nos 53, 55, 147

5 rapports demandés

1 rapport demandé

5 rapports demandés

5 rapports demandés

4 rapports demandés

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 105, 182

Demandes directes pour les conventions nos 55, 105, 147, 160, 176

#### *Guam*

Demande directe générale

Demande directe pour la convention no 55

#### *Iles Mariannes du Nord*

Demande directe générale

#### *Iles Vierges américaines*

Demande directe générale

Demande directe pour la convention no 55

#### *Porto Rico*

Demande directe générale

Demande directe pour la convention no 55

#### *Samoa américaines*

Demande directe générale

Demande directe pour la convention no 55

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-60, 66-72, 74-91	92

## Ethiopie

**20 conventions en vigueur**

Membre depuis 1923

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Autres conventions**

2, 11, 14, 80, 88, 106, 116, 155, 156, 158, 159, 181

**12 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 10 rapports reçus: Conventions nos 2, (29), 87, 100, 105, 111, 155, 159, 181, (182)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 88, 98

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 98, 111, 155

Demandes directes pour les conventions nos 100, 105, 111, 159, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89	88(R191), 90, 91, 92

## Ex-République yougoslave de Macédoine

**68 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

**60 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 29, 32, 45, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 98, 100, 102, 103, (105), 106, 111, 113, 114, 119, 121, 122, 126, 129, 131, 132, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162, (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 98

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Fidji

### 22 conventions en vigueur

Membre depuis 1974

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

144

#### Autres conventions

8, 11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 108, 159, 169

### 9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 87, 98, 100, 105, 111, (138), 144

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 45, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 182

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Finlande

### 81 conventions en vigueur

Membre depuis 1920

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 27, 47, 53, 73, 80, 88, 92, 94, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 124, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 168, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 184

### 22 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 119, 120, 122, 136, 139, 144, 148, 155, 159, 161, 162, 167, 176, 181, (184)

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demandes directes pour les conventions nos 13, 53, 87, 115, 120, 134, 136, 139, 145, 147, 162, 176, 179, 180, 181, 184

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## France

### 102 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

2, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 82, 84, 85, 88, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 156, 158, 159, 163, 164, 166, 178, 179, 180, 185

### 29 rapports demandés sur l'application des conventions

· 26 rapports reçus: Conventions nos 8, 13, 22, 23, 45, 53, 62, 63, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 115, 120, 122, 127, 136, 139, 144, 145, 146, 147, 159, (180)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 88, 96, 148

#### Guadeloupe

24 rapports demandés

· 13 rapports reçus: Conventions nos 8, 22, 23, 29, 53, 92, 105, 108, 129, 135, 145, 146, 147

· 11 rapports non reçus: Conventions nos 13, 45, 62, 87, 98, 100, 111, 115, 120, 136, 144

#### Guyane française

20 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 13, 22, 23, 45, 53, 62, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 115, 120, 136, 144, 145, 146, 147

#### Martinique

20 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 13, 22, 23, 45, 53, 62, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 115, 120, 136, 144, 145, 146, 147

#### Nouvelle-Calédonie

12 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 120, 122, 127, 144

#### Polynésie française

13 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 19, 45, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 120, 122, 127, 144

#### Réunion

20 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 13, 22, 23, 45, 53, 62, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 115, 120, 136, 144, 145, 146, 147

#### Saint-Pierre-et-Miquelon

24 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 13, 16, 22, 23, 45, 53, 55, 56, 71, 73, 87, 88, 98, 100, 108, 111, 115, 120, 122, 144, 145, 146, 147

#### Terres australes et antarctiques françaises

17 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 68, 73, 87, 92, 98, 108, 111, 133, 134, 146, 147

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 22, 53, 98, 111, 115, 136, 149

Demandes directes pour les conventions nos 16, 23, 45, 53, 73, 74, 87, 96, 98, 100, 105, 111, 115, 125, 127, 136, 142, 145, 148, 149, 180

#### Guadeloupe

Observations pour les conventions nos 22, 53

Demandes directes pour les conventions nos 9, 16, 23, 73, 74, 81, 100, 111, 112, 113, 125, 129, 136, 145, 149

#### Guyane française

Observations pour les conventions nos 22, 53, 115

Demandes directes pour les conventions nos 9, 16, 23, 45, 73, 74, 100, 111, 112, 113, 125, 145, 149

#### Martinique

Observations pour les conventions nos 22, 53, 115

Demandes directes pour les conventions nos 9, 16, 23, 45, 73, 74, 81, 100, 111, 112, 113, 125, 129, 136, 145, 149

#### Nouvelle-Calédonie

Observation pour la convention no 127

Demandes directes pour les conventions nos 9, 13, 16, 45, 73, 100, 106, 111, 115, 120, 125, 126, 144, 149

#### Polynésie française

Observations pour les conventions nos 19, 53, 115, 127

Demandes directes pour les conventions nos 16, 19, 29, 45, 73, 82, 100, 111, 122, 125, 126, 144, 149

#### Réunion

Observations pour les conventions nos 22, 53, 115

Demandes directes pour les conventions nos 9, 16, 23, 45, 52, 73, 74, 81, 100, 111, 112, 113, 125, 129, 145, 149

#### Saint-Pierre-et-Miquelon

Observations pour les conventions nos 22, 53

Demandes directes pour les conventions nos 9, 16, 23, 45, 100, 111, 115, 122, 125, 149

**Terres australes et antarctiques françaises**

Observations pour les conventions nos 8, 16, 22, 73, 134, 147

Demandes directes pour les conventions nos 23, 53, 87, 98, 111, 134, 146

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

**Gabon**
**35 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 33, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 101, 106, 123, 124, 135, 150, 154, 158

**11 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 87, 96, 98, 100, 111, 144, 150, 158, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 29, 144, 158, 182

Demandes directes pour les conventions nos 45, 87, 96, 100, 105, 111, 150, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 75-81, 82(C176), 83(C177), 84(C179), 85(C181), 87, 89(C184), 91	74, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89(R192), 90, 92

**Gambie**
**8 conventions en vigueur**

Membre depuis 1995

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (29), 87, 98, 100, (105), 111, (138), (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 100, 111

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Géorgie

**16 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122

**Autres conventions**

52, 88, 117, 142, 151, 163, 181

**14 rapports demandés sur l'application des conventions**

- 13 rapports reçus: Conventions nos 29, 52, 87, 88, 98, 100, 105, 111, 117, 122, 138, 142, (151)
- 1 rapport non reçu: Convention no 181

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 29, 52, 87, 88, 98, 100, 111, 138, 181, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
85, 86-87	80, 81, 82, 83, 84, 88, 89, 90, 91, 92

## Ghana

**47 conventions en vigueur**

Membre depuis 1957

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

1, 8, 11, 14, 15, 16, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 69, 74, 88, 89, 90, 92, 94, 96, 103, 106, 107, 108, 115, 116, 117, 119, 120, 147, 148, 149, 150, 151

**27 rapports demandés sur l'application des conventions**

- 13 rapports reçus: Conventions nos 8, 22, 29, 69, 74, 81, 94, 98, 103, 108, 115, 117, 182
- 14 rapports non reçus: Conventions nos 16, 23, 45, 58, 87, 88, 92, 96, 100, 105, 111, 119, 120, 148

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 94, 98, 103, 105, 115, 119

Demandes directes pour les conventions nos 1, 8, 14, 29, 30, 81, 87, 88, 98, 100, 103, 105, 106, 107, 108, 111, 120, 148, 149, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-79, 83, 84(C178; C179; C180; P147; R187), 85-87	80, 81, 82, 84(R185; R186), 88, 89, 90, 91, 92



## Grèce

### 63 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 23, 27, 42, 45, 52, 55, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 80, 88, 90, 92, 95, 102, 103, 106, 108, 115, 124, 126, 133, 134, 135, 136, 141, 142, 147, 149, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 180

### 13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 62, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 122, 136, 144, 159

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 105

Demandes directes pour les conventions nos 45, 62, 69, 88, 105, 122, 126, 144, 147, 180

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Grenade

### 26 conventions en vigueur

Membre depuis 1979

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 99, 108

### 14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 14, 16, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 108, (111), (138), 144, (182)

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation générale

Observation pour la convention no 144

Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 100, 105

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-80, 82(C176), 83(C177), 84(C178), 87	81, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C179; C180; P147; R185; R186; R187), 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Guatemala

### 67 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1945

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

1, 11, 13, 14, 16, 19, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 77, 78, 79, 80, 86, 88, 89, 90, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 103, 104, 106, 108, 110, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 131, 141, 148, 149, 154, 156, 159, 160, 161, 162, 167, 169

### 20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 87, 88, 96, 98, 100, 103, 111, 119, 120, 122, 127, 144, 148, 159, 161, 162, 167, 169

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 1, 30, 87, 98, 103, 120, 131, 162, 169

Demandes directes pour les conventions nos 16, 45, 58, 88, 96, 103, 108, 112, 169

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Guinée

### 50 conventions en vigueur

Membre depuis 1959

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

3, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 26, 45, 62, 89, 90, 94, 95, 99, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159

### 30 rapports demandés sur l'application des conventions

· 13 rapports reçus: Conventions nos 3, 13, 16, 26, 81, 87, 94, 98, 100, 111, 144, 152, 159

· 17 rapports non reçus: Conventions nos 45, 62, 115, 118, 119, 120, 121, 122, 133, 134, 136, (138), 139, 140, 148, 150, (182)

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 81, 87, 94, 98, 111, 115, 118, 120, 121, 122, 134, 140, 144, 149

Demandes directes pour les conventions nos 3, 16, 29, 62, 100, 105, 111, 113, 117, 118, 133, 136, 139, 148, 150, 152, 159

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56, 58-72, 74-83, 87	84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Guinée-Bissau

**30 conventions en vigueur**

Membre depuis 1977

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

1, 4, 6, 7, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

**6 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 45, 88, 98, 100, 111

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 45, 73, 81, 92, 98, 105

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-78, 79(C173), 80(C174), 81(C175), 82(C176), 84(C179), 85(C181), 87	79(R180), 80(R181), 81(R182), 82(P081; R183), 83, 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Guinée équatoriale

**14 conventions en vigueur**

Membre depuis 1981

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Autres conventions**

1, 14, 30, 68, 92, 103

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 3 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, (182)

· 5 rapports non reçus: Conventions nos (68), (92), 100, 111, 138

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 100, 105, 111, 138

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72, 74-79, 84, 87	80, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Guyana

**41 conventions en vigueur**

Membre depuis 1966

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

2, 11, 12, 19, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 108, 115, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 149, 150, 151, 166, 172, 175

**21 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 2, 29, 45, 81, 87, 98, 100, 105, 108, 111, 115, 129, 135, 136, 138, 139, 144, 150, 151, 166, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 129, 136, 139

Demandes directes pour les conventions nos 2, 81, 100, 111, 115, 129, 138, 144, 149, 150, 166, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-91	92

## Haïti

**23 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

1, 5, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 45, 77, 78, 90, 106, 107

**19 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 11 rapports reçus: Conventions nos 14, 24, 25, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 106, 111

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 1, 19, 30, 45, 77, 78, 90, 107

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 24, 25, 81, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 14, 45, 77, 78, 100, 106, 111

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-66, 67(C156; R165), 69-72, 74, 75(C167)	67(C154; C155; R163; R164), 68, 75(C168; R175; R176), 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92

## Honduras

### 22 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1955

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122

#### Autres conventions

14, 27, 32, 42, 45, 62, 78, 95, 106, 108, 116, 169

### 7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 62, 87, 98, 100, 111, 122

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 108

Demandes directes pour les conventions nos 45, 100, 111

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92	-

## Hongrie

### 59 conventions en vigueur

Membre depuis 1922

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

2, 3, 6, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 24, 26, 27, 42, 45, 77, 78, 88, 95, 99, 115, 124, 127, 132, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 181, 183, 185

### 21 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 122, 127, 136, 139, 144, 148, 155, 159, 161, 166, 167, (181), (183)

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 98, 166

Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 45, 81, 87, 105, 129, 132, 136, 165, 182

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Iles Salomon

**14 conventions en vigueur**

Membre depuis 1984

**Conventions fondamentales**

29

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 42, 45, 94, 95, 108

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 29, 42, 45, 81, 84, 94, 95, 108

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demandes directes pour les conventions nos 8, 14, 16, 26, 29, 45, 94, 95

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74	70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92

## Inde

**38 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 100, 105, 111

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

1, 4, 5, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 32, 42, 45, 80, 88, 89, 90, 107, 108, 115, 116, 118, 123, 136, 141, 147, 160

**11 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 88, 89, 100, 105, 107, 111, 115, 122, 136, 144

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 1, 89, 100, 107, 111, 115

Demandes directes pour les conventions nos 45, 100, 105, 107, 111, 136, 147

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Indonésie

### 17 conventions en vigueur

Membre depuis 1950

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

19, 27, 45, 69, 88, 106, 120

### 8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 87, 88, 98, 100, 111, 120, 144

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 45, 87, 88, 98, 105, 120

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-72, 74-92	-

## République islamique d'Iran

### 12 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

#### Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

#### Conventions prioritaires

122

#### Autres conventions

14, 19, 95, 104, 106, 108

### 5 rapports demandés sur l'application des conventions

· 3 rapports reçus: Conventions nos 95, 108, 111

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 100, 122

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 95, 111, 122

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 182

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 85, 87-89	84, 86, 90, 91, 92

## Iraq

**59 conventions en vigueur**

Membre depuis 1932

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

1, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 77, 78, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 106, 107, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 131, 132, 135, 136, 137, 139, 140, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, 172

**50 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 8, 11, 13, 14, 16, 19, 22, 23, 29, 30, 77, 78, 81, 88, 89, 92, 98, 100, 105, 106, 107, 108, 111, 115, 118, 119, 120, 122, 131, 132, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, (172), (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 13, 98, 115

Demandes directes pour les conventions nos 22, 23, 108, 120, 136, 147, 167

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92

## Irlande

**58 conventions en vigueur**

Membre depuis 1923

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

2, 6, 8, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 44, 49, 53, 62, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 92, 96, 99, 102, 108, 116, 118, 121, 124, 132, 139, 142, 147, 155, 159, 160, 172, 176, 177, 178, 179, 180

**14 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 62, 87, 88, 96, 98, 100, 111, 122, 139, 144, 155, 159, 176, (180)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 159

Demandes directes pour les conventions nos 62, 122, 139, 144, 176

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92



## Islande

**20 conventions en vigueur**

Membre depuis 1945

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122, 144

**Autres conventions**

2, 11, 91, 102, 108, 139, 147, 155, 156, 159

**11 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 87, 98, 100, 111, 122, 138, 139, 144, 155, 159

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 2, 100, 111, 122, 138, 139, 159

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Israël

**43 conventions en vigueur**

Membre depuis 1949

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

1, 9, 14, 19, 20, 30, 48, 52, 53, 77, 78, 79, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 101, 102, 106, 116, 117, 118, 133, 134, 136, 141, 142, 147, 150

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 88, 96, 98, 100, 111, 122, 136

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demandes directes pour les conventions nos 96, 100, 105, 111, 122, 138, 150

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56, 58-72, 74-92	-

## Italie

### 92 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1945

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 45, 48, 53, 55, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 106, 108, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 159, 160, 164, 167, 170, 175, 181, 183

### 20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 45, 87, 98, 100, 111, 115, 119, 120, 122, 127, 136, 139, 144, 148, 159, (167), 170, 181

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 92, 127, 133, 147

Demandes directes pour les conventions nos 9, 13, 16, 23, 29, 45, 53, 68, 69, 74, 115, 120, 134, 147, 148, 160, 183

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Jamaïque

### 26 conventions en vigueur

Membre depuis 1962

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

8, 11, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 97, 117, 149, 150, 152

### 11 rapports demandés sur l'application des conventions

· 10 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 81, 87, 98, 100, 122, (138), 144, (182)

· 1 rapport non reçu: Convention no 111

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 8, 87, 98, 117

Demandes directes pour les conventions nos 8, 16, 81, 100, 111, 122, 138, 144, 182

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-91	92

## Japon

### 40 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1940 et depuis 1951

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

2, 8, 9, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 45, 50, 69, 73, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 121, 131, 134, 139, 142, 147, 156, 159, 162, 181

### 13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 87, 88, 98, 100, 115, 119, 120, 122, 139, 144, 159, 181

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 88, 98, 115

Demandes directes pour les conventions nos 45, 120, 122, 144, 159, 181

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-92	-

## Jordanie

### 23 conventions en vigueur

Membre depuis 1956

#### Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

106, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 135, 142, 147, 150, 159, 185

### 9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 98, 100, 111, 119, 120, 122, (144), (150), (159)

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 117

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-91	92

## Kazakhstan

**16 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

88, 135, 148, 155

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 81, 87, 88, 98, 105, 111, 122, 129, 135, 138, 144, 148, 155, (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observation pour la convention no 148

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 87, 88, 98, 105, 111, 122, 129, 135, 138, 144, 155

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Kenya

**43 conventions en vigueur**

Membre depuis 1964

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

2, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 27, 32, 45, 50, 63, 64, 65, 86, 88, 89, 94, 97, 99, 118, 131, 132, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 143, 146, 149

**10 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 29, 63, 81, 105, 129, 134, 138, 146, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 29, 98, 105, 138

Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 63, 105, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87	82(P081), 84(P147), 88, 89, 90, 91, 92

## Kirghizistan

**49 conventions en vigueur**

Membre depuis 1992

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

11, 14, 16, 17, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 142, 147, 148, 149, 150, 154, 159, 160, 184

**45 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 6 rapports reçus: Conventions nos (81), 87, 95, 100, 122, 159

· 39 rapports non reçus: Conventions nos 11, 14, 16, 23, 27, 29, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 98, 103, (105), 106, 108, 111, 113, 115, 119, 120, 124, 126, (133), 134, 138, 142, 147, 148, 149, (150), (154), 160

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demande directe générale

Observation pour la convention no 122

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 52, 77, 78, 79, 87, 95, 100, 124, 148, 149, 159, 160

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87, 89	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92

## Kiribati

**4 conventions en vigueur**

Membre depuis 2000

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 105

**4 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos (29), (87), (98), (105)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	88, 89, 90, 91, 92

## Koweït

### 18 conventions en vigueur

Membre depuis 1961

#### Conventions fondamentales

29, 87, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

1, 30, 52, 89, 106, 116, 117, 119, 136, 159

### 5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 29, 87, 105, 111, 117

Demandes directes pour les conventions nos 29, 111, 138, 144, 159, 182

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

45-56, 58-72, 74-76, 78-79, 80(C174), 81-85, 87-88, 90

77, 80(R181), 86, 89, 91, 92

## République démocratique populaire lao

### 6 conventions en vigueur

Membre depuis 1964

#### Conventions fondamentales

29, 138, 182

#### Autres conventions

4, 6, 13

### 2 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 13, 29

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 13, 29

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

48-56, 58-72, 74-81, 87

82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## L'Etat indépendant du Samoa

Membre depuis 2005

## Lesotho

### 22 conventions en vigueur

Membre de 1966 à 1971 et depuis 1980

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

11, 14, 19, 26, 45, 64, 65, 135, 150, 155, 158, 167

### 14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 87, 98, 100, (105), 111, 135, 138, 144, (150), 167, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 98, 144, 167

Demandes directes pour les conventions nos 29, 45, 87, 100, 105, 111, 150, 155, 167

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-53, 66-72, 74-81, 82(C176; R183), 83-87	82(P081), 88, 89, 90, 91, 92

## Lettonie

### 44 conventions en vigueur

Membre depuis 1921, 1991

#### Conventions fondamentales

87, 98, 100, 105, 111

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 24, 106, 108, 115, 119, 120, 131, 132, 135, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 158, 160, 173

### 14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 7, 8, 9, 16, 81, 87, 98, 105, 108, 129, 135, 147, 150, 160

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 7, 8, 9, 16, 87, 98, 147, 148, 149, 173

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91	92

## Liban

**47 conventions en vigueur**

Membre depuis 1948

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

1, 8, 9, 14, 17, 19, 26, 30, 45, 52, 58, 59, 71, 73, 74, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 106, 115, 120, 127, 131, 133, 136, 139, 142, 147, 148, 150, 152, 159, 172, 174, 176

**13 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 29, 58, 71, 73, 74, 81, 105, 133, (138), 147, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 115, 120, 133, 139

Demandes directes pour les conventions nos 8, 9, 30, 45, 58, 71, 73, 88, 100, 105, 111, 115, 120, 139, 172, 176, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Libéria

**23 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

22, 23, 53, 55, 58, 65, 92, 104, 108, 112, 113, 114, 133, 147, 150

**21 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 22, 23, 29, 53, 55, 58, (81), 87, 92, 98, 105, 108, 111, 112, 113, 114, (133), (144), 147, (150), (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 22, 29, 55, 58, 87, 92, 98, 105, 111, 112, 113, 114, 133

Demandes directes pour les conventions nos 29, 53, 147

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-76, 77(C170; C171; R177; R178), 78-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87	77(P089), 82(P081), 84(P147), 88, 89, 90, 91, 92



## Jamahiriya arabe libyenne

### 28 conventions en vigueur

Membre depuis 1952

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122

#### Autres conventions

1, 3, 14, 26, 52, 53, 88, 89, 95, 96, 102, 103, 104, 118, 121, 128, 130, 131

### 19 rapports demandés sur l'application des conventions

· 12 rapports reçus: Conventions nos 29, 52, 87, 95, 102, 118, 121, 128, 130, 131, 138, 182

· 7 rapports non reçus: Conventions nos 14, 53, 81, 89, 96, 100, 105

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 88, 95, 102, 103, 118, 121, 122, 128, 130, 131

Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 52, 81, 87, 100, 102, 118, 121, 128, 130, 138, 182

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Lituanie

### 38 conventions en vigueur

Membre depuis 1921, 1991

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

1, 6, 11, 14, 19, 24, 27, 47, 73, 79, 80, 88, 90, 108, 116, 127, 131, 135, 142, 154, 156, 159, 160, 171, 173, 181, 183

### 9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 73, 81, 105, 108, 138, 160, (182), (183)

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 127

Demandes directes pour les conventions nos 1, 19, 73, 81, 88, 105, 138, 160, 171, 182

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92	-

## Luxembourg

**68 conventions en vigueur**

Membre depuis 1920

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 96, 102, 103, 108, 116, 121, 130, 132, 133, 135, 142, 146, 147, 150, 151, 155, 158, 159, 166, 172, 175, 178, 180

**24 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 19 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 68, 69, 73, 74, 92, 105, 108, 138, 147, 150, 166, 182

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 55, 56, 81, 135, (172)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 68, 81

Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 30, 55, 56, 73, 81, 92, 155, 175

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Madagascar

**33 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

4, 6, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 41, 88, 95, 97, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 159, 173

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 5 rapports reçus: Conventions nos 111, 129, 159, 173, (182)

· 4 rapports non reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 138

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 29, 81

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 88, 97, 111, 117, 122, 123, 138, 159, 173, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-54, 56, 58-68, 69(C159; R168), 70, 79, 87	55, 69(R167), 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Malaisie

Membre depuis 1957

### 14 conventions en vigueur

#### Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

50, 64, 65, 88, 95, 119, 123

### 5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 98, 138, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 98, 138, 182

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56, 58-72, 74-92	-

## Malaisie péninsulaire

### 5 conventions en vigueur

#### Autres conventions

11, 12, 17, 19, 45

## Sabah

### 4 conventions en vigueur

#### Autres conventions

16, 86, 94, 97

### 2 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 97

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 97

## Sarawak

### 7 conventions en vigueur

#### Autres conventions

11, 12, 14, 16, 19, 86, 94

### 1 rapport demandé sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 16

## Malawi

**29 conventions en vigueur**

Membre depuis 1965

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 97, 99, 104, 107, 149, 150, 158, 159

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 105, 129, 138, 150, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos 29, 45, 89, 100, 105, 111, 149, 159

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Mali

**25 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 95, 135, 141, 151, 159

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 19, 29, 81, 105, (138), 151, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 14, 182

Demandes directes pour les conventions nos 14, 19, 29, 81, 95, 100, 105, 111, 138, 151, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-78, 82-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 87-88	79, 80, 81, 84(P147), 85, 86, 89, 90, 91, 92

**Malte****55 conventions en vigueur**

Membre depuis 1965

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129

**Autres conventions**

1, 2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 32, 35, 36, 42, 43, 45, 49, 53, 62, 73, 74, 77, 78, 88, 95, 96, 99, 106, 108, 117, 119, 124, 127, 131, 132, 135, 136, 141, 147, 148, 149, 159, 180

**18 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 4 rapports reçus: Conventions nos 2, 13, 62, (147)

· 14 rapports non reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 29, 53, 73, 74, 81, 105, 108, 129, 138, 180, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observation pour la convention no 148

Demandes directes pour les conventions nos 1, 16, 22, 53, 73, 74, 81, 117, 129, 138, 147, 148, 180, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-90	91, 92

**Maroc****48 conventions en vigueur**

Membre depuis 1956

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129

**Autres conventions**

2, 4, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 26, 27, 30, 41, 42, 45, 52, 55, 65, 80, 94, 99, 101, 104, 106, 108, 116, 119, 135, 136, 145, 146, 147, 158, 178, 179, 180, 181

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 22, 29, 55, 81, 105, 108, 129, 138, 145, 146, 147, 178, 179, (180), 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 29, 105, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 2, 29, 81, 105, 122, 129, 138, 146, 147, 178, 181, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-91	92

## Maurice

**35 conventions en vigueur**

Membre depuis 1969

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

2, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 32, 42, 74, 86, 88, 94, 95, 97, 99, 108, 137, 150, 156, 159, 160, 175

**11 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 29, 74, 81, 105, 108, (137), 138, 160, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 105, 108, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 100, 111, 138, 175, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56, 58-72, 74-92	-

## Mauritanie

**39 conventions en vigueur**

Membre depuis 1961

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

3, 6, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 33, 52, 53, 58, 62, 89, 90, 91, 94, 95, 96, 101, 102, 112, 114, 116, 118

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 22, 23, 29, 53, 58, 81, 105, 138, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 53, 95, 102, 118

Demandes directes pour les conventions nos 94, 105, 112, 122

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-80, 81(C175), 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-91	81(R182), 82(P081), 84(P147), 92

## Mexique

**67 conventions en vigueur**

Membre depuis 1931

**Conventions fondamentales**

29, 87, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

144

**Autres conventions**

8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 26, 27, 30, 42, 43, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 102, 106, 108, 110, 112, 115, 116, 118, 120, 123, 124, 131, 134, 135, 140, 141, 142, 150, 152, 153, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 166, 167, 169, 170, 172, 173

**18 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 29, 53, 55, 56, 58, 105, 108, 134, 150, 160, 163, 164, 166, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 100, 111, 169, 182

Demandes directes pour les conventions nos 16, 55, 100, 111, 155, 169, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(P155; R194), 91	90(R193), 92

## République de Moldova

**36 conventions en vigueur**

Membre depuis 1992

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

11, 47, 88, 92, 95, 97, 99, 103, 108, 117, 119, 127, 131, 132, 133, 135, 141, 142, 151, 154, 155, 158, 181, 184

**12 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 9 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, (99), 105, 129, 138, (151), 181, 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 108, (119), (141)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 105, 111, 122

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 88, 98, 99, 100, 105, 108, 111, 132, 138, 151, 155, 181, 182, 184

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91	92

## Mongolie

**15 conventions en vigueur**

Membre depuis 1968

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122, 144

**Autres conventions**

103, 123, 135, 155, 159

**7 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 111, 122, 135, 138, 144, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demandes directes pour les conventions nos 87, 103, 135, 138, 144, 155, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56, 58-72, 74-81, 87-89	82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92

## Mozambique

**18 conventions en vigueur**

Membre depuis 1976

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

1, 11, 14, 17, 18, 30, 88

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos (29), 81, 88, 98, 105, 111, 122, (138), (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 81, 88, 122, 138, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Myanmar

**19 conventions en vigueur**

Membre depuis 1948

**Conventions fondamentales**

29, 87

**Autres conventions**

1, 2, 6, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 42, 52, 63

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 16, 17, 22, 26, 29, 63, 87

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 2, 17, 26, 29, 87

Demande directe pour la convention no 63

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-



## Namibie

### 10 conventions en vigueur

Membre depuis 1978

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

144

#### Autres conventions

150, 158

### 5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 105, 138, 150, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 105, 138, 150, 182

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
78-87, 89(C184), 90(R194)	88, 89(R192), 90(P155; R193), 91, 92

## Népal

### 9 conventions en vigueur

Membre depuis 1966

#### Conventions fondamentales

29, 98, 100, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

144

#### Autres conventions

14, 131

### 4 rapports demandés sur l'application des conventions

· 3 rapports reçus: Conventions nos 29, 138, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no 144

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 144

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-81, 83, 85, 87	82, 84, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Nicaragua

**54 conventions en vigueur**

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1957

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122, 144

**Autres conventions**

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 45, 63, 77, 78, 88, 95, 110, 115, 117, 119, 127, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 146

**12 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 63, 77, 105, 138, 146, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 8, 9, 77, 111, 122

Demandes directes pour les conventions nos 16, 22, 63, 88, 100, 105, 111, 117, 138, 146, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-92	-

## Niger

**31 conventions en vigueur**

Membre depuis 1961

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 65, 95, 102, 104, 116, 117, 119, 131, 135, 142, 148, 154, 156, 158

**12 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 148, 154, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 95, 102, 131

Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 102, 111, 117, 148

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87-88	83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92

## Nigéria

### 34 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

8, 11, 16, 19, 26, 32, 45, 50, 64, 65, 88, 94, 95, 97, 104, 116, 123, 133, 134, 137, 155, 178, 179, 185

### 10 rapports demandés sur l'application des conventions

- 9 rapports reçus: Conventions nos 16, 29, 81, 100, 105, 133, 134, 138, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no 8

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 81, 98, 105, 133, 134

Demandes directes pour les conventions nos 8, 29, 100, 111, 133, 138, 182

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92	-

## Norvège

### 90 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 97, 102, 108, 113, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 164, 167, 168, 169, 170, 176, 178, 179, 180

### 28 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 29, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 81, 92, 105, 108, 129, 133, 134, 138, 145, 147, 150, 160, 163, 164, 178, 179, (180), 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 22, 115

Demandes directes pour les conventions nos 69, 73, 115, 120, 122, 138, 139, 162, 164, 179, 182

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Nouvelle-Zélande

**50 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

2, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 26, 32, 42, 44, 47, 50, 52, 53, 58, 59, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 84, 88, 92, 97, 99, 101, 104, 116, 133, 134, 145, 160

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 58, 68, 69, 74, 81, 92, (98), 105, 133, 134, 145, 160, 182

*Tokélaou*

**2 rapports demandés**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 88, 98, 100, 111, 122

Demandes directes pour les conventions nos 82, 100, 111, 182

*Tokélaou*

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Oman

**4 conventions en vigueur**

Membre depuis 1994

**Conventions fondamentales**

29, 105, 138, 182

**2 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-91	92

## Ouganda

**30 conventions en vigueur**

Membre depuis 1963

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

11, 12, 17, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 123, 124, 143, 154, 158, 159, 162

**13 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 17, 19, 26, 29, 45, 81, 94, 105, 123, (138), 143, 159, (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 17, 29, 81, 105, 122, 143

Demandes directes pour les conventions nos 26, 94, 123, 159

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Ouzbékistan

**11 conventions en vigueur**

Membre depuis 1992

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 105, 111

**Conventions prioritaires**

122

**Autres conventions**

47, 52, 103, 135, 154

**2 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 105

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 47, 52, 100, 103, 105, 111, 122

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92

## Pakistan

**33 conventions en vigueur**

Membre depuis 1947

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

1, 4, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 159

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 17 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 18, 29, 45, 81, 87, 89, 98, (100), 105, 106, 107, 111, 144, 159, (182)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 16, 22, 96

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 96, 98, 100, 105, 111, 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 16, 18, 22, 45, 87, 89, 100, 105, 106, 159, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Panama

**67 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

3, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 42, 43, 45, 52, 53, 55, 56, 64, 65, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 86, 88, 89, 92, 94, 95, 104, 107, 108, 110, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 159, 160, 181

**23 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 21 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 71, 73, 74, 81, 92, 105, 108, 122, 160

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 138, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 30, 55, 56, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 8, 16, 100, 111, 117, 122, 126, 138, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(R191), 89(R192), 90(R193; R194), 92	88(C183), 89(C184), 90(P155), 91

## Papouasie-Nouvelle-Guinée

### 24 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

122

#### Autres conventions

2, 8, 11, 12, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 45, 85, 99, 103, 158

### 7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 22, 29, 85, 105, 138, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 105

Demandes directes pour les conventions nos 8, 22, 29, 138, 158, 182

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92

## Paraguay

### 35 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1937 et depuis 1956

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122

#### Autres conventions

1, 11, 14, 26, 30, 52, 59, 77, 78, 79, 89, 90, 95, 99, 101, 106, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 159, 169

### 24 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 52, 79, 81, 87, 89, 90, 98, 100, 101, 105, 106, 111, 115, 117, 119, 120, 122, 159, 169, (182)

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation générale

Observations pour les conventions nos 29, 79, 81, 87, 90, 98, 111, 115, 117, 120, 169

Demandes directes pour les conventions nos 1, 30, 52, 81, 89, 100, 105, 119, 122, 159

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-84, 87	85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Pays-Bas

**81 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 44, 62, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 102, 103, 106, 113, 114, 115, 116, 121, 124, 126, 128, 131, 133, 135, 137, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 169, 174, 175, 177, 180, 181

**28 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 68, 69, 71, 73, 74, 81, 92, 101, 105, 128, 129, 133, 138, 145, 146, 147, 150, 155, 160, 174, 180, 182

*Antilles néerlandaises*

**13 rapports demandés**

· 3 rapports reçus: Conventions nos 87, 88, 122

· 10 rapports non reçus: Conventions nos 8, 9, 22, 23, 29, 58, 69, 74, 81, 105

*Aruba*

**18 rapports demandés**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 9, 22, 23, 29, 69, 74, 81, 87, 88, 105, 122, 135, 138, 144, 145, 146, 147

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 88, 98, 101, 111, 122, 128, 155, 159, 174, 177, 181

Demandes directes pour les conventions nos 9, 69, 73, 74, 81, 100, 111, 135, 138, 145, 147, 150, 152, 177, 182

Demande directe sur la soumission

*Antilles néerlandaises*

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 8, 81, 87, 122, 172

*Aruba*

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 138, 144, 145

Demandes directes pour les conventions nos 8, 25, 29, 81, 87, 88, 105, 113, 122, 135, 138, 146, 147

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 91	90, 92

## Pérou

**63 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

1, 8, 9, 11, 12, 14, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 62, 67, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 99, 101, 102, 106, 112, 113, 114, 139, 147, 151, 152, 156, 159, 169

**21 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 22, 23, 24, 25, 29, 53, 55, 56, 58, 68, 69, 71, 73, 81, 102, 105, 138, 139, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 1, 29, 44, 67, 100, 169

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 53, 58, 67, 68, 73, 98, 100, 111, 138, 169, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 85-87	84, 88, 89, 90, 91, 92



## Philippines

**30 conventions en vigueur**

Membre depuis 1948

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122, 144

**Autres conventions**

17, 19, 23, 53, 77, 88, 89, 90, 94, 95, 99, 110, 118, 141, 149, 157, 159, 165, 176, 179

**6 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 23, 53, 105, 138, 179, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 98, 105, 122, 182

Demandes directes pour les conventions nos 23, 53, 88, 110, 138, 176, 179, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Pologne

**81 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 45, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 91, 92, 95, 96, 99, 101, 102, 103, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 127, 133, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 149, 151, 159, 160, 161, 170, 176, 178

**26 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 68, 69, 73, 74, 81, 91, 92, 95, (102), 105, 108, 129, 133, 134, 138, 145, 147, 160, 178, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 81, 95, 100, 111, 122, 149

Demandes directes pour les conventions nos 8, 9, 12, 16, 17, 19, 22, 24, 25, 68, 69, 73, 74, 81, 92, 98, 100, 108, 111, 129, 133, 145, 147, 160, 176, 178, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Portugal

**70 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

1, 6, 8, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 88, 92, 95, 97, 102, 103, 104, 106, 107, 108, 115, 117, 120, 124, 127, 131, 132, 135, 137, 139, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 155, 156, 158, 159, 160, 162, 171, 176, 181

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 22, 23, 29, 68, 69, 73, 74, 81, 92, 105, 108, 129, 138, 145, 146, 147, 150, 160, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 8, 22, 92, 111, 162, 176

Demandes directes pour les conventions nos 23, 29, 68, 69, 73, 74, 100, 108, 111, 115, 117, 138, 139, 145, 146, 147, 150, 155, 162, 181, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91	92

## Qatar

**4 conventions en vigueur**

Membre depuis 1972

**Conventions fondamentales**

29, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81

**3 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 111

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 111

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-91	92

## République démocratique du Congo

**36 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 50, 62, 64, 88, 89, 94, 95, 102, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 135, 150, 158

**17 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 29, 62, 81, 87, 88, 89, 98, 100, 102, 111, 117, 119, 120, 121, 144, 150

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 98, 119, 121, 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 62, 87, 88, 98, 100, 102, 105, 111, 117, 135, 138, 150, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Roumanie

**47 conventions en vigueur**

Membre de 1919 à 1942 et depuis 1956

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 22, 24, 27, 68, 88, 89, 92, 95, 108, 116, 117, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 147, 154, 163, 166, 168, 180, 183

**19 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 29, 68, 81, 92, 105, 108, 129, 133, 134, 138, 147, 163, 166, 180, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 81, 98, 111, 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos 8, 16, 22, 68, 88, 92, 100, 105, 111, 129, 133, 147, 166, 182, 183

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92	-

## Royaume-Uni

Membre depuis 1919

### 66 conventions en vigueur

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

2, 8, 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 50, 56, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 83, 84, 85, 86, 92, 97, 102, 108, 114, 115, 116, 120, 124, 126, 133, 135, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160, 178, 180

### 23 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 8, 16, 22, 23, 29, 56, 68, 69, 74, 81, 92, 105, 108, 122, 133, 138, 147, 150, 160, (178), 180, 182

#### *Anguilla*

9 rapports demandés

· 1 rapport reçu: Convention no 148

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 8, 22, 23, 29, 58, 85, 105, 108

#### *Bermudes*

10 rapports demandés

· 9 rapports reçus: Conventions nos 16, 22, 23, 29, 58, 105, 108, 133, 147

· 1 rapport non reçu: Convention no 98

#### *Gibraltar*

13 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 29, 58, 81, 105, 108, 133, 147, 150, 160

#### *Guernesey*

14 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 7, 8, 16, 22, 29, 56, 63, 69, 74, 81, 105, 108, 150, 182

#### *Ile de Man*

24 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 7, 8, 16, 22, 23, 29, 56, 68, 69, 74, 81, 87, 92, 98, 105, 108, 122, 133, 147, 150, 160, (178), (180)

#### *Iles Falkland (Malvinas)*

10 rapports demandés

· 3 rapports reçus: Conventions nos 45, 87, 98

· 7 rapports non reçus: Conventions nos 8, 22, 23, 29, 58, 105, 108

#### *Iles Vierges britanniques*

9 rapports demandés

· 8 rapports reçus: Conventions nos 23, 29, 58, 85, 87, 98, 105, 108

· 1 rapport non reçu: Convention no 8

#### *Jersey*

12 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 7, 8, 16, 22, 29, 56, 69, 74, 81, 105, 108, 160

#### *Montserrat*

11 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 14, 16, 26, 29, 58, 82, 85, 95, 105, 108

#### *Sainte-Hélène*

12 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 16, 29, 58, 63, 85, 87, 98, 105, 108, 150, 151

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 100, 115, 122, 147

Demandes directes pour les conventions nos 8, 92, 100, 111, 115, 126, 133, 138, 180, 182

#### *Anguilla*

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 8, 148

Demandes directes pour les conventions nos 22, 23, 29, 82

#### *Bermudes*

Observation pour la convention no 82

Demande directe pour la convention no 98

#### *Gibraltar*

Demandes directes pour les conventions nos 45, 82

#### *Guernesey*

Demandes directes pour les conventions nos 8, 24, 25, 56, 115

#### *Ile de Man*

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 81, 147, 160, 178, 180

#### *Iles Falkland (Malvinas)*

Demande directe générale

Observation pour la convention no 8

Demandes directes pour les conventions nos 45, 82

*Îles Vierges britanniques*

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 8, 82

*Jersey*

Demandes directes pour les conventions nos 8, 115

*Montserrat*

Demande directe générale

Observation pour la convention no 8

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 29, 95

*Sainte-Hélène*

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 108

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

**Fédération de Russie**

**52 conventions en vigueur**

Membre de 1934 à 1940 et depuis 1954

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

11, 13, 14, 16, 23, 27, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 137, 142, 147, 148, 149, 150, 152, 155, 156, 159, 160, 162, 179

**21 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 18 rapports reçus: Conventions nos 16, 23, 29, 69, 73, 92, 105, 108, 111, 133, 134, 138, 147, 150, 159, 160, 179, (182)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 81, 87, 100

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 95, 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos 16, 23, 29, 45, 52, 73, 81, 98, 100, 105, 108, 111, 120, 126, 138, 147, 159, 179

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-88	89, 90, 91, 92

## Rwanda

**27 conventions en vigueur**

Membre depuis 1962

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 50, 62, 64, 89, 94, 118, 123, 132, 135

**5 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 100, 105, 111

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 105, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-79, 81, 87	80, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Sainte-Lucie

**28 conventions en vigueur**

Membre depuis 1980

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

**Autres conventions**

5, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 26, 50, 64, 65, 94, 95, 97, 101, 108, 154, 158

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 7, 8, 14, 16, 29, 87, 98, 100, 101, 105, 108, 111, (154), (158), (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 7, 8, 14, 87, 100, 111

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154; R163), 68(C158; R166), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68(C157; P110), 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Saint-Kitts-et-Nevis

**9 conventions en vigueur**

Membre depuis 1996

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

144

**6 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, (87), (98), (100), 105, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 144, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Saint-Marin

**23 conventions en vigueur**

Membre depuis 1982

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

144

**Autres conventions**

88, 103, 119, 140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161

**18 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 88, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 142, 144, 148, 150, 151, 154, 159, 160, 161, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 88, 100, 142, 148, 160, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
69-72, 74-91	92

## Saint-Vincent-et-les Grenadines

**21 conventions en vigueur**

Membre depuis 1995

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

5, 7, 10, 11, 12, 16, 19, 26, 94, 95, 101, 108, 180

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 5 rapports reçus: Conventions nos 7, 16, 81, 101, (180)

· 4 rapports non reçus: Conventions nos 29, 105, 108, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 16

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 95, 101, 105, 108, 180, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
86, 87	82, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92

## Sao Tomé-et-Principe

**21 conventions en vigueur**

Membre depuis 1982

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

17, 18, 19, 88, 106, 135, 151, 154, 155, 159, 184

**11 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 18, 19, 81, 87, 88, 98, 100, 106, 111, 144, 159

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 18, 81, 87, 88, 144

Demandes directes pour les conventions nos 19, 81, 100, 111, 159

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 87, 89	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92



## Sénégal

**33 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

4, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 52, 89, 95, 96, 99, 101, 102, 116, 117, 120, 121, 125, 135

**10 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 19, 29, 81, 87, 100, 105, 111, 122, 138, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 81, 100, 105, 111, 117, 122, 138, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Serbie-et-Monténégro

**68 conventions en vigueur**

Membre depuis 2000

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

**43 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 27 rapports reçus: Conventions nos (11), (13), 14, 29, (45), 81, (88), (98), 100, (102), (105), 106, (111), 119, 122, 129, 135, (136), 138, (139), (148), (155), (156), (159), (161), (162), (182)

· 16 rapports non reçus: Conventions nos (8), 9, (16), (22), (23), (24), (25), (27), (53), (56), (69), (73), (74), 92, (113), (114)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 98, 131

Demandes directes pour les conventions nos 9, 11, 12, 13, 14, 19, 29, 32, 45, 81, 92, 102, 106, 119, 121, 129, 131, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 148, 155, 158, 161, 162, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89	90, 91, 92

## Seychelles

**31 conventions en vigueur**

Membre depuis 1977

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

2, 8, 11, 16, 22, 26, 50, 64, 65, 73, 99, 108, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 161, 180

**15 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 6 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 148, 151

· 9 rapports non reçus: Conventions nos 2, 8, 16, 29, 105, 108, 138, 150, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 8, 87

Demandes directes pour les conventions nos 8, 98, 100, 105, 108, 111, 138, 148, 150, 151, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-88	89, 90, 91, 92

## Sierra Leone

**33 conventions en vigueur**

Membre depuis 1961

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

5, 7, 8, 15, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 99, 101, 119, 125, 126

**8 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 6 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 29, 58, 81

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 95, 105

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 105, 119, 125

Demandes directes pour les conventions nos 45, 81, 94, 95, 126

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-61, 62(C145; C147; R153; R155)	62(C146; R154), 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92

## Singapour

**20 conventions en vigueur**

Membre depuis 1965

**Conventions fondamentales**

29, 98, 100, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81

**Autres conventions**

8, 11, 12, 16, 19, 22, 32, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94

**7 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 7, 8, 16, 22, 29, 81, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observation pour la convention no 29

Demandes directes pour les conventions nos 8, 22, 29, 100, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-90	91, 92

## Slovaquie

**64 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122, 144

**Autres conventions**

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 34, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 45, 49, 52, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 136, 139, 140, 142, 148, 155, 156, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 173, 176, 183, 184

**10 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 144, 155, 160, 163, 164, 167, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 100, 111, 122, 144

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 88, 98, 100, 105, 111, 120, 138, 156, 160, 161, 163, 164, 171, 182, 184

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-83, 86-92	84, 85

## Slovénie

**73 conventions en vigueur**

Membre depuis 1992

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129

**Autres conventions**

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 173, 175, 180

**26 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 25 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 88, 92, 98, 100, 105, (108), 111, 119, 122, 129, 138, (149), 182

· 1 rapport non reçu: Convention no 147

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 111

Demandes directes pour les conventions nos 8, 19, 53, 73, 98, 111, 113, 114, 122, 138, 140, 147, 149, 155, 173, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92	-

## Somalie

**12 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 105, 111

**Autres conventions**

16, 17, 19, 22, 23, 45, 65, 94, 95

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 105, 111

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-75	76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92

## Soudan

### 14 conventions en vigueur

Membre depuis 1956

#### Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122

#### Autres conventions

2, 19, 26, 95, 117

### 5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, (138), (182)

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 95, 122

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Sri Lanka

### 31 conventions en vigueur

Membre depuis 1948

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

8, 11, 16, 18, 26, 45, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 103, 106, 108, 110, 115, 116, 131, 135, 160

### 13 rapports demandés sur l'application des conventions

· 12 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 58, 81, 100, (105), 106, 108, 111, 138, 160, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no 29

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 29, 98, 103

Demandes directes pour les conventions nos 16, 29, 58, 87, 103, 106

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90, 91, 92

## Suède

**76 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 27, 47, 73, 80, 88, 92, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 168, 170, 174, 175, 176, 178, 180, 184

**39 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 13, 16, 29, 73, 81, 92, 105, 108, 115, 119, 120, 128, 129, 133, 134, 138, 139, 145, 146, 147, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 170, 174, (175), 176, 178, (180), 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation pour la convention no 115

Demandes directes pour les conventions nos 9, 100, 111, 115, 122, 145, 149, 162, 170, 175, 176, 178

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90, 91, 92

## Suisse

**47 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

2, 6, 8, 11, 14, 16, 18, 19, 23, 26, 27, 45, 62, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 128, 132, 136, 139, 141, 142, 150, 151, 153, 154, 159, 160, 162, 163, 168, 172, 173

**11 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 23, 29, 81, 105, 138, 150, 160, 163, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 98, 144, 162

Demandes directes pour les conventions nos 29, 45, 88, 100, 111, 138, 142, 162, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91	92

## Suriname

### 28 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

11, 13, 14, 17, 19, 27, 41, 42, 62, 88, 94, 95, 96, 101, 106, 112, 118, 135, 150, 151, 154

### 5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 122, 150

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observation pour la convention no 88

Demandes directes pour les conventions nos 81, 105, 122

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-89	90, 91, 92

## Swaziland

### 31 conventions en vigueur

Membre depuis 1975

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 144

#### Autres conventions

11, 12, 14, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 90, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 123, 131, 160

### 11 rapports demandés sur l'application des conventions

· 7 rapports reçus: Conventions nos 14, 45, 81, 87, 105, 111, (182)

· 4 rapports non reçus: Conventions nos 29, 96, 138, 160

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 29, 81, 96, 144

Demandes directes pour les conventions nos 14, 45, 89, 100, 111, 131, 138, 160, 182

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72, 74-81, 82(C176; R183), 83-85, 87, 88(C183), 89(C184), 90(P155)	82(P081), 86, 88(R191), 89(R192), 90(R193; R194), 91, 92

## République arabe syrienne

**48 conventions en vigueur**

Membre depuis 1947

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

1, 2, 11, 14, 17, 18, 19, 26, 30, 45, 52, 53, 63, 80, 88, 89, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 106, 107, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 123, 124, 125, 131, 135, 136, 139

**9 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 53, 63, 81, 105, 118, 129, 138, (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 29, 30, 81, 98, 105, 111, 118

Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 30, 45, 63, 100, 111, 117, 138, 139

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-65, 67-69, 71-72, 74-76, 87-89	66, 70, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92

## Tadjikistan

**44 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122

**Autres conventions**

11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 142, 147, 148, 149, 159, 160

**40 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 16, 23, 29, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 87, 90, 92, 95, 98, 100, 103, (105), 106, 108, 111, 113, 115, 119, 120, 122, 124, 126, 133, 134, 138, 142, 147, 148, 149, 159, 160

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83, 86-87	84, 85, 88, 89, 90, 91, 92



## République-Unie de Tanzanie

Membre depuis 1962

### 34 conventions en vigueur

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

144

#### Autres conventions

11, 12, 16, 17, 19, 26, 50, 59, 63, 64, 65, 86, 94, 95, 131, 134, 135, 137, 140, 142, 148, 149, 152, 154, 170

### 11 rapports demandés sur l'application des conventions

- 9 rapports reçus: Conventions nos 29, 63, 87, 94, 105, 134, 137, 149, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 16, 138

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demandes directes pour les conventions nos 16, 94, 100, 111, 137, 138, 182

Observation sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56, 58-65, 67, 68(C157; C158; R166), 69-72, 74-76, 77(C170; C171; R177; R178), 78-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-89, 91-92	66, 68(P110), 77(P089), 84(P147), 90

## Tanganyika

### 5 conventions en vigueur

#### Conventions prioritaires

81

#### Autres conventions

45, 88, 101, 108

### 5 rapports demandés sur l'application des conventions

- 2 rapports reçus: Conventions nos 88, 101
- 3 rapports non reçus: Conventions nos 45, 81, 108

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demande directe générale

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 81, 88, 101, 108

## Zanzibar

### 2 conventions en vigueur

#### Autres conventions

58, 97

### 2 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 58, 85

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Demande directe pour la convention no 58

## Tchad

**23 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 144

**Autres conventions**

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 116, 132, 135, 151, 173

**16 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 11 rapports reçus: Conventions nos 14, 26, 29, 41, 81, 87, 105, (132), 135, 151, (182)

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 13, 98, 100, 111, 144

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 26, 81, 87, 111

Demandes directes pour les conventions nos 14, 41, 100, 111, 132, 144, 151, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-79, 84-87	80, 81, 82, 83, 88, 89, 90, 91, 92

## République tchèque

**63 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

**Conventions prioritaires**

122, 144

**Autres conventions**

1, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 42, 43, 45, 49, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 108, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 176, 181

**20 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 87, 88, 98, 100, 111, 115, 120, 122, 136, 139, 144, 148, 155, 159, 161, 167, 176, 181

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 98, 111, 115, 139, 144, 155, 161, 176

Demandes directes pour les conventions nos 13, 29, 45, 87, 105, 111, 120, 139, 155, 159, 160, 161, 176

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92	-

## Thaïlande

**13 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 100, 105, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122

**Autres conventions**

14, 19, 80, 88, 104, 116, 127

**3 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 105, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 88, 105, 122, 182

Demandes directes pour les conventions nos 14, 100, 105, 127, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90, 91, 92

## République démocratique du Timor-Leste

Membre depuis 2003

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	92

## Togo

**18 conventions en vigueur**

Membre depuis 1960

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

144

**Autres conventions**

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 143

**5 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 85, 105, 138, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 182

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92

## Trinité-et-Tobago

**17 conventions en vigueur**

Membre depuis 1963

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

144

**Autres conventions**

16, 19, 50, 65, 97, 125, 147, 159

**12 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 6 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 144, 159

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 16, 29, 85, 105, 147, (182)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 105, 111, 125

Demandes directes pour les conventions nos 16, 29, 100, 111, 144, 147, 159

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92	-

## Tunisie

**51 conventions en vigueur**

Membre depuis 1956

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122

**Autres conventions**

8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 45, 52, 55, 62, 65, 73, 77, 88, 89, 90, 91, 95, 99, 104, 106, 107, 108, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 142, 150, 159

**13 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 29, 55, 73, 81, 105, 108, 138, 150, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demandes directes pour les conventions nos 29, 117, 122, 138, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92	-

## Turkménistan

**6 conventions en vigueur**

Membre depuis 1993

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111

**6 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (29), (87), (98), (100), (105), (111)

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observation générale

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92

## Turquie

### 52 conventions en vigueur

Membre depuis 1932

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

2, 11, 14, 26, 42, 45, 53, 55, 68, 69, 73, 77, 80, 88, 92, 94, 95, 96, 99, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 123, 127, 133, 134, 135, 142, 146, 151, 152, 153, 155, 158, 159, 161, 164, 166

### 8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 100, 105, 111, 115, 138, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 111, 138, 151, 182

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 115, 138, 182

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	-

## Ukraine

### 52 conventions en vigueur

Membre depuis 1954

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

#### Autres conventions

2, 11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 132, 133, 135, 140, 142, 147, 149, 150, 154, 156, 158, 159, 160

### 19 rapports demandés sur l'application des conventions

· 14 rapports reçus: Conventions nos 16, 29, 73, 92, 100, 105, 119, 120, (135), 138, (140), (159), 160, 182

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 23, 69, 108, 133, 147

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

Observations pour les conventions nos 95, 111, 122, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 16, 23, 29, 45, 69, 73, 98, 100, 108, 111, 115, 126, 133, 135, 138, 144, 147, 154, 182

Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-90	91, 92

## Uruguay

**76 conventions en vigueur**

Membre depuis 1919

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 129, 144

**Autres conventions**

1, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 43, 63, 73, 77, 78, 79, 80, 90, 94, 95, 97, 99, 103, 106, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 139, 141, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 159, 161, 162, 167, 172, 181, 184

**19 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 8, 9, 16, 22, 23, 29, 63, 73, 81, 105, 108, 129, 131, 133, 134, 138, 150, 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 94, 100, 103, 111, 115, 122, 128, 131, 139

Demandes directes pour les conventions nos 1, 100, 103, 108, 111, 115, 128, 149, 153, 155

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-85, 87, 89	86, 88, 90, 91, 92

## Vanuatu

Membre depuis 2003

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	91, 92

## République bolivarienne du Venezuela

**50 conventions en vigueur**

Membre de 1919 à 1957 et depuis 1958

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 122, 144

**Autres conventions**

1, 2, 3, 6, 11, 13, 14, 19, 21, 22, 26, 27, 41, 45, 80, 88, 95, 97, 102, 116, 117, 118, 120, 121, 127, 128, 130, 139, 140, 141, 142, 143, 149, 150, 153, 155, 156, 158, 169

**7 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 22, 29, 81, 87, 105, 138, 150

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 88, 102, 118, 121, 128, 130, 138, 144

Demandes directes pour les conventions nos 45, 117, 122, 140, 149

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74(R173), 75(C167; R175), 76, 77(C170; R177), 78(R179), 80, 82(C176; R183), 87-88	74(C163; C164; C165; C166; R174), 75(C168; R176), 77(C171; P089; R178), 78(C172), 79, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92

## Viet Nam

### 15 conventions en vigueur

Membre de 1980 à 1985 et depuis 1992

#### Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81

#### Autres conventions

6, 14, 27, 45, 80, 116, 120, 123, 124, 155

### 3 rapports demandés sur l'application des conventions

- 1 rapport reçu: Convention no (138)
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 81, 182

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

- Demande directe générale
- Observation pour la convention no 81
- Demandes directes pour les conventions nos 81, 138, 182

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-63, 80-92	-

## Yémen

### 28 conventions en vigueur

Membre depuis 1965

#### Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

#### Conventions prioritaires

81, 122, 144

#### Autres conventions

14, 16, 19, 58, 59, 64, 65, 86, 94, 95, 104, 131, 132, 135, 156, 158, 159

### 16 rapports demandés sur l'application des conventions

- 14 rapports reçus: Conventions nos 16, 29, 81, 98, 100, 105, 111, 122, 132, 135, 138, 144, 159, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 58, 131

### Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005

- Observations pour les conventions nos 98, 135
- Demandes directes pour les conventions nos 14, 16, 58, 122, 132, 138, 182
- Demande directe sur la soumission

### Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89(C184)	88(R191), 89(R192), 90, 91, 92

## Zambie

**39 conventions en vigueur**

Membre depuis 1964

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

122, 144

**Autres conventions**

11, 12, 17, 18, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 95, 97, 99, 103, 117, 124, 131, 135, 136, 141, 148, 149, 150, 151, 154, 158, 159, 173, 176

**24 rapports demandés sur l'application des conventions**

· 5 rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 135, 148, (182)

· 19 rapports non reçus: Conventions nos 29, 87, 95, 98, 103, 105, 117, 122, 136, 138, 141, 144, 149, 150, 151, 154, 159, 173, 176

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 95, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 111, 122, 131, 136, 138, 144, 148, 149, 150, 159, 173, 176, 182

Observation sur la soumission

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92

## Zimbabwe

**26 conventions en vigueur**

Membre depuis 1980

**Conventions fondamentales**

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

**Conventions prioritaires**

81, 129, 144

**Autres conventions**

14, 19, 26, 45, 99, 135, 140, 150, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

**13 rapports demandés sur l'application des conventions**

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, (87), 105, 129, 138, 150, (155), (161), (162), (174), (176), 182

**Commentaires présentés par la commission d'experts en 2005**

Observations pour les conventions nos 87, 98, 155, 161, 162, 176

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 105, 138, 170, 182

**Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes**

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92	-



## **ANNEXE**

---

### **Liste des conventions adoptées par session**

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention par en vigueur.
- Convention retirée.

**1ère session de la CIT, 1919**

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

**2e session de la CIT, 1920**

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufrage), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

**3e session de la CIT, 1921**

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

**7e session de la CIT, 1925**

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

**8e session de la CIT, 1926**

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

**9e session de la CIT, 1926**

- C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

**10e session de la CIT, 1927**

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

**11e session de la CIT, 1928**

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

**12e session de la CIT, 1929**

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

**14e session de la CIT, 1930**

- C. 29 Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

**15e session de la CIT, 1931**

- C. 31 Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

**16e session de la CIT, 1932**

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

**17e session de la CIT, 1933**

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

**18e session de la CIT, 1934**

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

**19e session de la CIT, 1935**

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

**20e session de la CIT, 1936**

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

**21e session de la CIT, 1936**

- C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ◆● C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ◆● C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

**22e session de la CIT, 1936**

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

**23e session de la CIT, 1937**

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

**24e session de la CIT, 1938**

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

**25e session de la CIT, 1939**

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

**28e session de la CIT, 1946**

- C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ◆● C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ◆● C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ◆● C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ◆● C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

**29e session de la CIT, 1946**

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

**30e session de la CIT, 1947**

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

**31e session de la CIT, 1948**

- C. 87 Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

**32e session de la CIT, 1949**

- C. 91 Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949
- C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ◆● C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

**34e session de la CIT, 1951**

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

**35e session de la CIT, 1952**

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

**38e session de la CIT, 1955**

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

**40e session de la CIT, 1957**

- C. 105 Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957

**41e session de la CIT, 1958**

- C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ◆ C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

**42e session de la CIT, 1958**

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

**43e session de la CIT, 1959**

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

**44e session de la CIT, 1960**

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

**45e session de la CIT, 1961**

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

**46e session de la CIT, 1962**

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

**47e session de la CIT, 1963**

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

**48e session de la CIT, 1964**

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

**49e session de la CIT, 1965**

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

**50e session de la CIT, 1966**

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

**51e session de la CIT, 1967**

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

**53e session de la CIT, 1969**

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

**54e session de la CIT, 1970**

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

**55e session de la CIT, 1970**

- C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

**56e session de la CIT, 1971**

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

**58e session de la CIT, 1973**

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

**59e session de la CIT, 1974**

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

**60e session de la CIT, 1975**

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

**61e session de la CIT, 1976**

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

**62e session de la CIT, 1976**

- C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

**63e session de la CIT, 1977**

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

**64e session de la CIT, 1978**

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

**65e session de la CIT, 1979**

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

**67e session de la CIT, 1981**

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

**68e session de la CIT, 1982**

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

**69e session de la CIT, 1983**

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

**71e session de la CIT, 1985**

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

**72e session de la CIT, 1986**

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

**74e session de la CIT, 1987**

- C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

**75e session de la CIT, 1988**

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

**76e session de la CIT, 1989**

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

**77e session de la CIT, 1990**

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

**78e session de la CIT, 1991**

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

**79e session de la CIT, 1992**

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

**80e session de la CIT, 1993**

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

**81e session de la CIT, 1994**

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

**82e session de la CIT, 1995**

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

**83e session de la CIT, 1996**

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

**84e session de la CIT, 1996**

- C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

**85e session de la CIT, 1997**

- C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

**87e session de la CIT, 1999**

- C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

**88e session de la CIT, 2000**

- C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000



**89e session de la CIT, 2001**

C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

**91e session de la CIT, 2003**

C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003